

CA1
EA675
81A77f
c.l
DOCS

61891856 (F)



**Plan d'expansion des
exportations canadiennes**

AUSTRALIE



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Industrie
et Commerce

Industry, Trade
and Commerce

LIBRARY DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PLAN D'EXPANSION DES EXPORTATIONS CANADIENNES
AUSTRALIE

Gouvernement du Canada
Ministère de l'Industrie et du Commerce

octobre 1981

43-234-306

PRÉFACE

Le Programme de développement des marchés canadiens en Australie a été préparé pour aider les représentants des secteurs public et privé intéressés à accroître le commerce en Australie. Les évaluations et les propositions qu'il renferme constituent la base des activités de commercialisation qui seront exécutées en Australie par le ministère de l'Industrie et du Commerce pendant les deux ou trois prochaines années. Les gouvernements provinciaux, qui font partie intégrante du processus commercial, ainsi que les ministères fédéraux s'intéressant aux questions internationales, ont été consultés lors de la préparation du programme. Ce dernier ne vise pas à dresser une liste exhaustive des intérêts canadiens ou des possibilités existant en Australie, mais il fait plutôt ressortir les débouchés des secteurs importants qui sont compatibles avec les possibilités d'approvisionnement existant au Canada. La mise à jour du document pourra comprendre l'analyse d'autres secteurs et, au besoin, leur inclusion dans les éditions révisées.

Les sujets présentés sont répartis dans des sections spéciales pouvant intéresser des lecteurs différents. Le sommaire général donne un aperçu des relations commerciales entre le Canada et l'Australie et résume les stratégies des différents secteurs dans le cadre d'un plan d'action détaillé. Les sections de nature générale concernant les relations bilatérales entre le Canada et l'Australie, ainsi que les conditions socio-économiques et politiques existant dans ce dernier pays s'adressent surtout au lecteur désireux de se faire une idée générale du contexte commercial de ces relations. L'analyse détaillée des secteurs prioritaires intéressera surtout le secteur privé.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
I. SOMMAIRE GÉNÉRAL ET PLAN D'ACTION	i
II. PROGRAMME D'EXPANSION DES EXPORTATIONS	1
A. OBJECTIF	1
B. RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'AUSTRALIE	3
C. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ AUSTRALIEN	5
D. COMMERCE ENTRE LE CANADA ET L'AUSTRALIE	16
E. ACTIVITÉS ET MESURES D'EXPANSION DU COMMERCE CANADIEN	21
F. PERSPECTIVES COMMERCIALES GÉNÉRALES EXISTANT DANS LE MARCHÉ AUSTRALIEN	26
G. STRATÉGIE GLOBALE À L'ÉGARD DE L'AUSTRALIE	30
H. DÉTERMINATION DES SECTEURS PRIORITAIRES ET PROGRAMMES DE COMMERCIALISATION PAR SECTEUR	31
1. Matériel d'exploitation du pétrole et du gaz, y compris les pipe-lines	32
2. Matériel électrique lourd	48
3. Télécommunications	57
4. Matériel pour l'industrie forestière	67
5. Pièces d'automobile	75
6. Instruments et commandes industrielles	81
7. Matériel agricole	88
III. TABLEAUX	96
IV. APPENDICES	114
i) Application de la politique australienne en matière d'investissement étranger	115
ii) Certains projets de mise en valeur des ressources en Australie	123
iii) Certains investissements canadiens en Australie	153
iv) Foires et expositions organisées en Australie	157
v) Organismes du gouvernement canadien en relation avec l'Australie	164

SOMMAIRE GÉNÉRAL ET PLAN D'ACTION

I. SOMMAIRE GÉNÉRAL ET PLAN D'ACTION

1. Objectif

Le principal objectif d'une stratégie d'expansion des exportations canadiennes pour les années 80 porte sur le choix de la concentration des marchés, qui doit s'accompagner d'une convergence et d'une coordination plus grandes des efforts de commercialisation des exportations canadiennes. Ce document, qui fait partie d'une série de publications à paraître, présente un programme d'expansion des exportations destiné à l'Australie comprenant un plan d'action détaillé du gouvernement fédéral. Dans ce plan, le gouvernement reconnaît le rôle capital des provinces et du secteur privé et les invite à participer aux activités qui permettront d'atteindre l'objectif: accroître la part du Canada dans le marché des importations australiennes.

2. Introduction

Le Canada et l'Australie possèdent une communauté d'intérêts de plus en plus grande et importante qui favorisera l'établissement de relations plus étroites à l'avenir et contribuera dans une large mesure à créer des circuits commerciaux entre les deux pays. Grâce à ses richesses minérales, énergétiques et agricoles, l'Australie fait figure de grande puissance dans le Pacifique. Après l'expansion rapide de l'industrie minière survenue dans les années 60 et 70, le pays entre maintenant dans une décennie d'aménagement des ressources énergétiques et minières. Selon les projections officielles du gouvernement, les nouveaux investissements de capitaux déjà engagés ou prévus par des études de faisabilité avancées pour les principaux projets devaient se chiffrer à au moins \$46 milliards en décembre 1980 et pourraient atteindre \$70 milliards dès 1985. Cette forte croissance de la demande de matériel et de services pèsera lourdement sur les sources intérieures d'approvisionnement et créera de nombreux débouchés se rattachant surtout aux compétences du Canada dans la production de matériel et de services pour les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des forêts et de l'exploitation minière. Le Canada possède en outre de fortes possibilités d'accroître ses exportations normales, grâce au progrès de l'économie australienne qui est la conséquence prévisible de la mise en valeur de ses ressources. Le pourcentage élevé d'exportations de produits entièrement finis rend ce marché particulièrement attrayant pour les fournisseurs canadiens.

Pour être couronnées de succès, les activités de commercialisation du Canada devront être concentrées, mises au point et coordonnées. À cette fin, le présent document examine et analyse les succès obtenus dans le passé dans le domaine de l'expansion du marché des exportations canadiennes, identifie les possibilités et limitations que rencontreront les futurs efforts de promotion des exportations et présente un programme d'expansion des exportations tenant compte de ces facteurs. Ce document et le plan d'action qui en découle sont destinés à:

- i) guider l'action et l'affectation des ressources du gouvernement fédéral pour fournir un programme efficace d'aide aux exportateurs et créer un climat favorable à l'expansion des exportations canadiennes en Australie;
- ii) établir un programme de commercialisation destiné à tirer profit des débouchés du marché et à surmonter les obstacles auxquels doivent faire face les exportations canadiennes vers l'Australie;
- iii) identifier les possibilités de concentrer les exportations et encourager et aider le secteur privé à s'en servir; et
- iv) fournir un point de convergence pour la coordination des efforts de commercialisation des gouvernements fédéral et provinciaux, ainsi que ceux du secteur privé.

3. Caractéristiques du marché australien et débouchés commerciaux pour le Canada

L'Australie, qui est l'un des plus grands producteurs mondiaux de minéraux et l'un des rares pays développés à avoir un bilan énergétique positif, entre dans une ère d'aménagement rapide des ressources qui verra la réalisation d'importants projets énergétiques et de transformation des minéraux exigeant de grandes quantités d'énergie. La plus grande partie de la demande d'importations touchera les secteurs d'approvisionnement des projets de mise en valeur des ressources et d'aménagement de l'infrastructure. La production locale ne pourra probablement pas répondre aux besoins de l'industrie et des consommateurs prévus dans le cadre de l'évolution de l'économie australienne pendant la prochaine décennie. Les perspectives d'accroître et de diversifier davantage les exportations canadiennes vers l'Australie sont donc particulièrement prometteuses.

Par ordre d'importance, l'Australie est le 12^e marché du Canada. Les exportations canadiennes vers l'Australie représentent environ 2,7 pour cent de l'ensemble du marché australien, bien qu'il existe très peu de marchés pour lesquels le Canada fournit plus d'un pour cent des importations totales. Grâce à une augmentation de 19 pour cent des exportations à destination de l'Australie en 1980, on peut espérer accroître cette progression encore davantage au cours des prochaines années.

Les secteurs prioritaires qui semblent offrir des perspectives commerciales intéressantes et rentables aux exportateurs canadiens sont les suivants:

- Matériel d'exploitation du pétrole et du gaz, y compris les pipe-lines
- Matériel électrique lourd
- Télécommunications
- Matériel pour l'industrie forestière
- Pièces d'automobiles
- Instruments et commandes des procédés industriels
- Matériel agricole

Malgré la priorité proposée pour ces secteurs, le gouvernement continuera à appuyer, grâce à ses programmes réguliers, les activités entreprises (dans un secteur quelconque) qui contribueront à atteindre les objectifs prévus.

Bien que l'Australie offre un potentiel prometteur à long terme, la concurrence augmente rapidement. La CEE, les É.-U., le Japon, les pays de l'ANASE et la Nouvelle-Zélande cherchent tous activement à obtenir des parts du marché et continueront à livrer une concurrence acharnée aux exportateurs canadiens. La Section F présente les programmes de commercialisation découlant de l'analyse des possibilités, et décrit les obstacles et la concurrence existant dans chacun des secteurs énumérés ci-dessus.

4. Commerce entre le Canada et l'Australie et efforts visant à accroître le commerce canadien

L'augmentation des activités de promotion subventionnées par le MIC, qui ont triplé depuis 1978/79, donne une idée de l'expansion des intérêts commerciaux canadiens en Australie. Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) a joué un rôle important en permettant au secteur privé d'établir plus facilement des contacts. Le ministre

d'État au Commerce a dirigé une délégation d'hommes d'affaires en mai 1980 afin de souligner l'importance que le Canada attache à l'établissement de relations commerciales avec l'Australie. La Conférence "Ouverture sur le Pacifique", tenue en novembre et présidée par le ministre Lumley, a accru la prise de conscience par le Canada des débouchés existant dans la région du Pacifique et, plusieurs associations commerciales sont également représentées dans ce pays. Le gouvernement canadien possède des bureaux commerciaux à Canberra, Melbourne et Sydney. On envisage en ce moment de créer un poste à Perth afin de tirer profit du développement rapide de l'Australie occidentale.

5. Stratégie globale

La stratégie globale à l'égard du marché australien a été préparée pour renforcer la présence canadienne en Australie, améliorer la part du Canada dans le marché des biens et services et chercher activement les possibilités d'investissement et de création d'entreprises en coparticipation.

Le programme d'expansion du marché destiné à l'Australie consiste en un inventaire des moyens nouveaux et existants qui seront utilisés par le gouvernement fédéral pour aider les exportateurs canadiens à pénétrer davantage sur le marché des importations australiennes. Le cadre qui ressort de l'évaluation des besoins d'expansion des exportations vise à tirer profit des possibilités et à surmonter les obstacles perçus dans ce marché du point de vue canadien, et il est présenté sous forme de plan d'action après ce sommaire général.

On prévoit de continuer à avoir recours dans une large mesure au Programme des foires et missions en mettant l'accent sur les secteurs identifiés plus haut. On accordera une importance considérable aux visites des ministres concernés ainsi qu'à d'autres visites de hauts fonctionnaires des gouvernements canadien et australien. Le PDME fera l'objet d'une publicité plus intensive. Cela s'applique particulièrement à la Section F qui peut aider une société à effectuer les analyses permanentes et à exécuter les activités d'expansion des marchés nécessaires pour réussir sur le marché australien.

Afin de tirer pleinement profit des possibilités et de vaincre les obstacles au commerce, de nouvelles mesures doivent être prises dans le cadre des marchés australiens. Comme l'Australie a été un marché souvent négligé par les exportateurs canadiens, particulièrement les petites et

moyennes entreprises, un Programme de sensibilisation au marché sera préparé pour mettre les exportateurs éventuels au courant des possibilités commerciales existant en Australie. On s'efforcera également de faire connaître davantage aux acheteurs australiens les compétences et les produits canadiens au moyen de séminaires généraux et techniques, de discours prononcés par les ministres, de tournées de délégués commerciaux, d'annonces publicitaires et de communiqués de presse, de brochures et d'autres documents de promotion. Les réunions et échanges de fonctionnaires entre le Canada et l'Australie joueront un rôle important dans le programme de commercialisation. L'établissement de relations réciproques entre les hommes d'affaires est essentiel et doit être mis en évidence. Pour répondre aux besoins d'information, on entreprendra des études sectorielles sur la position concurrentielle du Canada dans le marché australien. Les investissements, projets essentiels et entreprises en coparticipation seront étudiés en détail.

Le niveau de succès atteint dans la réalisation des objectifs du programme dépend dans une large mesure de la coordination et de la coopération de tous les ministères fédéraux et des gouvernements provinciaux ainsi que de la participation active du monde des affaires. C'est pourquoi les provinces et d'autres ministères du gouvernement fédéral ont été consultés pour formuler la stratégie à suivre. Les consultations permanentes établies par les fonctionnaires du MIC avec des hommes d'affaires veilleront à ce que les intérêts du secteur privé soient intégrés dans le programme. On cherchera également à obtenir l'avis officiel de la Commission pour l'expansion du commerce. Grâce à cette concentration des efforts et à la volonté d'atteindre le but fixé, il y a tout lieu de croire que la part du Canada dans le marché australien pourra s'accroître de façon considérable.

PLAN D'ACTION POUR L'AUSTRALIE

<u>Genres de mesures</u>	<u>Liste des activités ou événements</u>	<u>Principal centre de responsabilité</u>	<u>Date prévue</u>
I. MISSIONS			
A. <u>Visites de dignitaires</u>			
	1. Visite au Canada du ministre de l'Industrie et du Commerce d'Australie occidentale, W.A.B. McKinnon, pour donner suite à de nombreuses mesures, notamment la visite du ministre Lumley en Australie.	Bureau/Poste	1982
	2. Visite du premier ministre Peckford en Australie.	Prov/Bureau/Poste	Prévue pour 1981
	3. Envoi possible d'une mission ministérielle du MIC sur l'expansion du commerce.	Bureau/Poste	Novembre 1981
	4. Réunion à Ottawa de fonctionnaires canadiens et australiens en vue de la conclusion d'un accord commercial	RPO/AE/Poste	Prévue pour septembre 1981
	5. Envoi en Australie d'une mission dirigée par le premier ministre Davis.	Prov/Bureau/Poste	Septembre 1981
	6. Visite à Ottawa de Jean Folk, président de l' <u>Australian Business Development Corporation</u> pour participer au 8 ^e Symposium international sur les petites entreprises.	Bureau/Poste	Octobre 1981
	7. Visite en Australie de l'hon. Judy Erola, ministre d'État aux Mines.	EMR/Bureau/Poste	Août 1981

<u>Genres de mesures</u>	<u>Liste des activités ou événements</u>	<u>Principal centre de responsabilité</u>	<u>Date prévue</u>
B. <u>Missions commerciales</u>	8. Envoi en Australie d'une mission commerciale technique sur les industries océaniques (pétrole).	DTS/Bureau/ Poste	Avril 1982
	9. Envoi en Australie d'une mission sur le matériel électrique lourd et de transmission d'énergie.	ELE/Bureau/ Poste	Octobre 1981
	10. Mission au Canada d'ingénieurs en chef des services publics des États.	ELE/Bureau/ Poste	Mars 1982
	11. Télidon - Mission d'acheteurs au Canada	ELE/MDC/AE/ Bureau/Poste	1981/82
	12. Mission d'acheteurs de matériel pour l'industrie des pâtes et papiers.	MCH/Bureau/ Poste	1982/83
	13. Envoi en Australie d'une mission sur les pièces et accessoires d'automobiles.	DTS/Bureau/ Poste	Février 1982
	14. Mission d'acheteurs au Canada devant coïncider avec le Canadian International Automotive Show à Toronto.	DTS/Bureau/ Poste	Avril 1982
II. FOIRES ET EXPOSITIONS	15. Envoi d'une mission sur les commandes de procédés industriels à l' <u>Australia International Engineering Exhibition</u> de Melbourne.	ELE/Bureau/ Poste	Juillet/août 1981
	16. Programme destiné aux acheteurs de commandes des procédés industriels et d'instruments.	ELE/Bureau/ Poste	1982

<u>Genres de mesures</u>	<u>Liste d'activités ou d'événements</u>	<u>Principal centre de responsabilité</u>	<u>Date prévue</u>
	17. Mission en Australie sur les produits de la pêche.	APP/Bureau/ Poste	Octobre 1981
	18. Mission commerciale du Québec en Australie.	Prov/BR/Bureau/ Poste	Octobre 1981
	19. Mission commerciale de la Nouvelle-Écosse en Australie.	Prov/BR/Bureau/ Poste	Novembre 1981
	20. Délégation des chambres de commerce australiennes au Canada.	CCC/Bureau/ Poste	1981/82
II. FOIRES ET EXPOSITIONS	21. <u>Petroleum Technology Australia Exhibition/Perth</u>	MCH/ELE/DTS/ Bureau/Poste	Novembre 1981
	22. Participation à la <u>Forestry Industry Machinery Exposition (F.I.M.E.)</u> Myrtleford, Victoria	MCH/Bureau/ Poste	Avril 1985
	23. Expositions de matériel agricole, notamment les expositions Ag-Quip de Gunnedah (Nouvelle-Galles du Sud), de Dourin (Australie occidentale), Toowowba (Queensland) et Horsham (Victoria).	MCH/Poste	1981/82
	24. <u>Australian International Mining Exhibition (Aimex 83)</u> Sydney	MCH/Bureau/ Poste	Février 1983
	25. <u>Royal Easter Show</u> , Sydney	APP/Bureau/Poste	Avril 1982
	26. <u>Fish Expo</u> , Sydney	APP/Bureau/Poste	Septembre 1982
	27. Possibilité d'établissement d'un centre du commerce canadien en Australie.	Poste/Bureau	1982

	<u>Genres de mesures</u>	<u>Liste d'activités ou d'événements</u>	<u>Principal centre de responsabilité</u>	<u>Date prévue</u>
III.	SÉMINAIRES TECHNIQUES	28. Organisation en Australie de séminaires sur le matériel agricole (y compris la culture sur chaume).	MCH/Bureau/Poste	1981/82
		29. Séminaire technique sur le matériel électrique.	ELE/Bureau/Poste	1982
		30. Organisation dans certaines villes canadiennes de séminaires sur les exportations vers l'Australie.	Assoc/Bureau	1981/82
		31. Séminaire technique sur le matériel de scierie et de récolte devant coïncider avec la réunion du <u>Australia Timber Congress</u> d'Adelaide.	MCH/Poste	Avril 1982
IV.	RÉUNIONS, ÉCHANGES, VISITES	32. Comité consultatif de l'accord commercial entre le Canada et l'Australie.	RPO/DAP/Poste	Au moment opportun
		33. Échanges d'ingénieurs-agronomes et d'agronomes et octroi de chaires de professeurs invités dans les collèges agricoles, de génie et d'exploitation des pâturages de l'Australie.	AE/AGR/Poste	Au moment opportun
		34. Envoi d'ingénieurs-électriciens canadiens pour aider les services publics d'électricité australiens.	ELE/Bureau/Poste	Au moment opportun
		35. Visite au Canada d'éditeurs et de journalistes australiens.	AE/Bureau/Poste	En cours

<u>Genres de mesures</u>	<u>Liste d'activités ou d'événements</u>	<u>Principal centre de responsabilité</u>	<u>Date prévue</u>
V. ÉTUDES	36. Analyse complémentaire des possibilités existant dans les secteurs australiens en tenant compte des possibilités de production du Canada.	DSI/Bureau/Poste	1981
	37. Étude sur les composantes des sous-centrales électriques (II)	ELE/Bureau/Poste	1982
	38. Étude de l'implication des sociétés canadiennes en Australie, notamment dans le cadre d'entreprises en coparticipation, de bureaux de représentation, etc.	Poste	1981
	39. Étude sur le tarif des expéditions.	DIA/Poste	1981
	40. Étude de faisabilité sur l'accord de partage de la production de défense.	DPD/MDN/Poste	1981
	41. Étude des statistiques des importations australiennes visant à déterminer les possibilités offertes aux fournisseurs canadiens de pièces d'automobiles à la suite de l'abolition des préférences accordées au Royaume-Uni en juillet 1981.	DTS/Bureau/Poste	1981
	42. Étude de l'industrie australienne du camionnage visant à déterminer les débouchés offerts aux fournisseurs canadiens de matériel spécialisé.	TPI/Bureau/Poste	1981/82

I
X
I

<u>Genres de mesures</u>	<u>Liste d'activités ou d'événements</u>	<u>Principal centre de responsabilité</u>	<u>Date prévue</u>
VI. GUIDES D'INTRODUCTION AU MARCHÉ ET CONSEILS AUX HOMMES D'AFFAIRES	43. Préparation d'un annuaire des sociétés canadiennes pour chacun des secteurs prioritaires.	DSI/Poste	1981/82
	44. Faire des affaires en Australie	Poste/Bureau	1981/82
	45. Les entreprises en co-participation en Australie.	Poste/Bureau/Assoc.	1981
VII. PROMOTION ET PUBLICITÉ	46. Publication de suppléments importants consacrés au Canada dans les journaux australiens.	AE/Bureau/Poste	En cours et lors d'événements importants
	47. Utilisation d'un choix d'annonces publicitaires sur le Canada dans les publications et journaux commerciaux australiens.	Poste/DIP	En cours et lors d'événements importants
	48. Envoi aux journaux australiens d'articles sur les progrès réalisés au Canada.	Poste/DIP	En cours et lors d'événements importants
	49. Utilisation dans les journaux canadiens de communiqués de presse sur les succès du Canada en Australie.	Bureau/DSI/DIP	En cours et lors d'événements importants
	50. Publication dans les journaux et publications commerciaux canadiens d'articles sur les possibilités existant en Australie.	Bureau/DIP	En cours et lors d'événements importants
	51. Publication d'articles sur les possibilités pour le Canada de commercer en Australie.	Bureau/DIP	En cours et lors d'événements importants

<u>Genres de mesures</u>	<u>Liste d'activités ou d'événements</u>	<u>Principal centre de responsabilité</u>	<u>Date prévue</u>
VIII. ENCOURAGEMENT/RELATIONS AVEC LE MONDE DES AFFAIRES	52. Établissement de relations entre les associations industrielles et canadiennes dans les secteurs prioritaires.	ISB/Bureau/Poste	En cours et lors d'événements importants
	53. Organisation de tournées au Canada dirigées par les délégués commerciaux en poste concernant les débouchés existant en Australie.	Bureau/Poste	Annuellement
IX. FINANCEMENT	54. Identification des projets essentiels. Approvisionnement au large des côtes, y compris la réparation et l'entretien, en vue de maximiser la participation canadienne.	Bureau/SEE/Poste	En cours
	55. Étude avec la SEE des possibilités d'utiliser les lignes de crédit particulières des sociétés pour favoriser l'exportation de biens et services canadiens en Australie.	Bureau/SEE	En cours
X. RELATIONS AVEC LES PROVINCES	56. Établissement d'un Comité fédéral-provincial de l'expansion des exportations	GPMI/Bureau	Septembre 1981
	57. Promotion de programmes conjoints de publicité, de coopération pour l'organisation de foires et de missions et de participation aux séminaires sur les exportations.	Bureau/DIP/Prov	En cours
	58. Amélioration de la diffusion des renseignements sur les marchés.	Bureau/BR/Prov/ GPMI	En cours

<u>Genres de mesures</u>	<u>Liste d'activités ou d'événements</u>	<u>Principal centre de responsabilité</u>	<u>Date prévue</u>
	59. Consultations sur l'évolution du marché en Australie.	Bureau/Poste/BR	Annuellement
XI. ACTIONS ET ÉTUDES INTERNES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	60. Étude de la possibilité de nommer des employés supplémentaires et de consacrer les budgets nécessaires pour permettre aux postes et au Bureau international de participer à l'application de la stratégie.	GPMI/Poste/SDC	1981
	61. Proposition de créer un nouveau poste à Perth.	SDC/Bureau	1981
	62. Détachement en Australie d'un agent spécialisé dans l'industrie pétrolière.	SDC/MCH/Bureau/Poste	1982

GLOSSAIRE DES ABRÉVIATIONS

AE	-	Ministère des Affaires extérieures
AGR	-	Ministère de l'Agriculture
APP	-	Direction de l'agriculture, des pêches et des produits alimentaires, ministère de l'Industrie et du Commerce
Assoc.	-	Associations des secteurs d'activité
BR	-	Bureaux régionaux, ministère de l'Industrie et du Commerce
Bureau	-	Bureau international, ministère de l'Industrie et du Commerce
CCC	-	Chambre de commerce du Canada
DAP	-	Division de l'Asie du Nord et du Pacifique, ministère des Affaires extérieures
DIA	-	Direction des industries aérospatiales et océaniques, ministère de l'Industrie et du Commerce
DI	-	Directorat de l'information ministère de l'Industrie et du Commerce
DMD	-	Direction du matériel de défense, ministère de l'Industrie et du Commerce
DSI	-	Direction des secteurs industriels, ministère de l'Industrie et du Commerce
DTS	-	Direction des transports de surface, ministère de l'Industrie et du Commerce
ELE	-	Direction de l'électricité et de l'électronique, ministère de l'Industrie et du Commerce
EMR	-	Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources
GPMI	-	Groupe de la politique du marketing international, ministère de l'Industrie et du Commerce
MCH	-	Direction des machines, ministère de l'Industrie et du Commerce
MDC	-	Ministère des Communications
MDN	-	Ministère de la Défense nationale
Prov	-	Gouvernement provincial
RPO	-	Direction générale des relations avec les pays de l'OCDE, ministère de l'Industrie et du Commerce
SDC	-	Service des délégués commerciaux, ministère de l'Industrie et du Commerce
SEE	-	Société pour l'expansion des exportations

PROGRAMME D'EXPANSION DES EXPORTATIONS

PROGRAMME D'EXPANSION DES EXPORTATIONS

II. A. OBJECTIF

L'adoption d'une concentration et d'une coordination plus intenses des efforts de commercialisation du Canada constituent le thème principal du programme intitulé "Stratégie canadienne d'exportation pour les années 1980" approuvé par le Comité du Cabinet chargé du développement économique. L'élaboration de programmes de commercialisation de 2 ou 3 ans pour les marchés prioritaires du Canada constitue un élément essentiel de la stratégie. Le présent document expose un programme d'expansion des exportations vers l'Australie consistant à:

- i) établir un cadre stratégique devant guider les actions et l'affectation des ressources du gouvernement fédéral en fournissant un programme efficace d'aide et en créant un climat favorable à l'expansion des exportations canadiennes vers l'Australie;
- ii) élaborer un programme de commercialisation destiné à tirer profit des possibilités existantes et à surmonter les obstacles s'opposant aux exportations canadiennes vers l'Australie;
- iii) fournir un document de travail devant servir de base aux discussions visant à coordonner les efforts de commercialisation du gouvernement fédéral en collaboration avec les gouvernements provinciaux et le secteur privé.

Le programme suivant destiné à l'Australie comprend:

- i) une identification des possibilités et des limites du développement des marchés d'exportation du Canada en Australie;
- ii) un examen des efforts déployés dans le passé par le gouvernement fédéral pour promouvoir les exportations canadiennes vers l'Australie et des relations bilatérales servant de cadre à ces exportations;
- iii) une identification des segments de commercialisation où la participation canadienne aux importations australiennes peut être améliorée ou accrue;
- iv) des programmes de commercialisation pour les secteurs prioritaires clés du marché australien, fondés sur une analyse des possibilités et restrictions particulières existant des ces secteurs;

- v) un programme général d'expansion du marché australien soulignant les méthodes destinées à tirer profit des possibilités et à surmonter les obstacles s'opposant aux exportations canadiennes sur ce marché, et recommandant d'apporter les changements nécessaires aux mesures actuelles de promotion et peut-être d'adopter de nouvelles méthodes pour favoriser l'accroissement des exportations.

B. RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'AUSTRALIE

Les relations bilatérales existant entre le Canada et l'Australie sont particulièrement étroites. Elles sont fondées sur un sentiment de confiance mutuelle, de sécurité et de fraternité qui s'explique par une série de comparaisons frappantes ou d'expériences communes dans l'histoire des deux pays. Ces derniers poursuivent des objectifs généraux semblables et ont adopté une attitude pragmatique dans des domaines aussi différents et étendus que les valeurs culturelles, les régimes de gouvernement, le développement économique, la politique sociale, les affaires étrangères et certains aspects de la politique intérieure. Ils font tous deux, bien sûr, partie du Commonwealth. Chaque pays a nettement bénéficié des avantages de la collaboration poussée résultant de cette compatibilité fondamentale.

L'établissement de nombreuses relations entre les secteurs tant publics que privés du Canada et de l'Australie a entraîné la collaboration au niveau ministériel des gouvernements, la création d'échanges utiles au niveau officiel et de contacts fréquents entre les secteurs privés, les universitaires et les spécialistes. Cette communauté de vues, buts et intérêts dans de nombreux domaines importants continue à jouer un rôle nécessaire et efficace dans la formulation de réponses adéquates à une vaste gamme de questions d'importance internationale. Ces dernières portent sur des sujets aussi variés que la stabilité et le développement économique dans la région du Pacifique et au sein de l'ANASE, le droit de la mer, la politique concernant les réfugiés, les communications spatiales, le développement économique dans le Tiers-Monde, le Dialogue Nord-Sud et les questions politiques concernant l'Afrique du Sud, l'Indochine et l'Afghanistan.

Le gouvernement australien a ainsi toutes les occasions possibles d'insister sur la valeur qu'il attache à son association avec le Canada et de recommander le raffermissement de cette dernière. Le Canada poursuit également cet objectif. Les ministères australiens des gouvernements fédéral et des États, notamment le premier ministre adjoint, ont récemment effectué une visite au Canada. M. Ellicott, ministre de l'Intérieur, s'est rendu au Canada en mai 1979 ainsi qu'en mars 1980. Le sénateur J.L. Carrick, ministre australien du Développement national et de l'Énergie, s'est également rendu à Ottawa en mars 1980, et le sénateur Peter Durack, Procureur général de l'Australie, a effectué une visite dans la capitale fédérale en avril 1980. Le premier ministre Fraser s'est rendu au Canada en juin 1981 et le ministre des Affaires étrangères a effectué deux visites au Canada en 1981. Plusieurs premiers ministres et d'autres dignitaires des États australiens se rendront également au Canada en 1981 et 1982. Le ministre Lumley a dirigé une mission très fructueuse en mai 1980 afin de démontrer le désir du Canada de consolider les relations

avec l'Australie. Le sénateur Graham, représentant le ministre Lapointe, a conduit une délégation canadienne au 7^e Symposium international de Melbourne en novembre 1980. L'année passée, les premiers ministres du Manitoba et de la Saskatchewan se sont rendus en Australie, et l'Ontario et le Québec y ont envoyé des missions commerciales qui ont été couronnées de succès; la mission de l'Ontario était dirigée par le ministre du Commerce de la province. Le premier ministre Davis compte effectuer prochainement une visite en Australie. Le premier ministre Trudeau, quant à lui, a assisté à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui se tenait à Melbourne en septembre, et le gouverneur général est attendu à l'ouverture des Jeux du Commonwealth à Brisbane, en octobre 1982. Le nombre de visites répétées de dignitaires, organisées entre les deux pays, donne une idée de l'importance que ces derniers attachent à leurs relations.

Dans le secteur privé, la distance s'est avérée être un obstacle sérieux, empêchant les hommes d'affaires d'apprécier pleinement le marché australien. De nombreux exportateurs canadiens éprouvent des difficultés à se représenter l'Australie comme le marché profitable et spécialisé qu'elle est. Quant aux importateurs australiens, ils ont difficilement accepté de classer le Canada dans la même catégorie que les États-Unis en tant que fournisseur de produits manufacturés. Bien que d'importants capitaux canadiens soient investis dans la mise en valeur des ressources de l'Australie, l'exploration d'autres secteurs du marché semble jusqu'à présent avoir été un domaine réservé aux sociétés canadiennes plus grandes, plus perfectionnées ou plus téméraires. Toutefois, les hommes d'affaires canadiens cherchant des débouchés pour leurs exportations commencent à se rendre compte que l'Australie constitue un marché digne d'intérêt.

C. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ AUSTRALIEN

1. Caractéristiques physiques

L'Australie est le sixième pays au monde en superficie et jouit d'un des plus hauts niveaux de vie de la terre. La population de 14,6 millions d'habitants est concentrée dans l'angle sud-est du pays; 85% des Australiens vivent dans des régions urbaines, 41% d'entre eux habitant uniquement à Sydney et Melbourne. Le taux annuel moyen de croissance démographique, qui atteignait 2% pendant l'après-guerre, s'est maintenant stabilisé à 1,5%.

L'Australie possède des liens historiques avec le Royaume-Uni, et l'anglais est la seule langue facilement comprise dans le monde des affaires. Le principal avantage de l'Australie en tant que pays d'investissement, outre son revenu par habitant et sa richesse en ressources, réside probablement dans sa stabilité politique. En raison de la longueur des distances, du terrain accidenté et de la dépendance vis-à-vis du commerce extérieur, l'Australie possède un réseau de transport perfectionné, des services aériens efficaces et un réseau routier s'améliorant sans cesse qui relie les principales villes. Le pays compte plus de 70 ports d'importance commerciale. Les télécommunications font partie du domaine réservé d'une commission fédérale, Telecom Australia, et, bien que l'on estime que la qualité du service n'atteint pas le haut niveau dont jouit l'Amérique du Nord, le réseau australien est toutefois supérieur à celui que possèdent la plupart des pays.

2. Caractéristiques socio-économiques

Avec un PIB par habitant de \$10 374 (1980), l'Australie se classe parmi les pays développés riches. Les facteurs socio-économiques qui ont contribué à cette prospérité et l'évolution générale de l'économie observée pendant l'après-guerre sont semblables à ceux qui se sont manifestés dans d'autres pays développés. Bien que l'agriculture ait joué le rôle de secteur clé lors des premières étapes du développement économique de l'Australie, on a assisté au cours des 20 dernières années à une réduction de la part du secteur rural dans le PIB, à une croissance marquée tant dans le secteur des services que dans la participation de l'exploitation minière au PIB, ainsi qu'à une diminution modérée dans l'ensemble de la part de l'industrie manufacturière (tableau 1). La structure de l'emploi par secteur s'est également modifiée. Le nombre de travailleurs de l'industrie manufacturière a baissé ou s'est stabilisé au cours de la dernière décennie, passant d'un sommet de 1,42 million au milieu des années 70 à 1,27 million à la fin de la décennie. Au cours de la période de deux ans

terminée en février 1980, l'augmentation de l'emploi s'est concentrée dans les industries de services (commerce de gros et de détail, services commerciaux, services communautaires et administration), et dans les industries fondées sur l'exploitation des ressources (extraction minière, métaux de base et transformation des métaux). Dans la construction et d'autres industries manufacturières, le nombre de travailleurs a diminué pendant la même période. On prévoit que ces tendances dans la contribution sectorielle au PIB et la structure de l'emploi par secteur persisteront pendant longtemps dans les années 80 (tableau 2).

Au début des années 70, on a observé une augmentation rapide des prix des importations et des exportations, un accroissement important des salaires et des prix intérieurs, les effets d'une politique fiscale et monétaire expansionniste ainsi qu'un ralentissement dans l'exploitation et l'exportation de minéraux. La politique économique appliquée depuis 1975 vise à corriger les déséquilibres qui sont apparus dans l'économie, notamment l'écart entre les salaires et la productivité, l'inflation et la diminution de la part des profits due à l'accroissement du total des prix et salaires. Cette politique a obtenu un succès raisonnable, et le taux d'augmentation tant des prix que des salaires a baissé considérablement et de façon continue jusqu'en 1979. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont fléchi pendant la période de 1975-1979, mais pas suffisamment pour contrebalancer les gains importants enregistrés au début des années 70. Les profits des sociétés se sont relevés au cours de la période de 1975-1977, mais n'ont pas rattrapé l'accroissement des salaires et des traitements par employé. La part des profits dans le revenu total non agricole n'a que légèrement augmenté depuis le milieu des années 70 et reste à un niveau de 4% inférieur à sa moyenne à long terme.

Pendant la même période, on a également enregistré une croissance lente, une augmentation du chômage, un taux peu élevé d'investissement ainsi que des déficits persistants quoique non criants de la balance des paiements. Le PIB non agricole s'est accru à un taux moyen de 2% entre 1973-74 et 1978-79, contre un taux annuel de 5% pendant les cinq années antérieures à 1973. En pourcentage des dépenses totales du secteur privé, les immobilisations des entreprises sont tombées de 15% au cours de la décennie terminée en 1975-76 à 13% pendant les quatre années suivantes. Au cours des quelques dernières années, des progrès considérables ont toutefois été accomplis dans le long processus d'adaptation, et les perspectives économiques à court terme de l'Australie sont encourageantes. En 1979/80, le taux de croissance réelle du PIB était de 2,2%, et celui du secteur non agricole atteignait 3,1%.

Le budget fédéral pour 1980/81 propose un taux de croissance réel du PNB de 3% pour l'ensemble des secteurs et de 3,5% pour le secteur non agricole. La consommation privée, qui a augmenté en moyenne de 2,25% par an depuis 1978-1980, devrait augmenter de 3% en chiffres réels en 1980/81 tandis que les immobilisations des entreprises devraient connaître une forte croissance d'environ 10% pendant la même période. Le développement des secteurs de l'énergie, de l'extraction minière et des industries métalliques basées sur l'exploitation des ressources joue un rôle essentiel dans la reprise et l'augmentation à long terme des investissements prévues pour l'avenir. En 1979, la valeur des investissements dans ces secteurs s'est accrue de 35%, et on prévoit qu'elle progressera encore plus rapidement dans les années 80. L'emploi a augmenté de 2,4% en 1979/80 et, pour la première fois depuis 1973/74, le taux annuel de chômage a très légèrement baissé pour s'établir en moyenne à 6%. En 1979/80, le taux d'inflation, mesuré par l'IPC, a atteint un niveau élevé de 9%, tandis que les salaires augmentaient de 13%. Selon les prévisions, le déficit budgétaire de \$2,6 milliards (soit 2% seulement du PIB) enregistré en 1979/80, devrait être réduit en 1980/81. Les recettes provenant des taxes généralement perçues sur la production nationale de pétrole pourraient entraîner un léger excédent budgétaire.

Tout bien pesé, l'économie australienne semble avoir moins souffert de la récession actuelle que d'autres économies occidentales. Grâce aux projets de mise en valeur des ressources, les perspectives économiques à moyen terme sont encore plus prometteuses, et le taux de croissance du PIB réel devrait atteindre le niveau raisonnable de 3-3,5% au milieu de 1982. Les taux de croissance augmenteront par suite de la réalisation d'un nombre de plus en plus considérable de projets d'exploitation des ressources minérales et énergétiques. L'importance des ressources du pays, le niveau relativement bas du taux d'inflation et la possibilité de disposer de revenus supérieurs pourraient encourager le maintien du niveau actuellement peu élevé des dépenses de consommation. L'industrie manufacturière devrait également connaître une expansion en raison de l'accélération de la demande de biens d'immobilisation causée par l'expansion du secteur des ressources. La demande de logements, de transports et de biens de consommation augmentera. À condition que la balance des paiements reste stable et que le haut niveau des entrées de capitaux se maintienne, le rythme de la croissance économique pourrait bientôt commencer à s'accélérer.

3. Tendances et planification macro-économiques de l'aménagement des ressources

Après cinq années de croissance lente, l'Australie se trouve à la veille de connaître une expansion rapide de ses ressources. Le rythme d'investissement dans l'agriculture est soutenu et les perspectives sont bonnes car les prix mondiaux sont en général fermes. On procède maintenant à certains ajustements destinés à améliorer la situation concurrentielle du secteur manufacturier (notamment de l'industrie textile). Le premier ministre Fraser a déclaré que l'objectif de l'Australie pour les années 80 sera de combiner une économie concurrentielle à l'échelle internationale avec la richesse des ressources naturelles et les disponibilités en énergie peu coûteuse afin d'assurer la croissance à long terme de l'économie.

L'Australie, qui est l'un des principaux producteurs de minéraux du monde et l'un des rares pays développés à bénéficier d'une balance énergétique positive, entre maintenant dans une phase de croissance qui sera caractérisée par la réalisation d'importants projets d'exploitation de l'énergie et de transformation des minéraux faisant appel à de grandes quantités d'énergie. Le charbon fournit les deux tiers de la production nationale totale d'énergie, le pétrole brut intervenant pour un quart; le reste de la production provient surtout des ressources naturelles et autres ressources renouvelables. Selon le National Energy Advisory Committee, les réserves actuelles de charbon, qui sont estimées à 40 milliards de tonnes de charbon noir et 80 milliards de tonnes de charbon brun, pourraient soutenir une expansion de l'industrie du charbon pouvant atteindre 400 000 tonnes de charbon brut par an dès la fin du siècle. Quant au gaz naturel, quelque 7% des réserves prouvées du monde occidental ont été découvertes en Australie, rien qu'au large du plateau du Nord-Ouest, et on s'attend à faire de nouvelles découvertes. Les perspectives ne sont pas aussi sûres en ce qui concerne le pétrole brut. Les ressources intérieures actuelles fournissent 70% des charges d'alimentation des raffineries. Enfin, l'Australie possède 20% des réserves (prouvées) mondiales d'uranium.

Ces approvisionnements considérables en énergie à bon marché ont donné à l'Australie un avantage comparatif important en ce qui a trait à la transformation des minéraux, qui exige de grandes quantités d'énergie. Par exemple, le pays se prête bien à l'installation de fonderies d'aluminium puisqu'il est le plus grand producteur mondial de bauxite et d'alumine et qu'il jouit en ce moment d'une réduction de 20% par rapport au coût moyen des pays de l'OCDE pour l'électricité produite par les centrales thermiques alimentées au charbon.

Selon les estimations, la valeur totale des investissements effectués, ou pour lesquels le travail de planification est presque terminé, dans les projets d'aménagement des ressources, dépassait \$46 milliards en décembre 1980, et pourrait se chiffrer à \$70 milliards au cours des cinq prochaines années. On prévoit que 40% de ces investissements seront consacrés aux projets d'exploitation du charbon, du pétrole et du gaz, du minerai de fer et de l'uranium, 20% seront destinés aux projets de production d'énergie, principalement d'électricité au moyen de charbon, et plus de 22% seront réservés aux projets de fabrication, surtout dans le secteur de produits métalliques de base et, au sein de ce secteur, aux opérations de transformation de l'aluminium.

Outre le secteur de la transformation des minéraux, dans lequel s'appliquent des règlements locaux visant à garantir un haut niveau de participation australienne, toute une série d'industries australiennes ont des chances de bénéficier de l'abondance de ressources énergétiques à bon marché et des retombées de l'aménagement rapide des ressources. Les effets conjugués de ce facteur et des nouvelles directives concernant l'adaptation de l'industrie aideront le secteur manufacturier, pour l'instant quelque peu inefficace, à devenir plus concurrentiel à l'échelle internationale. En se fondant sur deux rapports récents - le White Paper on Manufacturing (1977) et le Crawford Report - le gouvernement australien a retiré son soutien traditionnel aux mesures de remplacement des importations assujetties à un régime tarifaire protectionniste. Il a au contraire déclaré son intention de poursuivre une politique encourageant la création d'industries manufacturières davantage axées sur les exportations, plus spécialisées, utilisant une technologie de pointe, s'adressant à des marchés plus larges afin de profiter des économies d'échelle, dotées d'une gestion innovatrice et désireuses d'accroître leur productivité.

Les secteurs d'activité comprenant la plus forte concentration d'employés et contribuant le plus au PIB sont les industries des aliments, des boissons et du tabac, la fabrication de produits métalliques de base et ouvrés, de matériel de transport et d'autres machines et matériel (tableau 3). Bien que le secteur manufacturier dans son ensemble ne doive pas connaître une croissance rapide au cours des quelques prochaines années, les secteurs fournissant du matériel et des services à l'industrie minière bénéficieront d'une croissance soutenue. On assistera sans doute pendant la période de mise en valeur des ressources à une redistribution de ces dernières vers des secteurs d'activité très productifs, à moins que le gouvernement ne s'efforce de maintenir ou d'augmenter la protection d'industries moins efficaces.

Les progrès actuels réalisés dans le domaine de l'exploitation minière et de l'énergie tendent à masquer l'importance et l'essor du secteur agricole, qui a traditionnellement été le pilier de l'économie australienne et reste la principale source de recettes d'exportation. Grâce à des prix raisonnables et des récoltes généralement satisfaisantes, le secteur rural australien a fonctionné à un haut niveau de rendement. En 1978/79, le produit agricole brut a atteint \$8,6 milliards, soit 6,5% du PIB. Les exportations de produits agricoles sont intervenues pour 41% de la valeur totale des exportations de marchandises. Le boeuf, la laine et les céréales ont enregistré des recettes record et cette tendance s'est poursuivie en 1980. Les revenus agricoles ont augmenté de 20% en 1978, 11,5% en 1979 et, leur progression se maintiendra probablement en 1980/81. Les perspectives à plus long terme pour le secteur agricole sont difficiles à mesurer car ce secteur dépend dans une large mesure des conditions climatiques et des fluctuations de la demande extérieure. Toutefois, elles semblent pour le moins favorables. Les forêts et la pêche constituent d'autres secteurs dont l'expansion pourrait avoir des répercussions considérables pour les exportateurs canadiens.

En raison de l'ampleur des progrès accomplis dans tous les secteurs précités, les perspectives économiques à moyen terme de l'Australie sont particulièrement encourageantes. La mesure dans laquelle ces possibilités réelles se traduiront en croissance économique dépendra toutefois largement de la politique et de la gestion gouvernementales. Premièrement, la réalisation des projets exige un afflux important de capital obligataire et de capital-actions, ce qui requiert que le gouvernement fasse preuve d'une certaine souplesse dans l'application des directives actuelles régissant l'investissement étranger. Ces directives, qui sont en préparation, exigent que l'Australie détienne 50% des actions dans les projets de mise en valeur des ressources. Les projets peuvent être approuvés même s'ils prévoient une participation australienne inférieure à ce chiffre si cette dernière n'est pas disponible à des conditions raisonnables et si l'investisseur étranger s'engage à atteindre l'objectif d'une participation locale de 51%. Dans la plupart des autres secteurs, par ailleurs, il n'existe aucune limite de participation sur l'investissement étranger. Les investissements sont même bienvenus. Toutefois, une seconde question concerne l'effet sur l'inflation de l'accroissement de la demande découlant de la réalisation des projets d'exploitation minière et des ressources énergétiques. L'investissement dans ces projets augmentera la demande de main-d'oeuvre, en particulier de travailleurs qualifiés, ce qui risquerait de causer une inflation des salaires et des écarts produits intérieurement

entre les coûts et les prix. Ces pressions peuvent être modérées par l'immigration et l'augmentation du nombre de personnes en formation, mais on prévoit que le gouvernement n'aura d'autre choix que de continuer à appliquer sa politique fiscale et monétaire rigoureuse. Troisièmement, l'intention exprimée par le gouvernement de réduire la protection de la production intérieure et l'application de ses politiques commerciale et étrangère en général auront un effet direct sur la possibilité pour l'économie de contenir l'inflation et de bénéficier d'une croissance continue.

4. Politique commerciale et directives relatives aux investissements

Les caractéristiques de l'économie australienne ont déterminé dans une large mesure les principaux aspects de sa politique commerciale. D'une part, l'objectif de l'Australie dans l'après-guerre était d'encourager la croissance de l'industrie nationale, d'accélérer le développement économique et de fournir des emplois à une population urbaine en expansion. L'Australie a supporté des niveaux élevés de protection, et ce n'est qu'au cours de la dernière décennie que les tarifs ont été réduits après que l'on se fut rendu compte que la protection contribuait au maintien d'une structure industrielle inefficace et fragmentée et que l'accès à la concurrence internationale était nécessaire pour remédier à cette situation. D'autre part, comme les recettes d'exportation de l'Australie proviennent depuis toujours des produits primaires, une politique commerciale générale en matière d'exportation devient presque une politique relative aux produits dont les objectifs principaux sont l'accès aux marchés d'outre-mer et la stabilisation des prix. Pour atteindre ces objectifs, l'Australie a participé activement aux travaux d'organismes internationaux et d'assemblées multilatérales s'intéressant aux questions relatives au commerce général et aux produits. L'Australie est un pays signataire du GATT, membre de l'OCDE, et soit une partie contractante soit un participant important dans des accords relatifs à certains produits comme le blé, le sucre, l'étain, le cacao, le caoutchouc et la bauxite.

En tant que producteur de produits de base, l'Australie a subi certaines frustrations dans le cadre des pourparlers multilatéraux et s'intéresse maintenant de plus en plus aux négociations bilatérales. Il existe un sentiment général de déception à l'égard du GATT, découlant du fait que cet organisme a été incapable d'appliquer et de faire respecter les réductions tarifaires dans le domaine agricole, et de ses règlements un peu moins stricts sur les restrictions quantitatives de produits agricoles et les subventions à l'exportation. Le

Crawford Report sur l'adaptation de l'industrie envisage même la possibilité d'abandonner le principe de la nation la plus favorisée en vue de conclure des ententes bilatérales spéciales. L'intérêt de l'Australie pour les ententes bilatérales se reflète dans le nombre d'accords commerciaux qu'elle a signés avec des pays particuliers. En ce qui concerne les pays industrialisés, l'Australie a signé un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande, un accord préférentiel avec le Canada et un accord commercial avec le Japon. Huit des accords restants ont été signés avec l'URSS et les pays à économie planifiée d'Europe orientale et dix avec les pays en voie de développement. À l'exception de l'accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande, l'accord sur les relations commerciales australiennes avec la Papouasie Nouvelle-Guinée et les accords avec le Canada et la Malaisie, les ententes bilatérales prévoient l'échange du régime de la nation la plus favorisée et des méthodes de consultation. Elles encouragent également la conclusion d'accords relatifs aux produits et l'amélioration des conditions du commerce des produits de base.

Les principaux instruments de la politique commerciale de l'Australie sont les tarifs, les restrictions quantitatives des importations, les barrières non tarifaires, le contrôle des exportations, les stimulants à l'exportation et, dans une mesure limitée, les règlements régissant l'investissement étranger. Il existe deux catégories de tarifs: les tarifs préférentiel et général. Le tarif préférentiel s'appliquait à certaines importations en provenance des É.-U. et de l'Irlande jusqu'au 1^{er} juillet 1981, à la Papouasie Nouvelle-Guinée, à une grande partie mais pas à tous les produits en provenance du Canada et de la Nouvelle-Zélande, ainsi qu'à une longue liste d'articles venant de Hong-Kong et des anciens protectorats et colonies du R.-U. Le régime préférentiel est également accordé à certains pays moins développés. Le tarif douanier général s'applique à tous les autres pays. Aux termes de l'article 10, annexe 2 du Custom's Tariff, les autorités douanières peuvent abandonner le tarif normal si les fabricants locaux ne peuvent satisfaire entièrement à la demande ou fournir les marchandises équivalentes. La majorité des produits admissibles sont des machines, et cette disposition sera sans doute largement utilisée à l'égard des fournisseurs de matériel destiné à la réalisation des projets.

La plupart des tarifs ont été réduits de 25% en juillet 1973 et une autre réduction de 6-10% a été appliquée à un tiers des articles protégés en février 1977. Le gouvernement actuel s'est engagé à effectuer de nouvelles réductions tarifaires au cours des 15 prochaines années dans le cadre de sa politique visant à limiter l'inflation et à favoriser l'ajustement des

structures. En janvier 1980, les taux des tarifs oscillaient entre 0 et 95%, la plupart des tarifs étant concentrés dans la marge de 15% à 40%. Entre 1968/69 et 1976/77, le taux nominal moyen de tarif applicable à l'industrie manufacturière est tombé de 24% à 15% et le taux moyen effectif de protection a baissé de 35% à 27%.

Un système de quotas s'applique maintenant à certains produits, notamment les vêtements, les appareils ménagers, les textiles, l'acier, le matériel électronique et les automobiles. Le matériel d'occasion de terrassement, d'excavation et de manutention des matières et des matériaux, les chaussures et articles chaussants, les voitures particulières assemblées de moins de cinq ans, les résisteurs fixes, certains congélateurs ménagers et les véhicules d'occasion à quatre roues motrices sont assujettis à des contrôles de réglementation des importations. D'autres barrières non tarifaires comprennent les valeurs de "soutien" applicables aux produits chimiques, droits de dumping, règlements de quarantaine, règlements commerciaux (marques de commerce, droits d'auteur, marques d'origine et d'emballage et normes industrielles) ainsi que les restrictions volontaires. Au cours des récentes négociations commerciales multilatérales, l'Australie n'a pas accepté l'Accord international relatif aux obstacles techniques du commerce ni l'Accord international relatif aux marchés publics.

Les exportations australiennes sont en général soumises à peu de contrôles. Des restrictions s'appliquent pourtant à la vente d'uranium, de pétrole et de minéraux, et le gouvernement peut interdire l'exportation de ces produits. Toutefois, ce pouvoir est rarement exercé. Les stimulants à l'exportation comprennent le programme de subventions au développement des marchés d'exportation, qui encourage les exportateurs actuels et éventuels à chercher et à créer de nouveaux marchés, ainsi que le programme de subventions à l'expansion des exportations qui vise à améliorer les recettes d'exportation. D'autres avantages comme l'assurance crédit à l'exportation et les crédits à l'exportation sont accordés par l'Export Finance and Insurance Corporation du gouvernement.

De même que les instruments de la politique commerciale ont servi de moyen destiné à favoriser l'établissement d'une base industrielle nationale, les directives régissant l'investissement étranger, qui sont présentées en détail dans l'Appendice I, ont été utilisées pour veiller à ce que cette base industrielle reste sous le contrôle des résidents australiens. La politique australienne en matière d'investissement étranger vise principalement à encourager l'afflux de capitaux étrangers selon des principes tenant compte des besoins et des

activités de l'Australie. À part certains domaines restreints de l'économie où les investissements sont limités, comme le secteur bancaire, les assurances, la radiodiffusion, la télévision, les journaux, l'aviation civile et l'immobilier, les propositions, qu'il s'agisse de prises de contrôle ou de nouveaux projets, sont examinées en fonction de critères généraux qui tiennent compte de considérations économiques, sociales et d'autres questions d'intérêt national. On estime que, dans la mesure du possible, les Australiens devraient avoir la possibilité de participer avec les investisseurs étrangers aux principaux projets. Cette participation est donc recherchée dans la mesure convenant aux circonstances particulières de chaque proposition, des directives spéciales étant établies pour régir la participation australienne aux nouveaux projets de mise en valeur des ressources naturelles.

Malgré ces restrictions, les investissements étrangers restent importants. En 1979/80, la valeur de l'entrée nette d'investissements étrangers atteignait \$1 milliard, exception faite du revenu non distribué, dont \$758 millions se présentaient sous la forme d'investissements directs et de prêts. Au cours de la période de neuf mois terminée en mars 1980, le Foreign Investment Review Board a approuvé des propositions d'une valeur de \$5,7 milliards. Ces chiffres à court terme peuvent être comparés aux entrées nettes totales d'investissements étrangers, qui se sont élevées à \$22,9 milliards entre 1947 et 1978. Sur cette somme, \$9,4 milliards, soit 41%, étaient constitués de nouveaux investissements directs et de prêts. Les investissements étrangers directs ont surtout porté sur le secteur manufacturier (35,5% des investissements directs pendant la période 1964-1977), l'exploitation minière et de carrières (18,2%) ainsi que sur le secteur bancaire et financier (11,8%). En 1978/79, 38% du total des investissements étrangers venaient des É.-U., 42% du R.-U. et 20% d'autres pays (tableau 4). Les investissements canadiens en Australie représentent environ 3% du total.

5. Caractéristiques commerciales et balance des paiements

La balance des paiements de l'Australie se trouve dans une position solide, et les perspectives sont encourageantes. Pendant la période de douze mois terminée en juin 1980, l'Australie a amélioré sa performance commerciale de façon remarquable. Ses importations totales se chiffraient à \$20,9 milliards, soit une progression de 17% par rapport à l'année précédente, et ses exportations totales atteignaient \$24,3 milliards, soit un accroissement de 32,6% par rapport à 1978/79. L'augmentation des recettes d'exportation a été le facteur qui a le plus contribué à réduire le déficit du compte courant, le portant à \$1,2 milliard, ce qui représente une

diminution importante par rapport au déficit de \$2,2 milliards enregistré l'année précédente. Toutefois, le déficit du compte courant atteindra probablement \$5 milliards en 1981/82 en raison de la demande de plus en plus considérable d'importations. La croissance des exportations en 1980/81 n'atteindra probablement pas le niveau de celle de 1979/80. Un fléchissement de la demande causé par un ralentissement de la croissance des économies des partenaires commerciaux de l'Australie se traduira par une diminution des recettes d'exportation. Toutefois, la croissance des exportations devrait augmenter dès que le rythme du commerce mondial commencera à s'accélérer.

Les catégories essentielles d'importations sont les machines, le pétrole, les produits manufacturés, le matériel de transport et les produits chimiques (tableau 5). Les principales sources d'importation sont la CEE (24%), les É.-U. (22%), le Japon (15%), l'ANASE (6%), l'Arabie Saoudite (4%), la Nouvelle-Zélande (3%) et le Canada (2,7%) (tableau 5). Selon les estimations, la croissance des importations se poursuivra au taux de 15% par an au cours des prochaines années tandis que le marché des importations connaîtra une expansion annuelle de \$3,5 milliards. Il semble que la plus grande partie de la demande d'importation touchera les secteurs qui fournissent du matériel aux projets d'exploitation des ressources et aux projets d'infrastructure, ainsi que des biens de consommation. L'Australie a un besoin pressant d'importations, surtout de produits manufacturés, et possède l'un des niveaux d'importation par personne les plus élevés au monde. Les produits agricoles et minéraux dominent les exportations australiennes, les principaux produits d'exportation étant le blé, le sucre, le charbon, l'aluminium, la viande de boeuf-veau-mouton, les produits laitiers, la laine et le minerai de fer (tableau 5). Le Japon, la CEE, les É.-U., les pays de l'ANASE, la Nouvelle-Zélande, l'URSS et la Chine sont les principaux acheteurs d'exportations australiennes (tableau 5). Les pays de l'ANASE devraient devenir des clients de plus en plus importants au cours des prochaines années. Le tableau 6 indique les circuits commerciaux de l'Australie tandis que les tableaux 7 et 8 analysent la composition des exportations et des importations australiennes.

Le dollar australien, qui a subi de fortes dévaluations en 1974 et 1976 et des ajustements progressifs vers la baisse en 1977 et 1978, a repris un peu de valeur depuis lors et devrait se stabiliser à 1\$A=1.18\$É.-U. en 1981. La devise connaîtra probablement certaines pressions vers la hausse au cours des prochaines années en raison de l'afflux de capitaux qui devrait se produire. Le gouvernement cherchera sans doute à garder un dollar légèrement sous-évalué par rapport au dollar américain afin de maintenir les niveaux d'investissement requis pour le financement des projets prévus d'exploitation des ressources.

D. COMMERCE ENTRE LE CANADA ET L'AUSTRALIE

1. Évolution du commerce entre le Canada et l'Australie

Les échanges commerciaux avec l'Australie remontent à 1895, date à laquelle le premier délégué commercial fut nommé par le gouvernement canadien à un poste à Sydney. En 1980, le commerce total entre le Canada et l'Australie se chiffrait à \$1,2 milliard, soit une augmentation de 14 pour cent (\$145 millions) par rapport à l'année précédente. Le niveau de 1980 représentait le quadruple du niveau de commerce observé entre les deux pays en 1970 (\$344 millions).

En 1980, les exportations canadiennes vers l'Australie ont atteint le chiffre record de \$663 millions, soit un accroissement de 19 pour cent (\$107 millions) par rapport à la même période de 1979 (tableau 9). Les principales exportations de produits particuliers comprennent le papier journal (\$66 millions), le bois de construction (\$63 millions) et le soufre (\$53 millions). La majeure partie des exportations canadiennes vers l'Australie consistent en demi-produits et produits finis (manufacturés), dont les ventes se chiffraient à \$529 millions en 1980, soit une augmentation de 10 pour cent par rapport à la période correspondante de 1979. Les ventes de produits manufacturés ont toujours représenté une part importante des exportations canadiennes vers l'Australie (plus d'un tiers en 1980). Bien que les pièces et accessoires d'automobiles restent le principal article individuel dans cette catégorie (\$45 millions l'année passée), la part relative des produits automobiles en pourcentage du total des ventes canadiennes est tombée à 7 pour cent en 1980 (contre 14 pour cent en 1979). D'autres exportations importantes de produits manufacturés comprennent les tapis (\$27 millions), les moissonneuses-batteuses (\$12 millions) et les tracteurs (\$9 millions). Voir le tableau 10.

En général, l'Australie n'est devancée que par les É.-U., le R.-U. et le Venezuela en tant qu'acheteur de produits finis canadiens bien que, selon les chiffres provisoires de 1980, elle se classe au sixième rang en tant qu'acheteur de produits manufacturés. Le Canada fournit actuellement environ 2,7 pour cent du marché total d'importation de l'Australie, ce qui représente une baisse en chiffres relatifs par rapport au niveau de 4,0 pour cent enregistré en 1970.

En 1980, les importations canadiennes en provenance de l'Australie étaient estimées à \$507 millions, soit une hausse de 9 pour cent par rapport à la période correspondante de 1979, qui constituait le plus haut niveau d'importation enregistré (tableau 11). Les expéditions composées surtout de

produits agricoles et de minéraux intervenaient pour les trois quarts à peu près des ventes totales de l'Australie au Canada. Les principaux produits individuels d'importation sont le sucre (\$189 millions), l'alumine (\$77 millions) et le boeuf (\$63 millions). Par ordre d'importance, l'Australie est le onzième fournisseur du Canada et figure pour moins d'un pour cent dans l'ensemble du marché canadien d'importation. Le tableau 12 présente le commerce du Canada avec l'Australie de 1970 à 1980.

2. Considérations relatives à la politique commerciale

Le commerce entre le Canada et l'Australie est régi à la fois par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'Accord commercial entre le Canada et l'Australie (CATA) de 1960, qui est une entente bilatérale distincte. Ce dernier accord prévoit l'échange de préférences tarifaires sur une vaste gamme de produits et place le commerce canadien à destination de l'Australie dans une position plus favorable que presque tous les autres partenaires commerciaux. Un échange de lettres a été signé en 1973 pour compléter le CATA et prévoir le maintien des préférences découlant de l'accord bilatéral conclu par chaque pays avec le R.-U. avant l'entrée de ce dernier dans la Communauté économique européenne.

Les préférences ont joué un rôle important dans l'expansion des exportations canadiennes vers l'Australie et ont rendu les produits manufacturés canadiens plus concurrentiels sur ce marché. Les préférences ont également incité les sociétés ne possédant aucune expérience préalable dans le domaine de l'exportation à s'intéresser d'abord à l'Australie parce que la demande du marché est semblable et que les nouveaux exportateurs possèdent un avantage sur les fournisseurs qui ne bénéficient pas du tarif préférentiel.

Les deux pays ont accepté de procéder à un nouvel examen des relations commerciales et économiques maintenant que les négociations commerciales multilatérales ont pris fin. Cet examen est en cours. Des hommes d'affaires canadiens et des représentants des gouvernements provinciaux ont été invités l'automne dernier à présenter leurs opinions sur les futures relations commerciales et économiques avec l'Australie. L'idée générale exprimée lors de ces débats était que bien que l'application de l'accord ait créé certains problèmes et que certaines préférences aient perdu de leur efficacité au cours des années, l'accord bilatéral préférentiel existant procure encore d'importants avantages aux exportateurs canadiens et devrait être maintenu ou amélioré dans la mesure du possible. Malgré la distance, il fournit aux exportateurs canadiens un avantage tant économique que psychologique par rapport à la

plupart de leurs concurrents. Les principales conclusions que l'on peut tirer de ces exposés est qu'il serait avantageux pour le Canada de maintenir et, si possible, d'améliorer les relations commerciales préférentielles existantes.

En cas d'une nouvelle négociation de l'accord, les deux gouvernements devraient également envisager s'il serait utile d'inclure dans tout nouvel accord les dispositions destinées à encourager les investissements et la création d'entreprises en coparticipation. Le Canada n'a pas établi avec l'Australie, comme il l'a fait avec un certain nombre d'autres pays, de comité conjoint du commerce et de l'économie, bien que l'Accord commercial de 1960 et l'Échange de lettres de 1973 prévoient tous deux la consultation sur un vaste éventail de questions. Compte tenu de l'évolution rapide des relations commerciales et économiques qui se produira au cours de la prochaine décennie, les deux pays pourraient profiter de l'établissement d'un organe efficace de consultation. On prévoit que des représentants des deux gouvernements se réuniront à la fin de 1981 pour déterminer la forme des futurs accords bilatéraux intergouvernementaux.

Les restrictions actuelles touchant les intérêts des exportateurs canadiens en Australie comprennent: l'établissement, il y a quelques années, de contrôles des importations d'aluminium, l'application d'une valeur de soutien pour un régime de droits sur les produits chimiques industriels, et la décision de l'Australie, dans le cadre de l'Accord sur le libre-échange entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie (NAFTA), d'accorder 89 pour cent de son marché du papier journal et 75 pour cent de son marché de la pâte aux fournisseurs australiens et néo-zélandais. Plus récemment, l'Australie a pris un certain nombre de mesures unilatérales touchant les tarifs préférentiels. Depuis le début de 1974 l'Industries Assistance Commission a présenté diverses recommandations qui ont eu pour effet soit d'augmenter les tarifs sur certains produits canadiens, soit de réduire les marges de préférence. Ces mesures ont touché une vaste gamme de produits canadiens. Dans certains cas, les importations canadiennes ne constituaient pas la cause immédiate de la perturbation du marché, mais elles ont néanmoins été atteintes par les mesures de protection imposées. La situation est particulièrement sérieuse en raison du grand nombre d'enquêtes et de l'incertitude causée par le long laps de temps qui peut s'écouler entre la formulation de la plainte initiale par un producteur australien et la décision subséquente du gouvernement. Les importateurs hésitent à conclure des contrats d'achat dès qu'une enquête a été entreprise. L'imposition de droits de douane de deux pour cent, à la fin de 1979, a créé des problèmes semblables, et les règlements australiens en matière de santé et d'hygiène

ont également causé des difficultés. Les exportateurs canadiens ont récemment obtenu certains succès, qui ont permis l'exportation de bovins, de porcs, de chevaux et de sperme de boeuf, mais les règlements de quarantaine interdisent encore l'importation de volaille en Australie.

L'Australie a exprimé son inquiétude à l'égard, entre autres, des restrictions frappant les importations au Canada de boeuf et de produits laitiers, de l'augmentation des tarifs sur certains fruits et légumes, de l'effet des changements apportés au tarif préférentiel général sur les produits australiens en concurrence avec les produits canadiens et d'un certain nombre de questions générales relatives aux conditions d'accès des vins australiens au marché canadien, telles que l'étiquetage bilingue, les appellations d'origine et les pratiques des régies provinciales des alcools.

3. Investissements et entreprises en coparticipation

Les investissements directs du Canada en Australie totalisaient \$442 millions en 1977 (dernière année pour laquelle on dispose de chiffres publiés), soit moins de 3 pour cent du total des investissements étrangers en Australie et environ 4 pour cent des investissements totaux effectués par des intérêts canadiens dans tous les pays. L'Appendice III donne un aperçu des investissements canadiens en Australie. Selon les estimations, les investissements directs de l'Australie au Canada se chiffrent à \$57 millions.

Un certain nombre de sociétés minières et pétrolières canadiennes participent déjà activement à l'aménagement des ressources. Dans le secteur manufacturier également, il existe de nombreux domaines, comprenant des activités aussi diverses que la transformation des aliments et la construction de bâtiments préfabriqués, dans lesquels la mise en commun des ressources et de l'expertise canadiennes et australiennes s'est déjà avérée avantageuse pour les deux pays.

Les sociétés australiennes font souvent remarquer que l'on peut tirer certains avantages de la création d'entreprises en coparticipation dans le marché intérieur ainsi que dans les marchés de l'Asie du Sud-Est et d'autres régions dans lesquelles on peut bénéficier des contacts déjà établis avec l'Australie, des techniques de vente australiennes et, dans certains cas, des stimulants australiens à l'exportation. Il existe de nombreux cas dans lesquels la technologie et les ressources de l'un ou l'autre pays seulement pourraient difficilement faire face à la concurrence japonaise et européenne, mais où une entreprise commune renforcerait leurs chances de succès. Les sociétés canadiennes pourraient bénéficier de l'établissement d'entreprises de ce genre.

4. Accord sur la double imposition

Un nouvel accord bilatéral sur la double imposition, signé le 21 mai 1980, couvre tous les types de revenus circulant entre les deux pays et limite l'impôt qui peut être perçu par le pays d'origine à 15 pour cent sur les dividendes et l'intérêt et 10 pour cent sur les redevances. Toutefois, comme à l'accoutumée, ces restrictions ne s'appliqueront pas à l'impôt qui se rattache effectivement à un établissement permanent ou à une base fixe que le résident d'un pays possède dans l'autre pays.

À part d'autres changements destinés à aligner les dispositions prises avec le Canada sur les conventions fiscales modernes de l'Australie, le nouvel accord prévoit d'accorder au pays d'origine un pouvoir limité d'imposer les pensions versées aux résidents de l'autre pays, et d'assouplir quelque peu les règlements en vertu desquels les résidents d'un pays travaillant peu de temps dans l'autre pays sont exemptés de l'impôt dans le pays qu'ils visitent. Les mesures de dégrèvement concernant la double imposition du revenu qui reste imposable dans les deux pays correspondent à celles qui s'appliquent dans le cadre des autres accords australiens. L'Australie continuera d'accorder des crédits pour l'impôt canadien sur les dividendes reçus par des Australiens. Comme de coutume, la législation donnant force de loi à l'accord en Australie prendra les mesures nécessaires pour que la méthode de dégrèvement au moyen de crédits s'applique à l'intérêt et aux redevances reçus par les résidents australiens lorsque l'impôt canadien sur ce revenu est assujéti à la limite respective de 15 ou 10 pour cent, fixée par l'accord. Les autres revenus ne provenant pas de dividendes tirés par les résidents australiens de sources canadiennes continueront d'être exemptés de l'impôt australien s'ils sont imposés au Canada.

E. ACTIVITÉS ET MESURES D'EXPANSION DU COMMERCE CANADIEN

1. Généralités

Comme il n'existe aucun mécanisme officiel de consultation bilatérale entre le Canada et l'Australie, les questions sont discutées officieusement et directement dans le cadre de contacts établis avec les ministres et les fonctionnaires. L'efficacité de ce mode de consultation dépendra dans une large mesure de l'évolution des relations entre le Canada et l'Australie au cours des prochaines années. Il est certain que, l'année passée, le nombre de visites de dignitaires a augmenté de façon remarquable, tant aux niveaux fédéral que provincial, entre les ministres fédéraux et les premiers ministres des provinces du Canada et leurs homologues australiens. Il semble que ces échanges s'intensifieront. En 1981, au moins huit hauts fonctionnaires australiens, dont le premier ministre Fraser, auront effectué des visites au Canada, et un nombre équivalent de représentants fédéraux et provinciaux canadiens se seront rendus en Australie. En septembre 1981, le premier ministre Trudeau a participé à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, et le gouverneur général assistera à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Brisbane en octobre 1982. Le nombre de visites répétées de haut niveau dénote l'importance de ce marché.

Les contacts entre les hommes d'affaires canadiens et australiens s'intensifient mais restent dans une large mesure non structurés. Le Canada et l'Australie sont tous deux représentés au Conseil économique du bassin du Pacifique. En outre, plusieurs associations commerciales canadiennes comme le B.C. Council of Forest Industries sont représentées en Australie, et un nombre croissant de sociétés et d'institutions financières canadiennes possèdent des bureaux en Australie. Au cours des dernières années, le nombre d'activités de promotion axées sur l'Australie et subventionnées par le MIC a augmenté considérablement. Le tableau 13 donne un aperçu des missions et de la participation aux foires commerciales en 81/82. De plus, les provinces ont récemment pris une part plus active à l'activité d'expansion des marchés et, ensemble, ont subventionné environ six missions horizontales et verticales cette année. La Colombie-Britannique, l'Alberta, l'Ontario et le Québec jouent un rôle particulièrement important en Australie. Le PDME (Programme de développement des marchés d'exportation) a permis de faciliter les contacts au niveau du secteur privé. Les tableaux 14 et 15 donnent un sommaire des approbations du PDME par section et par secteur. Une liste de certaines sociétés canadiennes qui ont réussi à pénétrer sur le marché australien grâce au PDME est présentée à la suite du tableau 15.

2. Visite commerciale ministérielle en Australie

Le ministre d'État au Commerce a conduit une délégation d'hommes d'affaires en Australie en mai 1980. Il s'agissait de la première mission d'expansion commerciale dirigée par un ministre en onze ans. L'objectif principal de cette mission était de confirmer au niveau politique l'importance que le Canada accorde à ses relations avec l'Australie et de souligner l'intérêt d'établir des relations commerciales bilatérales plus étroites en intensifiant le commerce bilatéral, en effectuant des transferts de technologie et en favorisant l'entrée d'investissements. La mission a également servi à faire mieux connaître aux hommes d'affaires australiens les possibilités du Canada dans le domaine industriel. On a signé l'accord sur la double imposition (décrit précédemment) et annoncé l'établissement de lignes de crédit de la SEE envers l'Australian Industry Development Corporation. Des contrats d'une valeur totale de quelque \$25 millions ont été conclus et, selon les estimations des sociétés, la mission permettra d'effectuer des ventes de près de \$120 millions au cours des quelques prochaines années.

Le ministre Lumley a discuté avec les responsables australiens du besoin d'établir un inventaire des possibilités australiennes et canadiennes. Le but de cet inventaire serait de déterminer les lacunes existant dans le potentiel respectif des deux pays, qui pourraient offrir des débouchés pour la participation des industries, et de souligner les domaines éventuels de coopération dans lesquels, par exemple, les sociétés canadiennes pourraient compléter la production australienne plutôt que de lui faire concurrence afin de répondre aux exigences des projets locaux (et peut-être aussi d'autres marchés). Dans ce cadre, des études ont été entreprises sur les secteurs australiens suivants: matériel d'extraction minière et de manutention des matériaux, matériel destiné aux champs pétrolifères et gazéifères et matériel de production et de transmission d'énergie. Les renseignements contenus dans ces documents sont mis à la disposition des gouvernements provinciaux et de l'industrie canadienne.

3. Conférence "Ouverture sur le Pacifique"

Environ 250 responsables du monde des affaires, des syndicats et du monde universitaire et représentants des gouvernements fédéral et provinciaux ont pris part à la Conférence "Ouverture sur le Pacifique", qui s'est tenue à Vancouver du 19 au 21 novembre 1980. La Conférence, présidée par le ministre d'État au Commerce, a fait davantage connaître aux hommes d'affaires canadiens les possibilités existant dans la région du Pacifique en mettant l'accent sur le financement,

la communauté du Pacifique, l'établissement de nouvelles institutions pour les années 80, les investissements, les entreprises en coparticipation, le transfert de technologie et le commerce bilatéral. Le principal thème qui s'est dégagé des discussions était que le commerce du Canada et l'établissement d'autres relations commerciales avec la région du Pacifique jouaient un rôle de plus en plus important dans la performance économique du Canada lui-même. Le commerce transpacifique du Canada dépasse maintenant son commerce avec l'Europe. L'intensification des contacts économiques avec la région du Pacifique découlera du déplacement vers l'Ouest de l'activité économique au sein du Canada lui-même et y contribuera. Malgré l'expansion rapide du commerce avec cette région, on a déclaré que les hommes d'affaires canadiens devaient certainement prendre une part plus active à la recherche des débouchés existant dans cette zone. Les responsables du monde des affaires et les chefs de gouvernement de toute la région ne connaissent pas suffisamment les disponibilités du Canada, surtout dans le secteur de la technologie de pointe.

En ce qui concerne l'Australie en particulier, on a admis que ce pays constitue un bon marché pour le Canada, surtout pour les produits manufacturés. La Conférence a conclu ses travaux en déclarant que grâce à l'aménagement prévu de ses ressources, l'Australie deviendra une puissance économique importante et un marché ferme pour les produits canadiens, et qu'elle pourrait devenir le deuxième marché étranger du Canada pour les produits manufacturés. Les Canadiens sont invités à participer à la mise en valeur des ressources, surtout dans le cadre d'entreprises en coparticipation. L'importance des ventes de matériel de technologie de pointe figurait également au nombre des questions qui ont retenu l'attention des participants. Le Canada pourrait satisfaire aux besoins de l'Australie en ce qui concerne les systèmes de satellite ainsi que le matériel vidéotex et informatique. L'exploitation prévue des ressources de l'Australie fournira également des débouchés pour le matériel d'extraction et de transformation de l'aluminium, du charbon et du pétrole. On estime également qu'il existe des possibilités dans le domaine de la vente de matériel agricole, y compris de petits articles, de produits automobiles et de biens de consommation.

4. Financement

Le 30 juin 1981, les investissements de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) effectués en Australie totalisaient \$94 748 millions, répartis de la manière suivante:

	<u>Offres</u>	<u>Engagements</u>
	(\$ millions)	
Article 24 (Assurance collective)	\$40,5	\$46,7
Article 27 (Assurance du gouvernement)	-	-
Article 29 (Prêts et garanties collectifs)	36,7	28,7
Article 31 (Prêts et garanties du gouvernement)	-	-
Article 34 (Garanties relatives aux investissements étrangers)	-	-
	<u>\$77,2</u>	<u>\$75,4</u>

NOTE: Le 31 juillet 1981, le montant total des prêts pouvant être consentis à la suite des transactions en négociation (mais pas encore conclues) de la SEE se chiffrait à \$64,3 millions, répartis en cinq transactions.

* Autorisations pas encore accordées, à l'exclusion de l'assurance collective.

** Les contrats de prêt signés jusqu'à présent comprennent les montants suivants:

1971 - wagons-trémies de chemin de fer de la National Steel Car Corporation \$10,3 millions - à l'Hammersley Iron Pty.

1977 - 15 traîneurs de wagonnets Terrex GM de la Diesel Division de GM Motors \$7,2 millions - à l'Hammersley Iron Pty.

1980 - Lignes de crédit \$10 millions - à l'Australian Industry Development Corp.

1981 - 3 avions Twin Otter de la Havilland Aviation du Canada Limitée \$3,9 millions à l'Aero Pelican Intercity Commuter Air Services Pty.

1981 - Matériel de forage des champs pétrolifères de la Dreco Ltd. \$6,04 millions - à la Petroleum Drilling Services (Australia) Pty. Ltd.

En septembre 1980, la SEE a signé des lignes de crédit de \$(É.-U.)10 millions, d'un an, renouvelables, avec l'Australian Industry Development Corporation (AIDC) afin de financer jusqu'à 85% du prix de vente des biens et services canadiens. Ces lignes de crédit sont destinées à aider les exportateurs canadiens à soutenir la concurrence pour pouvoir vendre leurs produits en Australie en fournissant à l'acheteur australien la possibilité d'obtenir du crédit en passant par l'AIDC. Cette société, qui appartient entièrement au gouvernement australien, a été constituée pour servir de source de financement du développement de l'industrie nationale et pour assurer la propriété et le contrôle australiens des projets industriels et d'aménagement des ressources. La possibilité d'obtenir des fonds pour le financement des projets auprès d'institutions internationales de financement, comme la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale, n'a jusqu'à présent joué aucun rôle dans le développement du commerce du Canada avec l'Australie.

F. PERSPECTIVES COMMERCIALES GÉNÉRALES EXISTANT DANS LE MARCHÉ AUSTRALIEN

En raison des changements importants devant se produire dans l'économie australienne, de la prise de conscience plus nette par les hommes d'affaires canadiens des possibilités offertes par le marché australien et de l'existence de facteurs généraux favorables, comme l'établissement de lignes de crédit, la conclusion d'un accord sur la double imposition et l'existence de lignes aériennes directes, il semblerait que le Canada puisse, maintenant plus que jamais, participer davantage au développement économique de l'Australie. Comme les dépenses prévues au titre de l'aménagement des ressources prévues pour les cinq prochaines années atteindront presque \$70 milliards, selon les estimations, et que le revenu par habitant est déjà supérieur à quatre cinquièmes du revenu du Canada, les perspectives d'une croissance et d'une diversification plus poussées des exportations canadiennes vers l'Australie sont particulièrement prometteuses. Les tarifs préférentiels qui s'appliquent aux importations canadiennes procurent aux sociétés canadiennes un avantage relatif quant aux prix de leurs produits par rapport à ceux d'autres pays exportateurs. L'abolition des tarifs préférentiels dont jouissaient les sociétés britanniques a encore amélioré la position concurrentielle du Canada.

Bien que des progrès constants aient été accomplis pendant l'après-guerre dans l'établissement d'une infrastructure industrielle en Australie, on juge peu probable que la production locale suffise à satisfaire tous les besoins industriels et de consommation de l'économie australienne prévus pour la prochaine décennie. Bien que les divers projets essentiels exigent une participation australienne élevée, il risque de se produire un étranglement de l'offre dans l'industrie australienne, de sorte que les importations pourraient représenter entre 20% et 30% des entrées requises pour chaque projet de mise en valeur des ressources. Par conséquent, ces projets d'exploitation des ressources minérales et énergétiques connexes offrent à l'exportateur canadien des possibilités d'exporter le biens et services se rapportant au matériel essentiel à la réalisation des divers projets et à l'exécution des travaux d'infrastructure qu'ils entraîneront.

L'exploitation des réserves de gaz naturel du plateau du Nord-Ouest, en Australie occidentale, sera probablement le plus important des projets qui seront entrepris au cours de la prochaine décennie. Ce projet, évalué à quelque \$7,3 milliards, comprend l'exploitation d'un champ gazéifère au large des côtes, la construction d'un pipe-line sous-marin, d'une usine de traitement du gaz, de réservoirs de gaz de nitrogène liquide (GNL) et d'installations de chargement des navires, de navires pour le transport du

GNL et d'un pipe-line de 1500 km. Les autres secteurs de croissance comprennent les métaux ferreux (minerai de fer), les métaux non ferreux (aluminium, cuivre, nickel, uranium, charbon), les produits pétrochimiques, les forêts et l'amélioration de l'infrastructure, l'énergie (énergie thermique y compris la transmission d'énergie), les communications et l'aménagement de ports. On estime que pour les domaines dans lesquels le Canada possède une capacité d'approvisionnement établie, comme la production d'énergie, les forêts et les métaux non ferreux, le potentiel d'application de cette expertise à la réalisation des projets est de l'ordre de \$1 milliard. L'Appendice II donne une liste de certains projets australiens.

Le MIC est surtout intéressé à favoriser la création de consortiums, au besoin en accordant un ensemble de mesures de financement afin de répondre aux exigences australiennes. Comme l'Australie possède une forte capacité industrielle dans les secteurs qui approvisionnent les projets de mise en valeur des ressources, les projets et initiatives du Canada auront le plus de chances d'aboutir en travaillant soit par l'intermédiaire des sociétés australiennes, soit en consultation avec elles.

Les contrats ne sont généralement pas accordés pour des projets clé en main, et la participation à l'exécution des projets est entreprise dans le cadre de sociétés en coparticipation. La demande croissante de capitaux peut inciter les sociétés australiennes à rechercher plus activement l'association avec des entreprises étrangères. Comme les associés canadiens faisant partie de ces entreprises en coparticipation connaissent les produits et les possibilités du Canada dans d'autres domaines connexes, ces ententes peuvent entraîner une augmentation des exportations de matériel, de machines et d'autres produits spécialisés canadiens auxiliaires. Par conséquent, les sociétés canadiennes auraient tout intérêt à envisager de compléter les disponibilités de l'Australie dans les domaines faisant appel à une technologie, un matériel et une expérience à la pointe du progrès.

Les biens de capital en général, qui comprennent des produits manufacturés comme les machines, le matériel de transport et une vaste gamme de biens de consommation durables, figurent actuellement pour plus des deux tiers du total des importations australiennes, et on prévoit que cette tendance se maintiendra. De plus, la plupart des besoins d'importation de l'Australie proviennent de secteurs dans lesquels le Canada a établi une capacité d'exportation. Le marché australien offre des débouchés particulièrement intéressants aux petites et moyennes entreprises. Sur les 590 catégories de produits exportés en Australie en 1980, les ventes totales dans 429 de ces catégories (soit 73 pour cent) étaient évaluées à moins de \$500 000. Peu d'autres pays seront capables d'offrir aux exportateurs canadiens le même éventail de possibilités pendant cette décennie.

Les débouchés éventuels (dont les principaux seront discutés en détail plus loin) comprennent:

- | | |
|---------------------------------------|--|
| <u>Produits agricoles</u> | - bestiaux de reproduction, sperme de bétail, cerises, bleuets, asperges, fruits et légumes en conserve, fromages spéciaux, préparations de viande en conserve |
| <u>Poisson et produits du poisson</u> | - saumon en boîte et fumé, sardines, harengs, kipper snacks, poisson congelé en bloc, pétoncles et crabes |
| <u>Produits forestiers</u> | - bois résineux brut, pâte, papier journal, carton, papier peint, papier d'informatique, armoires de cuisine, meubles d'extérieur en bois, portes, panneaux, moulages, papier spécial et à photocopie |
| <u>Produits industriels</u> | - amiante, aciers spéciaux, (tuyaux d'acier de plus grand diamètre et vaisseaux sous pression pour le gaz de pétrole liquéfié), potasse et soufre |
| <u>Produits chimiques</u> | - pesticides, produits en matière plastique, produits pharmaceutiques, éléments et composés chimiques et produits chimiques pour le traitement des minerais |
| <u>Machines</u> | - matériel agricole, matériel pour l'industrie forestière, machines pour la fabrication de papier journal, matériel d'exploitation du pétrole et du gaz (sur terre et au large des côtes) et fournitures pour les pipe-lines, matériel d'extraction minière et de production de concentrés, perforatrices, perforatrices de grande dimension, matériel de chargement-remorquage-déversement, wagons basculants à profil bas pour l'exploitation souterraine, concasseurs, berlines d'exploitation en gradins, perforatrices à diamants, matériel de lavage et de classement du charbon, mèches spéciales de forêts, appareils de levage pour mines et perforatrices de support à air comprimé, machines à étiqueter et emballer, matériel pour les hôtels, matériel de construction, matériel pour la préparation, la manutention et le conditionnement des aliments, construction en acier, outils mécaniques |

- Produits électriques et électroniques - matériel de production d'électricité et de transport de longue distance, mini-ordinateurs et logiciel, matériel de communication par satellite et de stations terrestres, systèmes d'information, appareils de commande géophysique, sismique et industrielle, instruments de navigation et de surveillance, matériel électronique de navigation et matériel médical.
- Matériel de transport - pièces d'automobiles, camions pour l'exploitation minière et véhicules hors route, réseaux de transport en commun par véhicules guidés, matériel roulant spécial pour le transport des marchandises, de surveillance des voyageurs et des services publics (ADAC), matériel de lutte contre les incendies et avions d'affaires, installations au large des côtes, dragueurs, chalutiers, sous-marins et embarcations de plaisance
- Produits textiles et de consommation - tapis, carpettes, produits de rembourrage, étoffes meublantes, tentures et tissus de décoration, patins, chaussures pour grimper aux arbres et autres chaussures de travail, articles ménagers, bijoux, jouets et matériel de sport
- Services de consultation - infrastructure pour la mise en valeur des ressources (métaux ferreux et non ferreux, pétrole et gaz, forêts), travaux publics, construction civile y compris les travaux de génie et de gestion par projets en collaboration avec les entreprises locales.

G. STRATÉGIE GLOBALE À L'ÉGARD DE L'AUSTRALIE

Les principaux objectifs commerciaux du Canada en Australie consistent à:

- i) créer un climat favorisant le raffermissement de la présence canadienne dans l'économie australienne en expansion;
- ii) augmenter suffisamment la vente de biens et services canadiens pour accroître la part du marché; et,
- iii) chercher des possibilités d'investissement et de création d'entreprises en coparticipation.

Du point de vue du gouvernement fédéral, une stratégie à l'égard de l'Australie requiert une activité dans trois domaines afin:

- i) d'appuyer les efforts de commercialisation des sociétés canadiennes cherchant des débouchés, particulièrement dans les secteurs déterminés;
- ii) de surmonter les obstacles s'opposant à l'expansion des exportations et des investissements canadiens en Australie;
- iii) d'aider les exportateurs à tirer profit des relations bilatérales établies entre l'Australie et le Canada au cours des quelques dernières années.

La stratégie globale devant déterminer les actions et la répartition des ressources du gouvernement fédéral et servir de fondement à la coordination des efforts de commercialisation en Australie, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et le secteur privé, est présentée comme plan d'action dans le sommaire général du présent document. Le plan de trois ans destiné à l'Australie vise à capitaliser sur les possibilités et à surmonter les obstacles imposés aux exportations canadiennes. À ce titre, il comprend des recommandations tirées des plans d'action des secteurs prioritaires, en particulier lorsque l'on propose d'utiliser des mesures communes. Les mesures se rapportant à chaque secteur sont discutées plus loin, dans la Section H, qui présente les stratégies de chaque secteur prioritaire. La stratégie globale a été élaborée en tenant compte de quatre domaines spécifiques: les relations commerciales, la découverte de marchés, la connaissance des marchés et la mise en valeur des marchés.

Chaque activité ou mesure est proposée pour répondre à un besoin déterminé et doit être évaluée pendant la période de 2 à 3 ans. De nouvelles mesures seront sans doute ajoutées au programme ou retirées de ce dernier à la suite de discussions et de consultations interministérielles permanentes avec les provinces et le secteur privé.

H. DÉTERMINATION DES SECTEURS PRIORITAIRES ET PROGRAMMES DE COMMERCIALISATION PAR SECTEUR

Une analyse des caractéristiques du marché australien ainsi que de la structure du commerce canadien a permis de découvrir un certain nombre de secteurs qui pourraient connaître une croissance importante au cours des quelques prochaines années. Ces renseignements, auxquels s'ajoutent ceux recueillis par les trois sources suivantes: postes en Australie, directions sectorielles et les Bureaux de commerce international, ont identifié les secteurs dans lesquels les exportations canadiennes pourraient s'accroître considérablement. Ensemble, ces données permettent de déterminer un groupe de secteurs offrant des perspectives commerciales intéressantes et très rentables pour le Canada.

En termes de groupements fonctionnels, ces secteurs sont les suivants:

- matériel d'exploitation du pétrole et du gaz, y compris les pipe-lines
- matériel électrique lourd
- télécommunications
- matériel pour l'industrie forestière
- pièces d'automobiles
- instruments et commandes industrielles
- matériel agricole
- industries océaniques

Ces secteurs ne représentent absolument pas les seuls domaines offrant des débouchés aux exportateurs canadiens en Australie. Un grand nombre des exportations traditionnelles du Canada à destination de ce pays continueront à s'accroître sans l'aide du gouvernement. De même, certains secteurs prometteurs ne constituent pas des secteurs prioritaires en tant que tels en raison soit de la compétence actuelle considérable de l'Australie, soit de la faiblesse relative des compétences canadiennes. Toutefois, le gouvernement envisage de prendre des mesures de promotion ou d'exploration dans ces secteurs en raison de la possibilité d'effectuer des exportations rentables dans des domaines spécialisés. Par exemple, on a estimé que plus de 70% des machines et du matériel dont ont besoin les industries minières australiennes en expansion rapide sont disponibles sur place. Toutefois, le Canada pourrait alimenter certains secteurs qui ne sont pas bien approvisionnés par l'industrie australienne.

Une analyse des secteurs prioritaires est présentée ci-après.

1. Matériel d'exploitation du pétrole et du gaz, y compris les pipe-lines

a) Perspectives

L'activité dans les champs pétrolifères australiens a progressé à un rythme exceptionnel ces dernières années. La politique gouvernementale visant à rapprocher les prix du pétrole brut local pour atteindre la parité avec les prix mondiaux, ainsi que l'augmentation des provisions d'amortissement ont entraîné de nouvelles activités d'exploration et de développement auxquelles participeront un grand nombre de nouvelles sociétés. Selon les estimations, les dépenses d'exploration atteindront \$532 millions en 1981, contre \$66 millions seulement cinq ans plus tôt. On prévoit entreprendre le forage de 117 puits d'exploration sur les côtes, contre 68 en 1980, tandis que l'activité d'exploration au large des côtes, qui englobera 35% des investissements totaux au titre de l'exploration en 1981, nécessitera le forage de 20 puits, soit une augmentation par rapport au 14 puits forés un an plus tôt. Les investissements totaux au titre du développement atteindront \$1330 millions en 1981, dont \$1104 seront entièrement consacrés aux installations au large des côtes. Ces dépenses comprendront le forage de 12 puits de développement au large des côtes, contre cinq en 1980, et l'achèvement de 74 puits sur les côtes, contre 22 en 1980. À la suite de cette augmentation de l'activité dans les champs pétrolifères et gazéifères, le marché total apparent du matériel utilisé sur le terrain pour la période 1980-81 devrait atteindre \$186 millions, soit une augmentation de 33% par rapport à la période 1979-80, dont quelque 72% devraient provenir de l'étranger. Selon les prévisions, le marché atteindra \$435 millions par an dès 1985-86, dont 71%, soit environ \$310 millions, seront constitués par des importations.

La description suivante de l'activité prévue dans le secteur de l'exploitation du pétrole et du gaz en Australie repose sur la situation qui existait au printemps de 1981.

1) Développement du pétrole et du gaz:

La principale catégorie d'investissements, qui englobe le développement du pétrole et du gaz, comprend surtout des travaux sur les plates-formes situées dans le détroit de Bass, au large de Victoria, et dans le champ gazéifère de North Rankin, dans le plateau du Nord-Ouest. Le détroit

de Bass, qui est situé dans le bassin Gippsland, contient neuf champs prouvés de pétrole marchand. En 1980, la production de pétrole brut stabilisé était de 130 millions de barils, ce qui représente environ 90% de la production actuelle de pétrole brut de l'Australie. En outre, la production de gaz, qui se chiffrait à 143 000 millions de pieds cubes en 1980, représente à peu près 50% de la quantité totale de gaz naturel produite dans le pays. Une entreprise en coparticipation composée d'Esso Exploration and Production Inc. d'Exxon et la Broken Hill Pty. Ltd. dirige les opérations. De récentes découvertes ont porté les réserves prévues de pétrole à 450 millions de kilolitres, soit une quantité suffisante pour permettre à l'Australie de maintenir un niveau d'auto-suffisance de 65% pendant toute cette décennie.

La production dans le détroit de Bass s'effectue pour l'instant au moyen de sept plates-formes, dont quatre produisent du pétrole, deux fournissent du pétrole et du gaz et la dernière produit du gaz. Un puits sous-marin de production, exploité dans le champ de Cobia, capte le pétrole de la tête du puits située au fonds de l'océan, le long du lit de la mer, et l'achemine à la plate-forme Mackerel. Cinq nouvelles plates-formes en sont à divers stades de construction. On a installé le treillis de l'une d'elles, appelée Snapper, et on a entrepris le forage de développement. Le treillis de la West Kingfish a été fabriqué et doit être posé au milieu de 1981. Le coût de cette plate-forme a été estimé à \$230 millions. Selon les prévisions, la plate-forme Cobia coûtera \$250 millions et sera achevée en 1983. Deux autres plates-formes, Flounder et Fortescue, doivent être achevées en 1984 et coûteront environ \$300 millions chacune.

Le projet de développement de gaz du plateau du Nord-Ouest, en Australie occidentale, comprend l'exploitation de trois champs gazéifères: celui de North Rankin (réserves estimées à 8,6 trillions de pi^3), celui de Goodwyn (2,6 trillions de pi^3) et celui d'Angel (1,4 trillion de pi^3). Le développement initial se limitera toutefois au champ de North Rankin. Deux plates-formes de forage/production, pouvant produire une moyenne quotidienne de 720 millions de pi^3 de gaz naturel humide, seront construites et aménagées. Le gaz et le condensat seront transportés par un pipe-line sous-marin de 40" de diamètre vers les installations qui seront construites sur la côte à Withnell Bay.

L'échéancier établi pour l'ensemble du projet prévoit la livraison de gaz naturel aux consommateurs locaux dès 1984 et la vente de GNL au Japon dès 1986. Le coût total du projet a été estimé à \$7,3 milliards, et sa réalisation nécessitera une main-d'oeuvre d'environ 5000 travailleurs. Afin de respecter les délais de livraison, la Woodside Petroleum Development, qui dirige les opérations, a déjà procédé à l'appel d'offres pour les éléments nécessitant un plus long délai d'approvisionnement. De fait, le contrat de fabrication du premier des deux treillis de plate-forme vient d'être accordé à la société japonaise Nippon Kokan. Bien qu'un certain nombre de sociétés canadiennes fournissant du matériel et des services aient signalé à la Woodside Petroleum qu'elles étaient intéressées à soumissionner les travaux d'aménagement, la réaction de l'industrie canadienne a été en général indifférente jusqu'à présent, malgré les débouchés importants qu'offre ce projet et l'ensemble du marché d'Australie occidentale aux sociétés désireuses d'y consacrer du temps et des efforts.

Par ordre d'importance, le second champ pétrolifère de l'Australie se trouve dans l'île Barrow, située au large de la côte de l'Australie occidentale, au sud-ouest de Dampier. La production de pétrole brut stabilisé atteint un sommet en 1971, pour ensuite décroître constamment et se chiffrer à 10 millions de barils en 1980. Un programme permanent d'exploration et de développement devrait toutefois offrir un marché ferme pour les fournisseurs de matériel destiné aux champs pétrolières et gazéifères.

Pour l'instant, la plus grande réunion productrice de gaz de l'Australie est le bassin Cooper, situé principalement en Australie méridionale, qui comprend 67 gisements distincts connus ayant produit 31 champs - 12 champs de condensats de gaz (dont trois produisent déjà), cinq champs combinés de pétrole et de gaz et 14 autres champs qui n'ont pas encore fait l'objet d'une évaluation suffisante. Les réserves de liquides extraits du gaz naturel (éthane, propane, butane et condensats) du bassin Cooper sont estimées à 287 millions de barils. Le potentiel récupérable ultime d'hydrocarbures du bassin Cooper a été évalué à environ 2000 millions de barils de pétrole et de condensats et 190 milliards de mètres cubes de gaz naturel. En Australie occidentale, les champs gazéifères de

Dongara exploités par la West Australian Petroleum Pty (Wapet) produisent quelque 2,2 millions de mètres cubes par jour, mais on prévoit que les réserves récupérables connues pour l'instant seront épuisées d'ici 1987 environ.

ii) Exploration en vue de découvrir du pétrole et du gaz:

La principale activité d'exploration au large des côtes de l'Australie était auparavant centrée dans le détroit de Bass et les régions du plateau du Nord-Ouest et du plateau d'Exmouth, en Australie occidentale. Toutefois, la région du détroit de Bass est maintenant relativement bien développée, et les futures dépenses consacrées aux champs existants tendront, à moyen terme, à accroître et améliorer la récupération des réserves existantes, prolongeant dès lors la période d'exploitation de ces champs, sans augmenter le taux de production.

Les régions du plateau du Nord-Ouest et du plateau d'Exmouth restent toutes deux des zones d'activité intense. Les découvertes de quantités commerciales de gaz dans le plateau du Nord-Ouest ont prouvé l'existence de réserves potentielles d'hydrocarbures au large du plateau continental de l'Australie occidentale. Malheureusement, les derniers résultats de l'exploration effectuée dans le plateau d'Exmouth n'ont pas été encourageants. Jusqu'à présent, quatre consortiums, dirigés par l'Esso Australia, la Phillips Australia Oil, la Woodside Petroleum Development et la Hubbay Oil (Aust.) ont foré dix puits ne contenant que des quantités limitées de gaz. Aux termes des permis régissant l'exploration dans le plateau d'Exmouth et le plateau du Nord-Ouest, les travaux d'exploration au large des côtes doivent comprendre, pour le moins, le forage de 118 puits et le débours d'au moins \$500 millions pendant la période de cinq ans se terminant en 1984/85. D'autres régions qui ont attiré l'attention de nouveaux consortiums d'exploration comprennent le bassin Otway dans l'État de Victoria, le bassin de Perth et la Grande Baie australienne, au large de l'Australie occidentale, le golfe de Carpentaria (Queensland) et la mer d'Arafura, en Australie septentrionale.

De nombreuses sociétés canadiennes d'exploration travaillent déjà en Australie. Leurs activités permanentes dans ces régions devraient offrir des débouchés intéressants aux fournisseurs canadiens. Le matériel qui pourrait être exporté comprend les articles suivants: matériel et services de communication, compresseurs, connecteurs, matériel de prévention contre la corrosion, matériel et services de plongée, matériel et outils de forage, services de forage, services de génie et techniques, matériel et services géophysiques, instruments électriques et hydrauliques, instruments de mesure, instruments de navigation, matériel anti-bruit, matériel océanographique, matériel de lutte contre la pollution et le déversement d'hydrocarbures, matériel de construction, forage, production, instrumentation pour les puits de pétrole, matériel de construction des pipe-lines, pompes à soupape à pression, vaisseaux sous pression, services de réparation, d'entretien et d'inspection, navires, bateaux et bâtiments, et matériel sous-marin.

iii) Pipe-lines:

À l'heure actuelle, l'Australie possède cinq gazoducs et trois oléoducs importants. En outre, de nombreuses canalisations à petit diamètre, dont certaines datent d'avant 1955, sont utilisées pour le transport des produits pétroliers. Les besoins requis pour la réalisation des projets et programmes actuels prévoyant la construction de nombreux pipe-lines à petit diamètre excéderont la capacité de l'industrie locale de construction au cours des quelques prochaines années. Il faudra également avoir recours à l'aide étrangère pour construire deux pipe-lines importants à grand diamètre, l'un pour le transport du gaz et l'autre pour celui des liquides. En ce moment, l'industrie australienne ne fournit qu'une gamme limitée de tuyaux et de matériel connexe. Les Japonais, qui offrent des conditions intéressantes de financement et d'expédition, ont eu tendance à dominer le marché des tuyaux. Bien qu'il existe certaines possibilités de fournir les services de génie qui devraient nécessairement compléter les disponibilités locales, il semble qu'il y aurait plus de débouchés pour les sociétés canadiennes dans le domaine de la livraison de tuyaux, de matériel de construction des pipe-lines et de matériel auxiliaire.

Les gazoducs actuels comprennent: 1300 km de canalisations principales de 34 pouces et de canalisations secondaires de 20/22 pouces; 173 km de canalisations de 30 pouces; 778 km de canalisations de 22 pouces; 432 km de canalisations de 14 pouces; 456 km de canalisations de 12 $\frac{3}{4}$ pouces; et 435 km de canalisations de 10 $\frac{3}{4}$ pouces. Deux des trois principaux gazoducs appartiennent aux plus grands producteurs (Esso/Broken Hill Pty. et Shell/Mobil/Esso), qui ont tous deux leur siège dans l'État de Victoria. Le troisième est un pipe-line de 10 $\frac{3}{4}$ pouces couvrant une distance de 186 km entre Moonie et Brisbane, au Queensland.

Les principaux projets de construction de pipe-lines prévus actuellement comprennent l'installation d'un gazoduc de \$841 millions destiné à transporter du gaz sur une distance de 1560 km depuis le champ du plateau du Nord-Ouest (Dampier) vers le sud, jusqu'à Perth et Wagerup, en Australie occidentale. La State Energy Commission de l'Australie occidentale (SECWA) possédera et exploitera les installations. À la suite d'études effectuées par la Fluor-Maunsell, les fournisseurs ont été priés de faire connaître préalablement leur intérêt pour: la fourniture de tuyaux de 660 mm (26") (API 5LX) DSAW, de tuyaux de 508 mm (20") (API 5LX) DSAW, de tuyaux secondaires (stations de compression) API 5L (qualité B, sans soudure); matériel et application (externe) de revêtement des tuyaux; vannes des canalisations principales et vannes auxiliaires, y compris les mécanismes de commande (conformément aux normes de l'API); raccords de tuyauterie, décapeuses; siphons et fermetures de décapeuses; matériel de compression du gaz; source auxiliaire d'énergie; et la construction du pipe-line, des soubassements et des stations de compression.

Un second projet d'aménagement d'un pipe-line reliant Moomba à Stoney Point, en Australie méridionale, comprend la construction d'une canalisation de \$160 à \$213 millions, d'une longueur de 659 km, par la Pipelines Authority de l'Australie méridionale pour le transport des liquides produits dans le bassin Cooper. Les sociétés Bechtel Pacific et Kinnaird Hill de Rohan and Young sont chargées de la réalisation du projet. L'achèvement des travaux est prévu pour décembre 1982.

Les fabricants australiens de tuyaux comprennent les sociétés Steelmains, Tubemakers et Humes. Toutefois, ces sociétés ne peuvent produire que des tuyaux soudés de moins de 30 pouces de diamètre. Aucune société australienne ne peut à l'heure actuelle produire des tuyaux sans soudure de n'importe quelle taille. Au cours des cinq dernières années, pratiquement toutes les commandes de tuyaux qui ne pouvaient être livrées par l'Australie ont été fournies par le Japon.

Les vannes peuvent être achetées aux distributeurs de fournitures pour pipe-lines ou directement, sous contrat, au fabricant, en fonction des dimensions requises. Les vannes à calibre réduit sont celles que l'on peut le plus facilement se procurer en Australie. De plus, une société australienne fabrique des vannes à passage intégral pour canalisations principales. Toutefois, malgré cette offre intérieure de vannes à passage intégral et à calibre réduit on estime que 60 à 70% des fournitures totales de vannes sont actuellement importées.

Les sociétés australiennes ne peuvent à l'heure actuelle fournir que des raccords de pipe-line de petit diamètre (12-18"). Les raccords qui doivent être importés comprennent les tés à grand diamètre, les coudes forgés, les coupelles et extrémités de calotte, les réducteurs, les tés de réduction, les récepteurs à siphon et les siphons. La plupart de ces produits proviennent pour l'instant des États-Unis. Les sociétés qui ont besoin de ces raccords les achètent rarement directement à l'étranger (sauf dans le cas des projets très importants). Les coudes ceintrés à chaud ou les tuyaux façonnés produits en Australie permettent de remplacer certains des raccords importés.

b) Industrie canadienne

Le secteur canadien de fabrication de matériel pour l'exploitation du pétrole et du gaz fournit une vaste gamme de machines et de matériel destinés à l'exploration et au développement du pétrole et du gaz et offre également des services connexes comme l'évaluation géophysique, les études sismologiques et le forage sous contrat. Les domaines particuliers dans lesquels le Canada occupe une position de premier plan concernant la fourniture de matériel comprennent l'exploration, le forage, les installations de location, la déshydratation, la récupération

secondaire, les tubines à gaz, les compresseurs, la collecte et le traitement du gaz acide, les techniques d'exploitation des sables bitumineux, les pipe-lines et le matériel connexe de compression et de pompage. Dans le marché spécialisé du matériel destiné à l'exploitation du pétrole et du gaz au large des côtes, le Canada a acquis une compétence reconnue en poursuivant ses propres activités d'exploration et de développement en mer. Le matériel utilisé dans les opérations au large des côtes, comme les navires de forage, les installations de production sous-marine, les techniques de topographie sous-marine et les submersibles dotés d'un équipage et commandés à distance, est maintenant vendu dans le monde entier.

Le secteur du matériel d'exploitation du pétrole et du gaz comprend quelque 200 sociétés, surtout situées en Alberta, et fournit des emplois à quelque 8000 personnes. La majeure partie des recettes d'environ 50 de ces sociétés provient des activités océaniques tandis que le reste des sociétés s'intéressent surtout aux activités terrestres habituelles. Bien que ces sociétés puissent offrir une vaste gamme de matériel et de services qui a permis ces dernières années de réduire considérablement les importations du Canada, leur chiffre d'affaires est relativement modeste à l'échelle internationale, leur base financière est faible et leur rentabilité varie considérablement. Les expéditions annuelles dépassent \$500 millions, la part des exportations s'élevant à environ \$50 millions.

Un second groupe de sociétés canadiennes est censé pouvoir fournir du matériel au secteur de l'exploitation du pétrole et du gaz, surtout dans le domaine des activités maritimes. Leur participation à des activités comme la transformation de métaux, le transport par hélicoptère, les services de traiteur et d'entreposage et la fourniture de matériel de forage, n'est prévue que lorsque le marché intérieur canadien entrera dans la dernière phase de l'exploration ou dans la phase de la production. Un grand nombre de ces sociétés sont situées dans les provinces de l'Atlantique.

Dans l'ensemble du secteur commercial canadien, il existe en ce moment un groupe limité mais croissant de sociétés ayant établi un commerce d'exportation et une représentation en Australie. Certaines des filiales multinationales exploitées au Canada ont pour mandat d'accroître leurs exportations et pourraient donc être incitées à chercher des débouchés dans le marché australien. Bon nombre de sociétés canadiennes plus petites pourraient également, grâce à une aide soutenue et coordonnée dans le domaine des exportations, poursuivre un programme permanent de commercialisation axé sur ce marché.

c) Activités récentes du Canada en matière de commercialisation

Plus de 25 sociétés canadiennes d'exploration pétrolière et gazière sont exploitées en Australie ou s'intéressent vivement à ce marché. En outre, les fabricants canadiens de matériel ont mené des activités distinctes de commercialisation axées sur les industries australiennes du pétrole et du gaz et des pipe-lines. En particulier, un nombre important de producteurs et d'exportateurs canadiens de pétrole et de gaz ont réussi à s'établir dans le marché australien au cours des douze derniers mois. Tout semble indiquer que cette tendance se poursuivra, d'autant plus qu'on a constaté un accroissement marqué de l'intérêt manifesté par des sociétés canadiennes qui ne commerçaient pas auparavant avec l'Australie. Bien qu'il soit nécessaire de continuer à chercher de nouveaux marchés, il est évident que les Australiens commencent à se familiariser avec le matériel et les services canadiens.

Le gouvernement a également joué un rôle important dans les activités de commercialisation entreprises par le Canada. Récemment, plusieurs représentants des sociétés pétrolières australiennes ont visité le Canada à l'invitation du ministère de l'Industrie et du Commerce et du gouvernement de l'Alberta. La délégation de l'Australie occidentale envoyée à la Offshore Technology Conference à Houston, dirigée par le ministre australien du Développement industriel et du Commerce, a ensuite effectué une visite au Canada, également à l'invitation d'Industrie et Commerce et du gouvernement albertain.

En mars 1980, le gouvernement canadien a subventionné CANOTEC, colloque sur le pétrole et le gaz organisé à Melbourne, Perth et Surfers Paradise. Le but des séminaires était de faire connaître davantage aux Australiens l'étendue des compétences canadiennes et de déterminer plus clairement, grâce à des discussions ultérieures, les possibilités pour le Canada de participer aux projets importants d'exploitation de pétrole et de gaz. Dix sociétés canadiennes, représentant divers aspects de l'industrie, allant de l'exploration jusqu'au traitement et au financement, ont présenté des documents techniques aux représentants de l'industrie pétrolière australienne ainsi qu'aux organismes financiers, gouvernementaux et aux établissements d'enseignement. Cette manifestation a été suivie de l'envoi des missions provinciales de l'Ontario et de l'Alberta aux expositions et aux conférences de l'AIEE/AIPEX à Sydney.

secondaire, les turbines à gaz, les compresseurs, la collecte et le traitement du gaz acide, les techniques d'exploitation des sables bitumineux, les pipe-lines et le matériel connexe de compression et de pompage. Dans le marché spécialisé du matériel destiné à l'exploitation du pétrole et du gaz au large des côtes, le Canada a acquis une compétence reconnue en poursuivant ses propres activités d'exploration et de développement en mer. Le matériel utilisé dans les opérations au large des côtes, comme les navires de forage, les installations de production sous-marine, les techniques de topographie sous-marine et les submersibles dotés d'un équipage et commandés à distance, est maintenant vendu dans le monde entier.

Le secteur du matériel d'exploitation du pétrole et du gaz comprend quelque 200 sociétés, surtout situées en Alberta, et fournit des emplois à quelque 8000 personnes. La majeure partie des recettes d'environ 50 de ces sociétés provient des activités océaniques tandis que le reste des sociétés s'intéressent surtout aux activités terrestres habituelles. Bien que ces sociétés puissent offrir une vaste gamme de matériel et de services qui a permis ces dernières années de réduire considérablement les importations du Canada, leur chiffre d'affaires est relativement modeste à l'échelle internationale, leur base financière est faible et leur rentabilité varie considérablement. Les expéditions annuelles dépassent \$500 millions, la part des exportations s'élevant à environ \$50 millions.

Un second groupe de sociétés canadiennes est censé pouvoir fournir du matériel au secteur de l'exploitation du pétrole et du gaz, surtout dans le domaine des activités maritimes. Leur participation à des activités comme la transformation de métaux, le transport par hélicoptère, les services de traiteur et d'entreposage et la fourniture de matériel de forage, n'est prévue que lorsque le marché intérieur canadien entrera dans la dernière phase de l'exploration ou dans la phase de la production. Un grand nombre de ces sociétés sont situées dans les provinces de l'Atlantique.

Dans l'ensemble du secteur commercial canadien, il existe en ce moment un groupe limité mais croissant de sociétés ayant établi un commerce d'exportation et une représentation en Australie. Certaines des filiales multinationales exploitées au Canada ont pour mandat d'accroître leurs exportations et pourraient donc être incitées à chercher des débouchés dans le marché australien. Bon nombre de sociétés canadiennes plus petites pourraient également, grâce à une aide soutenue et coordonnée dans le domaine des exportations, poursuivre un programme permanent de commercialisation axé sur ce marché.

c) Activités récentes du Canada en matière de commercialisation

Plus de 25 sociétés canadiennes d'exploration pétrolière et gazière sont exploitées en Australie ou s'intéressent vivement à ce marché. En outre, les fabricants canadiens de matériel ont mené des activités distinctes de commercialisation axées sur les industries australiennes du pétrole et du gaz et des pipe-lines. En particulier, un nombre important de producteurs et d'exportateurs canadiens de pétrole et de gaz ont réussi à s'établir dans le marché australien au cours des douze derniers mois. Tout semble indiquer que cette tendance se poursuivra, d'autant plus qu'on a constaté un accroissement marqué de l'intérêt manifesté par des sociétés canadiennes qui ne commerçaient pas auparavant avec l'Australie. Bien qu'il soit nécessaire de continuer à chercher de nouveaux marchés, il est évident que les Australiens commencent à se familiariser avec le matériel et les services canadiens.

Le gouvernement a également joué un rôle important dans les activités de commercialisation entreprises par le Canada. Récemment, plusieurs représentants des sociétés pétrolières australiennes ont visité le Canada à l'invitation du ministère de l'Industrie et du Commerce et du gouvernement de l'Alberta. La délégation de l'Australie occidentale envoyée à la Offshore Technology Conference à Houston, dirigée par le ministre australien du Développement industriel et du Commerce, a ensuite effectué une visite au Canada, également à l'invitation d'Industrie et Commerce et du gouvernement albertain.

En mars 1980, le gouvernement canadien a subventionné CANOTEC, colloque sur le pétrole et le gaz organisé à Melbourne, Perth et Surfers Paradise. Le but des séminaires était de faire connaître davantage aux Australiens l'étendue des compétences canadiennes et de déterminer plus clairement, grâce à des discussions ultérieures, les possibilités pour le Canada de participer aux projets importants d'exploitation de pétrole et de gaz. Dix sociétés canadiennes, représentant divers aspects de l'industrie, allant de l'exploration jusqu'au traitement et au financement, ont présenté des documents techniques aux représentants de l'industrie pétrolière australienne ainsi qu'aux organismes financiers, gouvernementaux et aux établissements d'enseignement. Cette manifestation a été suivie de l'envoi des missions provinciales de l'Ontario et de l'Alberta aux expositions et aux conférences de l'AIEE/AIPEX à Sydney.

En septembre 1980, l'honorable Horst Schmid, ministre albertain du Développement économique, a effectué une visite en Australie pour mettre l'accent sur les domaines dans lesquels les sociétés albertaines pourraient accroître leur part du marché australien en ce qui concerne la fourniture de matériel d'exploitation du pétrole et du gaz et de services connexes. Cette visite a donné le branle à la mission sur le matériel et les services relatifs à l'exploitation du pétrole et du gaz et aux pipe-lines, envoyée par le gouvernement albertain à Perth et Adelaide en mars 1981. Le même mois, un groupe de cinq sociétés canadiennes se sont rendues à Melbourne et à Perth dans le cadre d'une mission commerciale technique sur les industries océaniques. Elles se sont fort intéressées aux projets d'aménagement des réserves de pétrole et de gaz de l'Australie situées au large des côtes. En avril 1981, plus de 80 Canadiens et Australiens représentant des sociétés canadiennes ont participé à la 21^e Conférence de l'Australian Petroleum Exploration Association (APEA), qui constitue un événement annuel important pour l'industrie australienne du pétrole et du gaz.

d) Succès canadiens

La Huidbay Oil and Gas et la Canada North West Land figurent au nombre des sociétés canadiennes participant à des activités d'exploration en Australie. Ces sociétés travaillent toutes les deux dans les régions du plateau du Nord-Ouest et du plateau d'Exmouth. La Huidbay Oil joue le rôle d'exploitant pour une association comprenant la Victorian Gas and Fuel Corporation et la Beach Petroleum, dans le bassin Otway. L'Argus Resources, par l'intermédiaire de sa filiale australienne Sion Resources, est en train d'explorer la mer d'Arafura.

La Tri-Ocean Engineering de Calgary, bien connue pour sa compétence dans le domaine maritime, a été choisie pour concevoir les modules de production du projet North Rankin "A", aux termes d'un contrat de sous-traitance accordé à la Worley Engineering. En outre, la Guildline Instruments de Smith Falls (Ontario), représentée par un agent local, approvisionne le marché australien depuis plusieurs années. Le volume de commerce atteint résulte de la persévérance et des efforts en vue de conquérir le marché, qui ont incité les responsables de la société à se rendre régulièrement en Australie pour aider leur agent. Avec un effort soutenu, il est probable que la Guildline réussisse à accroître sa part du marché. D'autres sociétés, comme la Streamflo et la Porta-test, ont également pu pénétrer sur le marché australien grâce à l'aide de représentants locaux.

e) Considérations relatives au marché

Comme l'Australie occidentale, qui renferme la plupart des réserves de pétrole et de gaz du pays, est isolée géographiquement des centres industrialisés de la nation, bon nombre des avantages concurrentiels qu'offre normalement la proximité du marché aux producteurs nationaux sont moins importants dans cette région. Toutefois, la distance relative constitue toujours un désavantage pour les producteurs canadiens car la proximité géographique de pays concurrents comme le Japon, Singapour et la Corée leur donne un avantage important du point de vue des coûts, en particulier pour les pièces plus grandes et plus chères de matériel utilisées dans les opérations en mer, qui sont en général fabriquées par des sociétés de construction navale. En plus d'être avantagés par la proximité géographique, les Japonais peuvent également réduire leurs coûts d'expédition en chargeant des marchandises sur des cargos transportant du minéral en vrac qui, autrement, effectueraient à vide le trajet de retour entre le Japon et l'Australie.

Le comportement des acheteurs australiens en matière d'approvisionnement s'oppose, dans une large mesure, à l'entrée de nouveaux exportateurs canadiens sur le marché. Les Australiens eux-mêmes tendent à regarder vers l'intérieur et préfèrent, dans la mesure du possible, s'approvisionner auprès des sociétés locales. Quant aux exploitants internationaux et aux filiales de sociétés multinationales, ils auront normalement recours à leurs réseaux d'approvisionnement d'outre-mer lorsqu'ils ne doivent pas acheter des produits sur place pour répondre aux quotas locaux prévus. L'ignorance générale de la compétence du Canada en Australie s'ajoute aux problèmes précités auxquels doit faire face l'éventuel fournisseur canadien. Toutefois, l'ignorance relative concernant les sociétés et produits canadiens est compensée dans une certaine mesure par une connaissance locale du matériel canadien utilisé ailleurs dans le monde. De plus, les nombreux Canadiens qui travaillent en Australie dans le secteur du pétrole et du gaz sont censés connaître les possibilités et avantages concurrentiels du Canada.

Il est évident que les sociétés canadiennes devront établir une présence visible en Australie afin de pouvoir vendre leurs produits sur ce marché. Elles devront construire les installations nécessaires pour fournir aux acheteurs un service après-vente et une aide technique, qui constituent des facteurs clés permettant de vendre du matériel à l'industrie australienne du pétrole et du gaz.

En outre, il est essentiel que les fournisseurs éventuels soient disposés à prendre des engagements à long terme envers le marché australien. Les acheteurs de matériel peuvent réaliser une économie importante en s'approvisionnant auprès d'une société pour obtenir une vaste gamme de services connexes. La standardisation des produits permet également d'améliorer le respect des dates de livraison garanties et le contrôle de la qualité. C'est pourquoi les sociétés désireuses de pénétrer sur le marché dans l'intention de fournir des produits dans le cadre de contrats uniques risquent de ne pas avoir beaucoup de succès.

Un certain nombre d'entreprises en coparticipation ont été créées par des fabricants australiens et des sociétés étrangères. Ces ententes servent à communiquer la technologie étrangère aux sociétés australiennes. Les entreprises en coparticipation servent également à procurer au fournisseur étranger à la fois une base d'activité en Australie et un moyen de satisfaire aux quotas préférentiels locaux d'approvisionnement en Australie. Par exemple, la Johns Perry Ltd. d'Australie et la UIE de France se sont associées pour concevoir le procédé et fabriquer les modules de production de la plate-forme North Rankin "A", située sur le plateau du Nord-Ouest. Dans une autre concession du plateau du Nord-Ouest, la Geraldton Building Co. d'Australie occidentale et la Chicago Bridge & Ron Co. ont uni leurs efforts pour construire les deux plates-formes de logement et l'héliport.

Il est essentiel que les exportateurs de produits vers l'Australie tiennent compte du rôle croissant que jouent les normes et règlements dans le marché australien. Les normes relatives aux produits sont en général fondées sur l'API des États-Unis ou sur les codes internationaux. Il existe des normes et règlements locaux dans les domaines de l'électricité et de la sécurité. L'installation électrique existant sur les produits est en général adaptée aux normes locales après l'importation du produit. Les règlements de sécurité relèvent de chaque État et varient considérablement d'un État à l'autre. Le nombre de règlements syndicaux concernant la sécurité et le confort augmente.

f) Concurrence et activité concurrentielle

La technologie américaine domine le marché malgré un accroissement des possibilités de l'Australie. Bien que la plupart des sociétés américaines aient établi leurs propres bureaux de vente, il existe un mouvement croissant en faveur de l'augmentation de la fabrication locale par les filiales, qui deviennent ensuite des bases pour les exportations régionales.

Selon les estimations, les parts actuelles des importations de matériel destiné aux champs pétrolifères et gazéifères s'établissent comme suit:

	1979-80	1980-81	1983-84
	<u>%</u>	<u>Prévisions</u>	<u>Prévisions</u>
		<u>%</u>	<u>%</u>
É.-U.	85	82	78
R.-U.	5	4	4
Japon	2	8	12
Allemagne de l'Ouest	1	2	2
Autre	7	4	4
Total	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Source: Price Waterhouse Associates, "A Report on the Market in Australia for Oil and Gas Field Equipment".

On prévoit que les sociétés japonaises augmenteront leur part du marché spécialement pour les produits connexes en acier comme les treillis de plate-forme, les revêtements de puits et d'autres produits tubulaires. Cette part s'accroîtra encore davantage si l'on inclut la demande de tuyaux pour la construction du pipe-line de Dampier à Perth. Les sociétés américaines, japonaises, britanniques, françaises, italiennes et allemandes, exécutent toutes des programmes dynamiques de commercialisation, parfois, comme dans le cas de la Grande-Bretagne, appuyés par l'envoi de missions et la participation à des foires, subventionnés par le gouvernement.

g) Plan d'action

Pour accroître la pénétration canadienne sur le marché australien du matériel et des services destinés à l'industrie du pétrole et du gaz et aux pipe-lines, il est essentiel de mettre sur pied un programme dynamique visant à faire connaître les possibilités de l'industrie canadienne aux responsables des approvisionnements participant à la réalisation des projets canadiens. Dans certains cas, la réalisation de cet objectif peut impliquer l'établissement de relations et de contacts directs avec les sièges sociaux de certaines des plus grandes sociétés multinationales, comme EXXON et Shell pour le développement et la production, et Fluor et Bechtel pour les pipe-lines.

Les mesures de commercialisation du matériel destiné à l'industrie du pétrole et du gaz devraient tenir compte

des domaines dans lesquels le Canada possède une forte capacité d'approvisionnement comme le forage, le traitement du gaz acide et les pipe-lines, et se concentrer en particulier sur les secteurs où les possibilités d'approvisionnement en Australie sont limitées. Il faudrait également envisager de collaborer avec des pays tiers en vue d'établir une éventuelle participation commune aux projets de grands travaux axés sur l'exploitation des ressources australiennes.

Les sociétés canadiennes doivent s'efforcer de faire connaître leurs produits en Australie. Il est absolument nécessaire d'établir une représentation locale pour pouvoir vendre des produits. Il existe de nombreuses entreprises compétentes avec lesquelles les sociétés canadiennes peuvent établir des relations. Le ministère de l'Industrie et du Commerce est disposé à aider les sociétés canadiennes à découvrir ces entreprises. Il est en général désirable que les entreprises choisies pour assurer la représentation en Australie possèdent des bureaux ou des succursales dans la plupart sinon dans tous les centres principaux d'exploitation de l'industrie pétrolière et gazière afin de couvrir le maximum de terrain possible.

Le plan d'action suivant a été établi conformément aux objectifs et moyens nécessaires d'accès au marché précisés plus haut:

- i) On préparera un programme d'information sur le marché, fondé sur les renseignements tirés du rapport de la Price Waterhouse Associates concernant le matériel destiné aux champs pétrolifères et gazéifères. Ce programme comprendra une étude sur les besoins de l'Australie en matériel destiné au secteur de l'exploration géologique, géophysique et sismique ainsi qu'un rapport détaillé sur les besoins en matériel destiné aux divers projets de construction de pipe-lines. On préparera également une étude sur les besoins de l'Australie en matériel d'exploration et de développement sous-marins. Le cas échéant, des renseignements pertinents seront communiqués sur certains débouchés particuliers, ainsi que sur certains exposés de situation et étude de marchés. Des spécialistes seront, au besoin, envoyés en Australie pour participer à la recherche de débouchés pour les exportateurs canadiens.
- ii) On entreprendra la préparation d'un rapport détaillé sur les possibilités actuelles et futures de

l'Australie dans ce secteur, en identifiant les sociétés locales avec lesquelles les sociétés canadiennes pourraient établir des relations en vue d'effectuer des transferts de technologie, de fabriquer conjointement des produits, d'installer des industries locales de montage, etc.

- iii) L'exposition Petroleum Technology Australia '81, qui se tiendra à Perth en novembre, comprendra une "présence canadienne". La province de l'Alberta présentera également un kiosque à cette exposition. Le cas échéant, on envisagera la possibilité de former de nouvelles missions commerciales.
- iv) Des annonces publicitaires seront publiées dans les journaux commerciaux australiens et les publications des associations. En outre, on organisera la distribution en Australie de "catalogues des possibilités canadiennes" qui seront préparés pour mettre un terme à la dépendance dans laquelle se trouve actuellement l'Australie à l'égard des publications américaines dans le domaine des renseignements sur les fabricants de matériel.
- v) On envisage de nommer en Australie un agent possédant des connaissances techniques dans le domaine de l'industrie pétrolière canadienne (exploitation terrestre et au large des côtes). Cet agent aurait spécifiquement pour mandat de promouvoir les exportations de matériel canadien d'exploitation pétrolière et gazière à destination de l'Australie. Cette affectation pourrait jouer le rôle d'un catalyseur contribuant à accroître le nombre d'entreprises en coparticipation créées par des sociétés canadiennes et australiennes.
- vi) Un poste sera créé afin de coordonner les exportations canadiennes de matériel et de services destinés à l'industrie pétrolière et gazière et les activités des sociétés multinationales en vue de la réalisation de projets et la satisfaction des besoins actuels dans toutes les régions du monde. Houston est le principal centre mondial de technologie et d'approvisionnement pour l'industrie du pétrole et du gaz. Londres (BP/Shell), les Pays-Bas (Shell), Los Angeles (Fluor) et San Fransisco (Bechtel) constituent également des centres importants.
- vii) La présentation de documents et discours aux réunions des diverses associations commerciales

australiennes sera encouragée. Ce programme devrait inclure les cercles financiers, l'industrie du pétrole et du gaz, les secteurs de la fourniture de matériel et de services et les divers organismes de réglementation jouant un rôle dans l'exploitation pétrolière canadienne.

- viii) Les maisons d'import-export seront encouragées à s'intéresser au marché australien. Des consortiums d'exportation seront créés dans la mesure du possible.
- ix) Une liste des principaux projets devant être réalisés en Australie sera dressée et mise à jour régulièrement.

2. Matériel électrique lourd

a) Possibilités

La ruée mondiale vers une énergie autre que le pétrole a attiré l'attention sur les énormes ressources houillères de l'Australie. Cette dernière utilise ce charbon comme moyen d'accroître énormément sa puissance de production pour un coût relativement modeste (aussi bas que 1,8 cent le KWh). Cette énergie est nécessaire pour répondre à deux impératifs:

- i) la croissance de la demande de consommation qui atteint en moyenne 6% par an; et,
- ii) la demande provenant d'industries consommant beaucoup d'énergie, comme les fonderies d'aluminium, en vue d'obtenir une électricité relativement bon marché.

Cette expansion de l'énergie électrique atteint une ampleur sans précédent, surtout dans l'Est, où sont concentrées les principales activités. Au cours des dix prochaines années, la Nouvelle-Galles du Sud investira \$8,6 milliards, le Queensland \$7,3 milliards et l'État de Victoria \$6,7 milliards. La puissance de production du Queensland passera de 3000 MW à 8000 MW dès 1990, tandis que celle de l'État de Victoria passera de 5210 MW à 9280 MW pendant la même période.

En plus de l'expansion des centrales électriques, l'Australie a énormément besoin de nouvelles lignes de transport, de matériel auxiliaire de commutation et de matériel électrique lourd. La Nouvelle-Galles du Sud projette d'installer dès 1984 une ligne de 500 kV d'une longueur de 200 km et une ligne de 330 kV de 650 km, l'État de Victoria prévoit l'aménagement d'une ligne de 500 kV de 538 km dès 1984, et l'Australie occidentale envisage la possibilité de construire une ligne HTCC de 1600 km reliant Perth à Pilbara. Du point de vue de l'utilisation d'électricité, on prévoit la construction de deux nouvelles fonderies d'aluminium à Hunter Valley (G.-G. S.), on est en train de doubler la capacité de la fonderie de l'Alcan en N.-G. S., et de construire la fonderie de l'Alcoa à Portland (Victoria); et l'Alcan envisage de construire une nouvelle fonderie au Queensland. Une activité intense se déroule également dans le domaine de l'aménagement de mines, tant à ciel ouvert que souterraines, au Queensland, en N.-G.S. et en Australie occidentale et, dans une moindre mesure, en Australie méridionale. Les mines à ciel ouvert doivent utiliser de grandes quantités d'énergie pour leurs grues à benne racleuse tandis que les mines souterraines consomment de

grandes quantités d'électricité pour faire marcher leurs machines d'extraction.

La croissance énorme de la production d'énergie électrique influera également sur la demande de conseillers en création industrielle et construction. Il y a pénurie d'ingénieurs dans toutes les spécialisations. Les services publics d'électricité, qui se chargent en général de la conception et de la gestion des projets concernant leurs centrales électriques ne peuvent étendre leur capacité. Pour la première fois, la Nouvelle-Galles du Sud et le Queensland font appel à l'étranger pour découvrir des conseillers pouvant effectuer ce travail.

Selon les estimations, le marché de la production et du matériel de transport d'électricité a atteint \$143 millions en 1980. Cette somme ne comprend pas les grands appareils comme les turbo-génératrices ou les chaudières qui représentent un type de matériel fait sur mesure. Sur ce marché total, la production locale intervient pour \$21 millions et les importations pour \$124 millions. Selon les prévisions, la croissance du marché, en valeur réelle, sera de 10% par an jusqu'en 1986.

b) Industrie canadienne

L'industrie de la fabrication de matériel électrique lourd comprend des fabricants spécialisés dans deux types de produits: le matériel et l'équipement de production, transmission ou distribution de l'électricité (par exemple génératrices, batteries, transformateurs, fils et câbles) et les produits qui utilisent de l'électricité (par exemple pour la fabrication de matériel industriel et de moteurs). Du point de vue de l'emploi et de la valeur des expéditions, l'activité de l'industrie est presque également répartie entre les deux catégories. Pour les besoins du présent document, il est toutefois utile de subdiviser le secteur en deux groupes: celui des sociétés produisant un nombre limité d'appareils sur mesure et celui des sociétés produisant un grand nombre de produits relativement standardisés, car les conditions de production existant dans ces deux groupes sont différentes. Dans le premier groupe, les sociétés utilisent une base technologique nationale solide pour produire des biens qui sont concurrentiels sur les marchés intérieur et étranger. C'est en grande partie grâce à ces sociétés que ce secteur connaît un commerce d'exportation aussi florissant. Les exportations, qui représentaient environ 10% de la production nationale au cours des dernières années, sont restées stables, à ce niveau, qui dépasse celui des États-Unis et du Japon. Les sociétés fabriquant des articles produits en masse sont en grande partie axées sur le marché intérieur. La dimension réduite du marché canadien et une

certaines fragmentation de la production ont restreint la possibilité pour l'industrie d'améliorer sa position concurrentielle grâce à l'augmentation de la taille des entreprises et de la spécialisation. Par conséquent, certains des produits de ces sociétés peuvent souffrir de la concurrence des exportations en provenance des producteurs étrangers plus importants qui peuvent réduire leurs coûts de production. Certaines sociétés s'efforcent maintenant de promouvoir leurs exportations grâce à l'établissement de mandats de production mondiale.

L'industrie canadienne de la production de matériel électrique lourd comprend plus de 200 sociétés, employant environ 30 000 travailleurs. La production est toutefois fortement concentrée puisque sept sociétés interviennent pour 40 pour cent des ventes. L'industrie est également concentrée sur le plan régional, 90% des entreprises étant situées en Ontario et au Québec, bien que d'importantes sociétés d'électricité soient installées dans toutes les provinces, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard. L'industrie est considérée comme un secteur de technologie de pointe.

c) Activités récentes du Canada en matière de commercialisation

En général, les sociétés canadiennes n'ont pas fait preuve d'une activité soutenue sur le marché australien. Toutefois, plusieurs sociétés ont présenté des soumissions en vue d'obtenir certains contrats. La Combustion Engineering of Canada, travaillant en collaboration avec l'International Combustion Australia Limited, a conçu et construit six chaudières thermiques en Nouvelle-Galles du Sud. En outre, la Trench Electric a vendu du matériel destiné à l'installation de lignes de transport aux réseaux de Nouvelle-Galles du Sud et de l'État de Victoria.

À la suite de l'achat de chaudières à la Combustion Engineering, la Commission d'électricité de Nouvelle-Galles du Sud a établi des contacts avec la Commission d'énergie hydro-électrique de l'Ontario qui utilise des chaudières de conception semblable. Ces relations ont été établies pour l'échange de renseignements techniques, mais peuvent déboucher à l'avenir sur des échanges plus structurés et à long terme de personnel. La Commission d'électricité de l'État de Victoria a également établi des relations officieuses avec l'Hydro-Ontario.

d) Succès canadiens

La Combustion Engineering of Canada a réussi à fournir des chaudières alimentées au charbon à la Commission d'électricité de N.-G. S. Quatre chaudières de 250 MW destinées à la centrale électrique de Liddell et deux chaudières de 660 MW destinées à la centrale de Vales Point ont été livrées dans le cadre d'une entreprise en coparticipation formée avec l'International Combustion Australia Limited. Le matériel effectivement exporté du Canada comprenait les broyeurs de charbon, les excavateurs et les brûleurs. En outre, tout le travail de conception a été effectué au Canada. La participation canadienne totale représentait environ 20% de la valeur du contrat. La Combustion Engineering travaille avec la Commission d'électricité et devrait soumissionner les travaux de construction de la future centrale de 2x660 MW, qui n'a pas encore reçu de nom.

La Trench Electric a bénéficié de l'intensification de l'activité dans le domaine de la construction de lignes de transport et de sous-stations; la société a réussi à vendre des réacteurs, des filtres antiparasite et des transformateurs de tension à condensateur aux Commissions d'électricité des États de N.-G. S., Victoria et du Queensland. Les ventes effectuées pendant l'année terminée en juin 1981 atteindront \$2,0 millions. La société est la première entreprise qui a fourni à l'Australie des collecteurs pour une ligne de 500 kV et des transformateurs stabilisateurs de tension. Le succès de la société est dû à sa réputation d'excellence et à l'efficacité de son réseau de commercialisation, qui fonctionne par l'intermédiaire d'un agent australien, la Kendall Knight Pty. Cette société surveille de près le marché et obtient des cotes de la Trench grâce à des contrats individuels. La société peut également répondre aux questions des clients et résoudre les problèmes qui se posent.

e) Considérations relatives au marché

Le besoin de disposer d'une représentation locale constitue le principal obstacle au succès de la commercialisation du matériel électrique lourd. En ce qui concerne les pièces de grande dimension, les services de vente et de conception jouent un rôle important car ces éléments font souvent partie d'ensembles beaucoup plus considérables de matériel, et les normes de conception doivent être établies en fonction du reste du matériel qui doit être utilisé, et adaptées à ce matériel. En outre, certains types d'appareils sont demandés dans le cadre d'adjudica-

tions globales, et le fournisseur canadien doit être en liaison constante avec les autres fournisseurs pour s'assurer que son matériel est inclus.

Des tarifs pouvant atteindre 30% s'appliquent au matériel qui est ou peut être fabriqué en Australie. Ces tarifs comprennent notamment un tarif préférentiel de 15% pour les disjoncteurs, un tarif général de 30% pour les filtres antiparasite et un tarif général de 25% pour les bobines de réactance.

f) Concurrence et activité concurrentielle

Les principaux concurrents des sociétés canadiennes sont les entreprises japonaises qui ont obtenu tous les principaux contrats de livraison des turbo-génératrices, des chaudières, des grands moteurs et des transformateurs ou des redresseurs-transformateurs au cours des dernières années. Les acheteurs estiment que le matériel japonais est offert à un prix vraiment intéressant, avec d'excellentes conditions de financement et des délais de livraison très raisonnables, qu'il est conçu et construit de façon traditionnelle et qu'il est extrêmement fiable. Les grandes maisons japonaises d'import-export, comme la Mitsui et la C. Itoh, fournissent d'excellents services de vente et d'après-vente. Toutefois, aucune grande centrale électrique équipée de matériel japonais n'est encore en service car ces centrales doivent encore prouver qu'elles peuvent fonctionner.

Les É.-U., l'Allemagne, la Suède, la Suisse et le R.-U., dans une moindre mesure au cours des dernières années, ont également joué un rôle sur le marché australien. Le matériel canadien peut en général soutenir la concurrence des produits en provenance de ces pays.

g) Plan d'action

Le plan d'action suivant est proposé afin de veiller à ce que les sociétés canadiennes connaissent les débouchés existant en Australie et de leur permettre d'établir une représentation compétente dans ce pays:

- 1) une mission constituée des dix plus importants fournisseurs canadiens de matériel a effectué une visite en Australie en octobre 1981. La mission s'intéressait surtout aux principaux services publics, aux sociétés minières et aux fonderies d'aluminium, et a visité les régions du Queensland, de la Nouvelle-Galles du Sud, de l'État de Victoria et de l'Austra-

lie occidentale. Elle comprenait des fabricants de transformateurs élévateurs et abaisseurs de tension, de matériel de transmission, de redresseurs, de grands moteurs pour les pompes à eau et les ventilateurs, de machines d'extraction minière et de systèmes de commande de transmission et des centrales électriques;

- ii) des ingénieurs électriciens canadiens seront détachés auprès des services publics australiens pour faire connaître les compétences et les techniques canadiennes en Australie. Les principaux domaines d'intérêt comprendront la conception de centrales électriques et de lignes de transport à haute tension ainsi que la gestion des projets. Les services publics de la N.-G. S. et du Queensland ont été contactés et désirent vivement donner suite à ce projet;
- iii) la seconde étape de l'étude de la Price Waterhouse sur le marché du matériel électrique industriel lourd sera achevée afin de fournir une analyse détaillée du marché, comprenant les acheteurs et les fabricants de matériel ainsi que la concurrence étrangère. Cette étude devrait également indiquer aux fabricants canadiens les sociétés représentant les fabricants étrangers de matériel auxiliaire et identifier les éventuels associés ou co-détenteurs de permis;
- iv) des journalistes spécialisés dans la production et le transport d'électricité se rendront au Canada pour y effectuer une visite qui servira à recueillir des données pour la publication de renseignements sur les plus récents progrès accomplis au Canada;
- v) des profils à jour des projets (semblables à la liste jointe des projets de centrales électriques) seront établis sur une base trimestrielle afin de donner aux fabricants canadiens un aperçu du marché;
- vi) au début de 1982, les services publics des États enverront une mission d'ingénieurs en chef pour rencontrer leurs homologues et les fabricants de matériel canadiens afin de discuter de la conception interne et de la gestion des projets;
- vii) des séminaires sur le matériel électrique auront lieu en Australie au cours de l'automne de 1982.

LISTE DES PROJETS DE CENTRALES ÉLECTRIQUES

CENTRALE	TYPE	DIMENSION	ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX	DATE D'ACHÈVEMENT
<u>N.-G.S.</u>				
WALLERAWANG	Thermique/ charbon	1 x 500MW	En construction	1981
ERARING	Thermique/ charbon	4 x 660MW	En construction	1983-84
BAYSWATER	Thermique/ charbon	4 x 660MW	Contrats de fabrication des chaudières/génératrices accordés à IHI/MITSUI	1985-86
MT. PIPER	Thermique/ charbon	2 x 660MW	Contrats de fabrication des chaudières/génératrices accordés à IHI/MITSUI	1987
Sans nom	Thermique/ charbon	2 x 660MW	Planification. Les con- trats de fabrication des chaudières seront accordés en janvier 1982	1989
<u>QUEENSLAND</u>				
GLADSTONE	Thermique/ charbon	2 x 275MW	En construction	1981-82
WIVENHOE	Accumulation par pompage/ hydraulique	2 x 250MW	En construction	1983
TARONG	Thermique/ charbon	4 x 350MW	Contrats de fabrication des chaudières/génératrices accordés à C.ITOH/HITACHI	1985
CALLIDE	Thermique/ charbon	2 x 350MW	Contrats de fabrication des chaudières/génératrices accordés à C.ITOH/HITACHI	1986
BILOELA - Queensland central	Thermique/ charbon	4 x 350MW	Planification	1987

LISTE DES PROJETS DE CENTRALES ÉLECTRIQUES

CENTRALE	TYPE	DIMENSION	ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX	DATE D'ACHÈVEMENT
Sans nom	Thermique/ charbon	4-6x350MW	Planification	1988
BURDEKIN	Hydraulique	500MW	Étude de faisabilité	N.D.
<u>AUSTRALIE SEPTENTRIONALE</u>				
ORD RIVER	Hydraulique	2 x 30MW	Planification	1988
(Projet entrepris conjointement avec l'Australie occidentale, où se trouve en fait l'emplacement de la centrale)				
<u>VICTORIA</u>				
YALLOURN W-3&4	Thermique/ charbon	2 x 375MW	En construction	1981-82
DARTMOUTH	Hydraulique	1 x 150MW	En construction	1981
NEWPORT D	Gaz	1 x 500MW	Essais de fonctionnement	1981
LOY YANG A	Thermique/ charbon	4 x 500MW	Contrats accordés pour la fabrication des chaudières/ génératrices	1984-87
LOY YANG B	Thermique/ charbon	4 x 500MW	Publication du cahier des charges	1988-91
DRIFFIELD	Thermique/ charbon	4 x 500MW	Appel d'offres en 81/82	1992-95
<u>AUSTRALIE MÉRIDIONALE</u>				
TORRENS ISLAND 3 & 4	Thermique/gaz -pétrole	2 x 200MW	En construction	1981
NORTHERN POWER STATION	Thermique/ charbon	2 x 250MW	Contrats accordés pour la fabrication des chaudières/ génératrices	1984-85
PROJET D'EXPLOI- TATION DE CHAR- BON DE QUALITÉ INFÉRIEURE	- On étudie la possibilité de construire des centrales devant brûler du charbon à forte teneur en soufre, à haut degré d'humidité et riche en cendres. Des échantillons de ce charbon ont été envoyés en Allemagne pour des essais de combustion			

LISTE DES PROJETS DE CENTRALES ÉLECTRIQUES

CENTRALE	TYPE	DIMENSION	ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX	DATE D'ACHÈVEMENT
<p><u>AUSTRALIE OCCIDENTALE</u></p> <p>BUNBURY C</p> <p>ORD RIVER - Voir AUSTRALIE SEPTENTRIONALE</p> <p>RÉGIONS ÉLOIGNÉES- On étudie la possibilité de construire de petites génératrices (de moins de 1MW) alimentées par diverses sources d'énergie.</p>	<p>Thermique/ charbon</p>	<p>2 x 350MW et 2 grou- pes facul- tatifs</p>	<p>Enregistrement préalable de l'intérêt-projet clé en main</p>	<p>1984-85</p>
<p><u>TASMANIE</u></p> <p>PIEMAN RIVER</p>	<p>Hydraulique</p>	<p>2 x 112MW</p>	<p>Contrats de fabrication des génératrices à turbines accordés à Fuji</p>	<p>1986</p>

3. Télécommunications

a) Débouchés

Bien que les ventes canadiennes de matériel de communication et de services connexes à l'Australie aient été très modestes dans le passé, ce pays offre toutefois des débouchés aux exportateurs. Ces débouchés se situent dans les domaines de la livraison de matériel de télécommunications à la Commission australienne de radiodiffusion (Australian Broadcast Commission), Telecom Australia, et à la Commission des télécommunications transocéaniques (Overseas Telecommunications Commission), de la fourniture de matériel de communication par satellite et de services de consultation pour la construction du premier satellite australien, qui sera lancé en 1985, de la livraison de matériel et de services relatifs au système Télidon aux entreprises privées et peut-être aux sociétés statutaires à mesure que l'Australie commencera à utiliser le système vidéotex, de la fourniture de matériel télex et multiplex et d'autres matériel et services de communication.

La Commission australienne des télécommunications, connue sous le nom de Telecom Australia, est comptable au Parlement par l'entremise du ministre des Communications. Elle possède le contrôle exclusif de l'octroi de services téléphoniques, de télex, de communication de données et de télégraphes, et de l'installation de relais pour la radiodiffusion et la télédiffusion. La Commission, qui a enregistré des recettes de \$3,0 milliards et des profits de \$280 millions pendant l'année financière 1979/80, a également acquis des immobilisations d'une valeur de \$1,3 milliard pendant la même année. Sur cette somme, \$1130 millions étaient consacrés au matériel de télécommunications, y compris \$293 millions dépensés pour l'achat de téléphones et d'appareils connexes destinés aux abonnés, \$255 millions consacrés au matériel de central, \$22,4 millions au matériel de communication de données, \$21,1 millions aux téléscripteurs et \$4 millions aux modems. Telecom a toujours acheté 90% de son avoir aux sociétés locales, qui comprennent les filiales de nombreuses sociétés multinationales réputées comme Philips, ITT, Plessey, Siemens et L.M. Ericsson.

En avril 1981, le gouvernement australien a annoncé au Parlement qu'il entreprendrait une étude d'importance capitale sur les activités de Telecom afin de déterminer dans quelle mesure sa compétence en matière de télécommunications devrait être transférée à des sociétés privées. L'étude, qui devrait durer de 12 à 18 mois, a été entre-

prise à la suite de pressions exercées sur le gouvernement par des sociétés du secteur privé désireuses de mettre fin au monopole de Telecom. Les résultats de l'étude et les mesures subséquentes prises par le gouvernement peuvent améliorer les possibilités offertes aux fournisseurs "non traditionnels", notamment canadiens. On recommande donc aux fabricants de matériel et aux conseillers de suivre de près l'évolution de la situation et de s'intéresser aux sociétés pouvant devenir des entreprises privées fournissant des services de télécommunications.

Il faut également mentionner un autre domaine pouvant intéresser les sociétés canadiennes. Jusqu'à une date récente, Telecom Australia contrôlait les normes sur le matériel dont le raccord est autorisé et la sélection préalable du matériel. Le contrôle des normes sur le matériel vient toutefois d'être confié à un organe indépendant. Si ce nouvel organisme adopte une approche différente de celle de Telecom, la fourniture de matériel fabriqué au Canada pourrait être reconsidérée.

Le second domaine offrant des perspectives intéressantes aux sociétés canadiennes est celui des communications intérieures par satellite, surtout parce que la nature et la portée du système canadien sont très semblables à celles du système que l'Australie compte installer. En 1979, le gouvernement australien a annoncé sa décision de construire un système national de communication par satellite (DOMSAT) pour un coût qui était alors estimé à \$277 millions. En septembre 1980, la Commission des télécommunications transocéaniques (Overseas Telecommunications Commission) a été chargée de s'occuper provisoirement du projet. Les sociétés canadiennes ont déjà présenté des soumissions pour la livraison de matériel comprenant des installations aussi diverses que les stations terrestres destinées aux grandes villes et les stations de retransmission, les terminaux téléphoniques et les terminaux de radiodiffusion directe dans les foyers, ainsi que les éléments du satellite proprement dit et le matériel de dépistage par satellite, de télémétrie, de commande et de contrôle. Ces sociétés ont reçu l'aide du gouvernement canadien pendant les trente derniers mois.

La possibilité de vendre du matériel et des services vidéotex Télidon se dessine aussi en Australie. Selon les premières indications, Télidon aurait fait une impression favorable sur les entreprises australiennes de détail, après que ces dernières eurent étudié les avantages comparatifs des techniques se faisant concurrence dans ce domaine.

b) Industrie canadienne

Pour répondre aux besoins d'une société aisée et desservir un territoire vaste et accidenté, les sociétés canadiennes de télécommunications ont rendu le Canada pratiquement auto-suffisant dans le domaine des télécommunications. Au cours de ce processus, le Canada a acquis une réputation internationale dans le domaine des télécommunications de pointe et est maintenant reconnu comme chef de file en matière de techniques de communication. Ces techniques répondent aux besoins de l'Australie, qui cherche à obtenir un matériel perfectionné et fiable, particulièrement dans les domaines précisés ci-après.

En 1978, le ministère des Communications du Canada (MDC) a annoncé la mise au point d'un terminal vidéotex perfectionné, appelé Télidon, pouvant produire des images avec une résolution bien plus prononcée que celle du matériel actuellement disponible. La supériorité du système est également démontrée par la souplesse et la compatibilité des bases de données avec divers terminaux ainsi que par la capacité théorique d'expansion future. Au début de 1979, Bell Canada a entrepris des essais d'un système vidéotex appelé Vista, qui utilisait le réseau téléphonique public pour transmettre des informations graphiques et textuelles stockées dans des banques de données. Par la suite, d'autres sociétés canadiennes, dont la Norpak, ont adopté la technologie de Télidon et fabriquent en ce moment une gamme de matériel et d'équipement Télidon. La Northern Telecom étudie également certaines possibilités du marché actuel et pourrait pénétrer dans certains domaines spécialisés de la fabrication de matériel Télidon. Les sociétés canadiennes fournissant du matériel et des services d'information se rapportant au système Télidon rencontrent déjà un accueil favorable pour leur technologie sur le marché australien et d'autres marchés d'exportation.

Comme d'autres systèmes vidéotex, le Télidon comprend un téléviseur légèrement modifié ou récepteur-témoin de visualisation, un dispositif transcripteur de liaison, un système de télécommunications et un ordinateur central. Toutefois, le système Télidon possède un micro-ordinateur dans tous ses terminaux, exploite à fond les derniers progrès réalisés dans le domaine des techniques de l'infographie et de la communication des données de télécommunications, et il est particulièrement bien adapté pour convertir un téléviseur en un instrument d'information.

La technique de transmission par fibres optiques est utilisée dans les systèmes canadiens de communication depuis 1976. Dans le domaine des plans de boucle d'abonnés, Bell Canada a effectué un essai dans une zone résidentielle de Toronto (Ontario) comprenant 36 ménages, pour démontrer la possibilité de réaliser la transmission simultanée de communications téléphoniques, de données, et de programmes de télévision sur des installations urbaines en boucle, dans les conditions habituelles de travail. Dans le milieu rural, un important programme d'essais sur le terrain est financé conjointement par l'Association canadienne des sociétés exploitantes de télécommunications (ACSET) et le MDC, en collaboration avec le Manitoba Telephone System, Bell Canada et l'Alberta Government Telephone, qui sont tous membres du Réseau téléphonique transcanadien. Quelque 150 ménages de la petite communauté rurale d'Elie, au Manitoba, participent à ces essais, qui constituent les premiers tests des usages multiples des systèmes de fibres optiques dans une collectivité rurale de cette dimension. La capacité de l'industrie est en train de s'accroître davantage grâce à la construction, cette année, par la Northern Telecom d'une installation de fabrication de câbles et de matériel de terminal pour fibres optiques à Saskatoon.

On procède actuellement au Canada à d'autres essais et expériences concernant la transmission par fibres optiques, auxquels participent l'industrie, les gouvernements et de nombreuses sociétés exploitantes, parmi lesquelles la Bell, l'AGT, la B.C. Telephone et la Manitoba Telephone fournissent des services de consultation. Par exemple, l'Alberta Government Telephone a déjà commencé à installer un réseau de fibres optiques qui transportera quelque 30 000 circuits téléphoniques sur une distance de 50 kilomètres. Lorsqu'il entrera en service, ce réseau constituera l'une des plus importantes liaisons de fibres optiques à grande puissance au monde, avec un cycle de vie estimé à 30 ans. Un programme semblable entrepris par la Saskatchewan Telephone fournira un réseau d'environ 32 000 kilomètres de communications par fibres optiques.

Le Canada est également auto-suffisant dans le domaine des télécommunications terrestres à micro-ondes. En ce moment, il existe trois réseaux principaux de micro-ondes qui utilisent de nombreuses liaisons de ramification à micro-ondes interconnectées dans tout le pays. Deux de ces réseaux sont exploités par le RTT sur la bande de 4 GHz et un par les Télécommunications GN-CP sur la bande de 6 GHz. L'ensemble du réseau comprend en outre plus de 100 stations terrestres de satellites, qui jouent un rôle

capital dans la liaison de nombreuses collectivités disséminées dans tout le pays. En 1980, un système de radio numérique supplémentaire (8 GHz) a été intégré au système analogique existant de 4 GHz du RTT entre Toronto et Calgary.

Lors du lancement de la série de satellites Anik A en 1972, le Canada a établi le premier système national de communication par satellite géostationnaire du monde. Trois satellites de ce type ont fourni des services de communication à des Canadiens vivant sur un territoire de 10 millions de kilomètres carrés. Depuis le lancement d'Anik A, une deuxième, troisième et quatrième séries de satellites ont soit été construites soit sont en préparation, en collaboration avec l'industrie américaine et européenne. La plupart des satellites commerciaux de communication utilisés dans le monde comportent certains sous-systèmes mécaniques et électroniques canadiens. En collaboration avec la National Aeronautics and Space Agency (NASA) des États-Unis, le Canada a conçu le télémanipulateur spatial pour le système de transport de la navette spatiale. La Spar Aerospace Ltd. est le principal fabricant canadien de satellites et d'autres systèmes spatiaux.

Depuis l'intégration du DATAROUTE dans le Réseau téléphonique transcanadien (RTT) en 1973, le Canada possède son propre réseau national de transmission numérique. Cette mesure a été suivie, en 1977, de l'adoption des systèmes de commutation par blocs et de commutation numérique. Ces derniers ont, à leur tour, été rattachés au réseau américain et devraient, le moment venu, faire partie d'un réseau intégré de services de communication téléphoniques, de données et visuelles dans tout le Canada et aux États-Unis. Aujourd'hui, les fabricants et les sociétés produisant des systèmes au Canada participent à la conception et à la mise au point de certains des services les plus perfectionnés de traitement de l'information. La Northern Telecom et l'AEL Microtel offrent une vaste gamme de produits destinés à ces applications. Les fournisseurs de stations terrestres comprennent également la Spar Aerospace ainsi que les sociétés SED Systems et Raytheon Canada.

Un grand nombre de systèmes de radiotransmission mobile à haute fréquence (HT, THF et UHF) sont fabriqués au Canada et fournissent un nombre sans cesse croissant de services commerciaux et publics. Ces systèmes comprennent les stations mobiles, les stations de base et les stations transportables. Il existe une demande croissante pour la fabrication de systèmes mobiles de téléphonie sans fil

pouvant s'intégrer aux réseaux téléphoniques transcontinentaux. En Alberta, l'Alberta Government Telephone exploite le service mobile intégré de téléphonie sans fil le plus important du monde, qui comprend 24 000 unités mobiles raccordées à quelque 400 stations de base. Le secteur privé de l'Alberta compte lui aussi plus de 30 000 unités mobiles en service. Les sociétés Motorola Canada, WR Communications, Spilsbury & Tyndall et Mobile Data Incorporated figurent au nombre des fournisseurs canadiens de ces systèmes.

Les principaux fabricants de matériel de télécommunications, comme Northern Telecom et Mitel, s'intéressent maintenant davantage aux marchés du Pacifique dans le cadre de leurs programmes généraux de commercialisation, afin de vendre des produits perfectionnés de commutation numérique. Les deux sociétés fabriquent des produits PABX qui sont très bien accueillis sur les marchés d'exportation. Northern Telecom peut installer le système de commutation numérique SL-1 pour desservir jusqu'à 32 abonnés différents. Northern Telecom produit également le système de commutation par blocs SL-10 qui relie un certain nombre de terminaux de données dispersés à un seul ordinateur ou contribue à créer un seul réseau commun pour une foule d'ordinateurs et de terminaux, intégré au réseau de commutation par blocs DATA PAC du RTT. Northern fabrique également le système d'autocommutation numérique DMS consistant à construire des blocs à partir de concentrateurs de lignes (DMS-1) et de centraux locaux reliant jusqu'à 6000 lignes (DMS-10) à des centraux d'une capacité pouvant atteindre 100 000 lignes (DMS-100); le système de commutation interurbaine pouvant servir jusqu'à 90 000 lignes de jonction interurbaines (DMS-200) et un commutateur spécialement conçu pour respecter les applications des centres de transit internationaux.

Bien que Mitel n'ait pas encore adopté les commutateurs CO, son éventail de produits PABX, SX/10/20/100/200 a alimenté un marché d'exportation en expansion rapide. La société fabrique également une vaste gamme de "produits de télécommunications" destinés à améliorer l'efficacité technique des centraux existants.

c) Activité récente du Canada en matière de commercialisation

Le gouvernement canadien, en particulier les ministères des Communications et de l'Industrie et du Commerce, ont participé directement aux efforts déployés récemment pour démontrer les qualités du matériel canadien de télécommunications en Australie. Une mission du ministère des

Communications envoyée en Australie en mai 1979 comprenait des discussions avec des hauts fonctionnaires du gouvernement, des députés, la Commission australienne de radiodiffusion, Telecom Australia, et la Commission des télécommunications transocéaniques (Overseas Telecommunications Commission). Ces discussions ont été suivies d'essais des satellites canadiens de téléphonie à distance et de radiodiffusion directe, effectués dans presque 50 endroits différents du Queensland et de la Nouvelle-Galles du Sud. Plusieurs sociétés, dont Télésat Canada, Spar Aerospace, SED Systems, Canadian Astronautics, Cantel et Raytheon Canada ont, par la suite, été représentées à un atelier organisé à Canberra afin de démontrer la possibilité d'utiliser les systèmes canadiens de communication dans le contexte australien, de montrer les applications pour les services téléphoniques et de télévision dans les régions éloignées, de faire connaître l'ampleur et le succès du réseau de Télésat Canada ainsi que les essais d'Hermès dans les domaines de la télé-médecine et du télé-enseignement, la transmission par fibres optiques, les programmes Anik B et Anik C et Télidon.

d) Succès canadiens

En mars 1981, Télésat Canada a obtenu un contrat d'une valeur de \$500 000 pour la fourniture des services de consultation pour la première phase du projet DOMSAT. On espère que des contrats semblables de consultation, d'une valeur de \$4 à \$5 millions, seront accordés pour les deuxième et troisième phases.

En ce qui concerne Télidon, on a annoncé au cours de la conférence tenue à Toronto en 1981 sur les systèmes vidéo-tex que la Norpak et la Hemton avaient conclu avec la Consolidated Electronic Industries de Melbourne des contrats de vente, évalués à \$2 millions et \$1 million respectivement, pour la livraison d'éléments qui seront intégrés dans une vaste gamme de matériel Télidon en Australie. En outre, au milieu de 1980, du matériel de télex à utilisation partagée à répartition dans le temps évalué à environ \$600 000, a été vendu par l'Interdaco à la Commission des télécommunications transocéaniques (Overseas Telecommunications Commission).

e) Considérations relatives au marché

Malgré les progrès accomplis récemment dans le secteur des télécommunications australiennes, les circuits commerciaux traditionnels entre l'Australie et ses partenaires commerciaux pourraient, selon les prévisions, continuer à

exercer une certaine influence dans un proche avenir. Par exemple, l'Australie vend pour environ \$4 milliards de marchandises au Japon (surtout des produits agricoles et des matières premières industrielles), mais n'achète que pour \$2 milliards de produits en retour (surtout des produits manufacturés). Ce facteur, auquel s'ajoutent la proximité géographique du Japon et sa compétence dans le domaine de l'électronique, font de ce pays un concurrent formidable sur le marché australien des télécommunications. Les sociétés européennes ainsi que certaines sociétés américaines sont également bien représentées en Australie, et sont certainement aussi très intéressées à accroître leur part du marché. Il est important pour ces compagnies, ainsi que pour les sociétés canadiennes intéressées, de noter que les exigences concernant la participation australienne font de l'entreprise en coparticipation et des ententes concernant l'octroi de permis, le mode de commerce accepté pour atteindre les objectifs prévus en ce qui a trait au volume d'exportation ou à l'approvisionnement à long terme du marché.

Comme Telecom Australia occupe une position de monopole dans les services australiens de télécommunications, sa politique en matière d'approvisionnement a eu une influence considérable sur le volume et la nature des importations australiennes de matériel de communication. Comme on l'a déjà mentionné, cette situation pourrait toutefois changer quelque peu en fonction des résultats de l'enquête menée par le gouvernement australien sur les activités de Telecom. Les consortiums du secteur privé exploités en Australie ont déjà indiqué qu'ils étaient prêts à fournir la plupart des services qui jusqu'à présent faisaient partie des compétences exclusives de Telecom. L'établissement d'un organe provisoire chargé de prendre les décisions relatives aux normes d'interconnexion pendant le déroulement de l'enquête pourrait également offrir certains débouchés réels aux fabricants canadiens.

f) Concurrence et activité concurrentielle

L'Australie compte parmi ses fabricants de matériel de télécommunications les filiales de sociétés d'une réputation mondiale aussi grande que Philips, Standard Telephone and Cables, Plessey, Siemens et L.M. Ericsson, ainsi qu'une société d'une certaine importance, l'Amalgamated Wireless of Australia, qui a pris de l'expansion localement. En raison de la préférence apparente de Telecom Australia pour les sociétés établies et de la politique du gouvernement australien donnant l'avantage aux produits australiens, il semble opportun pour tout fabricant

canadien sérieux d'envisager la constitution d'une entreprise en coparticipation ou de conclure une entente pour l'obtention d'un permis afin de pouvoir pénétrer sur le marché australien.

En ce qui concerne le projet DOMSAT, on prévoit que la concurrence pour la fabrication de l'engin spatial viendra de la Ford Aerospace, de la Satcom International et peut-être de la Thomson-CSF. La concurrence pour la construction des principales stations terrestres urbaines pourrait venir de la Hughes (associée à l'Amalgamated Wireless of Australia), la Nippon Electric Company, la Thomson-CSF, la General Telephone and Electric et la Standard Telephone and Cables. Selon les estimations, les soumissions envoyées au ministère des Transports provenaient de la Hughes (une fois de plus associée à l'Amalgamated Wireless), la Nippon Electric, la Thomson-CSF, et la Standard Telephone and Cables, ainsi que des sociétés canadiennes citées précédemment. Pour la partie du projet DOMSAT concernant la fourniture de matériel de télécommunications, les sociétés Ericsson et Amalgamated Wireless, Nippon Electric et Thomson-CSF peuvent faire concurrence aux Canadiens. En ce qui concerne l'installation de radiodiffusion directe dans les foyers, il semble que les sociétés japonaises comme Nippon Electric, Fujitsu et Sanyo seront les principaux concurrents des Canadiens. La majeure partie de ces terminaux seront destinés à des particuliers ou à des sociétés privées plutôt qu'au gouvernement australien.

g) Plan d'action

La réussite des efforts canadiens de commercialisation dans ce secteur dépendra de la possibilité de disposer de renseignements exacts et à jour concernant l'évolution de la situation en Australie. Il faudra en outre faire connaître davantage aux autorités australiennes les possibilités du Canada dans le domaine des communications. En plus des activités normales de collecte des renseignements et d'aide fournies par les consulats canadiens en Australie, on propose de prendre les mesures suivantes:

- 1) Les clients australiens éventuels continueront d'être informés sur la qualité du matériel canadien qui est disponible. Toutefois, pour que les efforts de promotion du Canada puissent aboutir, les sociétés canadiennes devraient être disposées à créer des entreprises en coparticipation ou à conclure des ententes concernant l'octroi de permis avec les sociétés australiennes pour que certaines activités de production puissent avoir lieu en Australie.

- ii) Les activités de promotion du satellite canadien devraient continuer bien que les soumissions pour la fourniture de matériel destiné au projet DOMSAT aient été présentées. De fait, il faut continuer à relancer les acheteurs éventuels. Par conséquent, des mesures seront prises pour fournir aux autorités australiennes des renseignements à jour sur les progrès réalisés au Canada dans le domaine des communications par satellite, sur l'industrie spatiale canadienne, sur l'important sujet de la collaboration entre le gouvernement et l'industrie et sur les questions réglementaires.

- iii) La mission organisée en février 1981, après une première mission en août 1979, pour faire connaître Télidon, a parfaitement réussi à susciter de l'intérêt en Australie. On devrait soutenir cet intérêt en envisageant d'aider les sociétés qui ne sont pas encore représentées en Australie. Ces activités mettraient l'accent, à court terme, sur la représentation des produits, des pièces de rechange et des services auxiliaires dans le but d'encourager la cofabrication à long terme.

- iv) Ces dernières années, les Australiens ont généralement manifesté un intérêt considérable envers les structures d'organisation, les produits et les services offerts par le Canada en matière de communication. Afin de maintenir ce haut niveau d'intérêt, il est fortement désirable de fournir continuellement aux responsables australiens concernés une foule de renseignements à jour sur les télécommunications, les techniques des satellites et Télidon.

4. Matériel pour l'industrie forestière

a) Débouchés

L'industrie forestière australienne connaîtra un taux de croissance rapide dans les années 80 en raison de l'augmentation des réserves forestières, en particulier des plantations de conifères. Depuis les premières plantations, faites il y a quelque 70 ans, l'Australie a suivi un programme continu de plantation de conifères, surtout de pins de Monterey, afin de devenir pratiquement auto-suffisante pour toutes les catégories de produits de bois résineux. Les conifères poussent rapidement en Australie, permettant la première coupe d'éclaircie de bois à pâte entre l'âge de 13 et 15 ans, et de la production de billes de sciage et de bois à pâte, sur une base intégrée, à partir de 19 ans jusqu'à la dernière récolte à l'âge de 35-45 ans. La superficie actuelle des plantations de pins couvre quelque 700 000 hectares, et le programme de plantation se poursuivra au rythme de 25 000 hectares par an, pour atteindre une superficie totale estimée à 1,2 million d'hectares en l'an 2000.

La prévision estimant que dès la fin de ce siècle la production de billes de sciage et de bois à pâte tombera de 12,3 millions de mètres cubes par an à 11,2 millions de mètres cubes illustre clairement la perte d'importance du bois d'eucalyptus indigène (feuillu). Comparativement, la production annuelle totale provenant du sciage et de la conversion des résineux augmentera de façon spectaculaire pendant la même période, passant de 5,1 à 13,3 millions de mètres cubes. Très peu de pays à l'échelle internationale bénéficient comme l'Australie de programmes d'expansion artificielle des ressources forestières.

Les secteurs de l'abattage et du sciage des résineux ont déjà subi des changements importants. Le matériel de récolte et de conversion a remplacé la méthode traditionnelle d'abattage à la scie à chaîne, et des usines complètement automatisées possédant une grande capacité de production ont remplacé la scierie employant beaucoup de main-d'oeuvre exploitée "dans le bois".

La prochaine étape du programme d'expansion réalisé en Australie consistera à augmenter la capacité de réduction en pâte en tenant compte des ressources disponibles. Des projets d'un coût de \$2,1 milliards sont en cours de planification ou considérés rentables. Une étude récente a indiqué qu'en raison de la limitation des marchés intérieurs, les producteurs australiens et néo-zélandais de pâtes et papiers devront construire de grandes usines spécialisées axées sur l'exportation pour tirer pleinement profit des ressources forestières supplémentaires.

Les sociétés suivantes occupent une position dominante dans le marché australien de la fabrication de papier:

- i) L'Australian Paper Manufacturers Ltd. (APM) qui produit 200 catégories de papier kraft et de carton;
- ii) L'Associated Pulp & Paper Mills Ltd. (APPM) qui produit du papier fin, y compris du papier pour les annuaires téléphoniques;
- iii) L'Australian Newsprint Mills Ltd. (ANM) qui est le seul producteur local de papier journal;
- iv) la Kimberley Clark Australia Pty Ltd. (APCEL) appartenant pour moitié à l'APM, qui fabrique du papier de soie et du papier hygiénique;
- v) la Bowater Scott Corporation Ltd., qui fabrique du papier de soie et du papier hygiénique.

L'APM et l'APPM interviennent ensemble pour \$1,6 milliard des projets qui seront probablement réalisés, comprenant la construction d'usines de pâtes en Australie méridionale, en Nouvelle-Galles du Sud, au Queensland et en Tasmanie, ainsi que l'expansion en cours de l'usine de pâtes du grand complexe de l'APM à Maryvale, dans l'État de Victoria. Deux autres sociétés, la W.A. Chip & Pulp de Perth et la Harris Daishowa Ltd. d'Eden, envisagent d'établir des usines de pâtes pour compléter leurs installations de fabrication de copeaux de bois.

Le plus grand projet en cours est la construction de la nouvelle usine de l'ANM à Albury (N.-G.S.), qui devrait commencer à produire en juin 1981. La H.A. Simons de Vancouver a effectué la première étude de faisabilité et a été chargée de fournir les ingénieurs devant s'occuper du projet.

L'expansion considérable qui se produit dans le secteur du sciage des résineux devrait avoir des répercussions dans le secteur des feuillus qui, jusqu'à présent, était composé de petites exploitations dispersées "de brousse". Afin de pouvoir soutenir la concurrence du bois résineux, l'industrie des feuillus devra rationaliser sa production en procédant à des fusions et adopter des techniques permettant d'économiser de la main-d'oeuvre.

b) Industrie canadienne

i) Matériel de récolte:

Le Canada est le principal producteur et exportateur de machines à récolter le bois. Les fabricants canadiens produisent une gamme complète de machines convenant à la récolte de toutes les espèces de bois sur tous les genres de terrain.

L'industrie comprend 20 sociétés, dont la production annuelle s'élève à \$270 millions, la part des exportations atteignant \$165 millions. La production de l'Ontario se chiffre à \$195 millions, celle de la Colombie-Britannique à \$45 millions et celle du Québec à \$30 millions. Les États-Unis, qui absorbent 70% des exportations canadiennes dans ce secteur, constituent le plus grand marché étranger pour les produits canadiens.

Le Canada offre des machines dont le prix est concurrentiel et la technologie poussée, qui jouissent d'une réputation solide de durabilité à toute épreuve. En particulier, le Canada s'est taillé la place de chef de file mondial dans la fourniture de débardeuses à roues, qui constituent l'élément de base de l'exploitation forestière mécanisée. En ce moment, les débardeuses canadiennes sont utilisées dans le monde entier, dans plus de 75 pays. Les machines canadiennes de récolte sont produites soit par des sociétés d'appartenance canadienne soit par des filiales d'appartenance étrangère qui jouissent d'un mandat international pour ce type de matériel.

ii) Machines de scierie:

Le Canada fabrique une vaste gamme de machines de scierie de prix concurrentiel, à rendement élevé et durables; elles peuvent être très perfectionnées et commandées par un ordinateur, ou plus simples et commandées par un opérateur, pour la conversion de toutes les espèces d'arbres (des conifères du Nord à petit diamètre aux feuillus tropicaux à grand diamètre). L'industrie comprend trente-cinq sociétés, situées principalement en Colombie-Britannique et au Québec, qui produisent chaque année des machines d'une valeur de \$110 millions, dont 40% sont actuellement exportées.

Bien que la plupart des fabricants de matériel soient des sociétés canadiennes, certaines des sociétés plus importantes sont sous contrôle étranger. Toutefois, si l'on fait abstraction de certaines exceptions relativement secondaires touchant les ventes aux É.-U. et en Europe occidentale, ces sociétés multinationales sont aussi libres que les sociétés canadiennes de faire concurrence aux autres producteurs sur les marchés étrangers. Par conséquent, les machines fabriquées au Canada sont actuellement utilisées dans plus de 25 pays et des programmes de commercialisation sont réalisés dans tous les continents.

iii) Matériel de fabrication de la pâte et du papier:

L'industrie comprend environ 60 sociétés, dont plus de 50% sont de taille moyenne ou de grande dimension, c'est-à-dire qu'elles comptent plus de 100 employés. La plupart de ces sociétés sont situées dans les grands centres urbains de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique. Plusieurs sociétés fournissent du matériel important à divers secteurs industriels, notamment à l'industrie des pâtes et papiers, à l'industrie minière, aux centrales électriques, aux usines de traitement des déchets, etc. La production annuelle de machines pour le secteur des pâtes et papiers a atteint environ \$200 millions en 1979, dont 30% à peu près étaient destinées aux marchés d'exportation.

Les possibilités et capacités de production de matériel canadien englobent toutes les catégories de pâtes, papier et carton, mais sont particulièrement fortes dans les domaines comme la fabrication de machines pour les usines de pâtes et de papier journal. Le secteur canadien de la production de machines a acquis une compétence technique insurpassable dans le domaine de la fabrication de papier journal. L'un des progrès les plus importants accomplis au cours de la dernière décennie consistait dans la conception, au Canada, de machines à tables multiples. Deux autres secteurs dans lesquels des progrès techniques considérables ont été réalisés ces dernières années sont ceux de la conservation de l'énergie et de la protection de l'environnement. Ces priorités ont été mises en évidence par l'installation complète de: a) systèmes de réduction en pâtes chimio-mécaniques produisant un rendement de conversion supérieur avec une

moindre consommation d'énergie; et b) de systèmes de réduction en pâte chimique en circuit fermé permettant de réduire énormément les effluents polluants.

Les filiales de sociétés étrangères, surtout américaines, couvrent environ 75% de l'industrie canadienne du matériel de fabrication des pâtes et papiers. Le transfert de capitaux étrangers et de technologie et l'accès de ces filiales aux réseaux de commercialisation de leurs sociétés-mères ont permis une expansion rapide de l'industrie canadienne. Toutefois, le contrôle étranger a également entraîné la réduction de la R&D, la restriction de l'expansion du marché (qui ne s'applique généralement pas lorsque le gouvernement canadien finance les exportations) et la fragmentation des activités industrielles. Certaines ententes de rationalisation de la production conclues récemment entre les sociétés-mères américaines et leurs filiales ont réussi à compenser certains de ces désavantages.

c) Activités récentes du Canada en matière de commercialisation

Avant l'exposition sylvicole de 1980 (Forestry Show), tenue à Myrtleford (Victoria), l'activité canadienne en Australie était minime. Cette situation était en partie attribuable à la stagnation économique du secteur de l'exploitation forestière en Australie. L'à-propos de la FIME 80 et le succès considérable remporté par la présentation par le Canada de machines de récolte et de sciage ont constitué les facteurs décisifs qui ont incité les fournisseurs canadiens à s'intéresser vivement au marché australien. La FIME 80 (qui a permis aux exposants canadiens de réaliser des ventes sur place de \$1,8 million) a été suivie de l'envoi au Canada, en septembre 1980, d'une mission commerciale australienne, financée conjointement par le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral. Cette mission s'est soldée par l'achat de matériel à la Cancar Pacific pour l'expansion de la SAPPOR à Tarpeena (Australie méridionale). Cette usine sera la première à installer le procédé de réduction en copeaux et sciage de la Cancar en Australie. Une usine de la Allen Taylor située à Bathurst (N.-G.S.) envisage également d'installer un système de ce genre. La S. Madill de Nanaimo (C.-B.) a conclu avec la Division des forêts de Burnie de l'APPM Ltd. une vente de systèmes d'extraction de câbles d'une valeur de \$300 000.

Une autre mission a visité l'Australie en mars 1981.

d) Succès canadiens

Les machines "de bûcheron" de la Eaton Yale Ltd. de Woodstock sont celles qui ont remporté le plus de succès jusqu'à présent. Ces machines ont obtenu à la FIME 80 une publicité considérable, qui a facilité la vente en Australie de 15 débusqueuses et débardeuses, d'une valeur estimée à \$2,0 millions. Ces ventes ainsi que celles effectuées jusqu'à présent par d'autres fabricants canadiens de matériel de récolte ont pu être réalisées grâce à la compétence technique poussée que ces sociétés possèdent dans l'industrie du bois résineux.

La Sentrol Systems de Downsview (Ontario) a réussi à vendre ses systèmes automatisés de contrôle de la conversion à l'industrie australienne des pâtes et papiers et fournit sur place des services de vente et d'entretien. Cette succursale est le premier point de vente ouvert outre-mer par la Sentrol.

e) Considérations relatives au marché

Comme le matériel mécanique de récolte n'est pas fabriqué en Australie, il est soumis à des droits de 2%. Le matériel de scierie est passible de droits sauf les articles spéciaux non fabriqués en Australie. Le Canada ne jouit d'aucun tarif préférentiel pour le matériel de sciage ou de conversion, sauf en ce qui concerne les déchiqueteuses, qui ne sont assujetties qu'à un droit de 5%, au lieu des tarifs généraux de 15% qui s'appliquent aux importations. Toutefois, le matériel canadien de scierie est généralement assujetti à des droits de 15% à 19%, comme les produits semblables fournis par les principaux concurrents.

f) Concurrence et activité concurrentielle

En ce qui concerne le matériel de récolte, les sociétés canadiennes doivent affronter la concurrence de compagnies comme John Deere, Caterpillar, International Harvester et Volvo & Kockums. Ces sociétés se servent beaucoup de campagnes publicitaires dynamiques et de démonstrations sur le terrain pour promouvoir leurs produits. La Kockum a réussi à obtenir le contrat de l'ANM pour la fourniture du matériel mécanique de récolte requis pour la livraison de billes à sa nouvelle usine d'Alburn (N.-G.S.). Dix systèmes mécaniques de récolte fabriqués en Suède par la Kockums and Logma et fournis par la Kockums Industries Australia Pty. Ltd. seront utilisés pour récolter le bois

de la plus grande exploitation commerciale de coupe d'éclaircie. Chaque système comprend trois machines: une abatteuse-empileuse Kockums 800, une ébrancheuse-tronçonneuse Logma 310 pour ébrancher et couper en billes d'une longueur déterminée d'avance et un tracteur Kockums pour transporter les billes jusqu'au bord de la route.

Il existe plusieurs fabricants locaux de machines de scierie et de matériel connexe, dont les principaux sont l'Isles Forge & Engineering Pty. Ltd. et l'Integrated Engineering Pty. Ltd., tous deux situés à Coffs Harbour, dans le nord de la N.-G.S. Ces sociétés et quatre autres des cinq entreprises plus petites étaient initialement destinées à fabriquer des machines de scierie pour l'industrie du bois feuillu. Elles ne possédaient donc ni les possibilités ni la compétence requises pour tirer profit du programme d'expansion des scieries de résineux automatisées à rendement élevé, et ont cherché à obtenir des droits de fabrication auprès des fabricants étrangers, dont le Canada, afin de rétablir l'équilibre.

L'Integrated Engineering, par exemple, a conclu des ententes de fabrication, créé des entreprises en coparticipation ou établi d'autres relations avec plusieurs sociétés.

g) Plan d'action

Pour être couronné de succès, un programme concentré sur ce secteur devra comprendre des mesures dans les trois domaines principaux suivants: matériel de récolte, machines de scierie et matériel de fabrication des pâtes et papiers. Pour le matériel de récolte, l'objectif sera de bâtir sur les succès obtenus dans le passé. Pour les machines de scierie, l'objectif consistera à identifier les possibilités de façon plus détaillée et à chercher à tirer profit de certaines occasions en se fondant sur une perspective plus vaste et les efforts de commercialisation entrepris jusqu'à présent. Pour les machines de fabrication des pâtes et papiers, on a commencé à déterminer et évaluer les possibilités. Ce travail se poursuivra afin d'identifier les secteurs spécifiques sur lesquels les fournisseurs canadiens devront faire porter leurs efforts.

En plus des services habituels de collecte des renseignements et d'aide aux sociétés fournis par les postes canadiens en Australie, on propose de prendre les mesures suivantes:

- 1) Préparer un exposé de situation sur les nouveaux projets prévus;

- ii) Élaborer un programme de sensibilisation au marché chargé d'assurer que les organes de décision connaissent les biens et services canadiens et accueillent favorablement leurs projets d'expansion;
- iii) Diffuser en Australie des annonces publicitaires commerciales concernant les nouvelles techniques que peut fournir le Canada;
- iv) Encourager les visites dans le cadre du PDME B;
- v) Organiser la mission d'acheteurs de matériel de fabrication des pâtes et papiers qui se rendra au Canada pendant l'année financière 82/83 en invitant au Canada les principaux représentants servant de points de contact avec des projets particuliers;
- vi) Participer au séminaire technique sur la récolte du bois et les scieries prévu pour 1982 afin de coïncider avec le 11^e Congrès australien sur le bois en grume, qui se tiendra à Adelaide (Australie méridionale) en avril 1982;
- vii) Participer à l'exposition de machines pour l'industrie forestière (Forestry Industry Machinery Exposition), qui aura lieu à Myrtleford (Victoria), en avril 1985.

5. Pièces d'automobile

a) Débouchés

L'industrie automobile australienne a toujours été en grande partie axée sur le marché intérieur. Les ventes annuelles de voitures se chiffrent à environ 500 000 unités, dont 80% doivent, en vertu de la loi, être produites en Australie avec une participation locale d'au moins 85%. Les 15% restants du coût total de production peuvent être importés en franchise. En plus de l'imposition d'un contingentement de 20% sur les importations, un tarif de 57,5% s'applique aux véhicules importés. Le volume des exportations a été minime. Toutefois, on introduira des crédits à l'exportation en 1982 et, dès 1985, les exigences concernant la participation locale tomberont à 77½% dans le cadre d'un programme de complémentarité qui permettra aux exportations de contrebalancer les importations, en dollars. En conséquence directe de ce programme, la General Motors- Holden (GMH) construit en ce moment une usine de fabrication de moteurs à 4 cylindres, dont la production est en grande partie destinée à l'Europe et à l'Amérique du Nord. Un programme semblable a été adopté pour les fabricants de pièces.

En plus de la GMH, quatre autres fabricants de voitures particulières exercent leur activité en Australie. Il s'agit des sociétés Ford, Mitsubishi (anciennement Chrysler), Toyota et Datsun. La GMH détient environ 29% du marché, la Ford 22,9% et les sociétés Datsun, Toyota et Mitsubishi possèdent chacune à peu près 11% du marché. Les voitures Volvo, Peugeot et certains véhicules Leyland sont montés localement. La Renaud a fermé son usine de montage récemment. Comme en Amérique du Nord, la demande du marché a dernièrement changé de direction, en encourageant la production de voitures plus petites à 4 cylindres; la GM compte produire la voiture J en Australie. Il existe également de fortes pressions en faveur de la réduction de la taille des voitures et de la diminution de la consommation de carburant de la gamme actuelle de véhicules.

Les fabricants de pièces produisent un vaste éventail de matériel original (MO) et de pièces et d'accessoires de rechange (R). La plupart des sociétés multinationales exploitent des usines de pièces en Australie. La plus grande société australienne est la REPCO, qui fabrique, remet à neuf, vend en gros et au détail, répare, finance et exporte des pièces d'automobile. La société emploie plus de 11 000 personnes et exploite 48 usines de fabrication, dont neuf sont situées à l'extérieur de l'Australie. Les ventes de la société ont dépassé \$554 millions en 1979/80.

Toutefois, bien que l'Australie fabrique une vaste gamme de pièces, elle en importe de l'étranger pour une valeur de près de \$532 millions. Bien que la majorité des importations proviennent des États-Unis, du Japon et de l'Allemagne, le Canada a exporté des pièces d'automobile d'une valeur de \$61 millions en Australie, en 1980.

À mesure que l'industrie s'adapte à la production de la "voiture mondiale" et commence à s'intéresser aux exportations, elle s'aperçoit que beaucoup de ses usines ne sont pas concurrentielles sur le plan international. C'est pourquoi elle est invitée à réorganiser ses structures. L'apparition de la "voiture mondiale" et l'adoption du programme d'encouragement des exportations sont les deux facteurs qui fourniront au Canada l'occasion d'augmenter ses exportations de pièces. Dans le cas des pièces originales, il faudrait établir des contacts avec les bureaux locaux des sociétés australiennes de fabrication d'automobiles et, si l'on découvre des débouchés, il faudrait visiter les filiales australiennes. Pour les pièces de rechange, il existe des possibilités en ce qui concerne les sellettes d'attelage, les essieux légers pour remorques et des accessoires comme les rétroviseurs, phares, garnitures, garde-boue, etc.; les pièces pour l'échappement des gaz, comme les soupapes RGC et RGE, les filtres à carburant et à air, les jambes de force McPherson, les plaquettes et patins de freins, le matériel de friction pour les freins et embrayages; les colliers, les phares à bloc optique étanche; les interrupteurs électriques; jauges; les accessoires d'échappement, les colliers, etc.; les bougies d'allumage; les pneus; les cames; les batteries; les suspensions de camions-tandem; les fusibles; les phares et les rétroviseurs de remorque.

b) Industrie canadienne

Au Canada, l'industrie automobile comprend les fabricants de véhicules, les fabricants de pièces de matériel originales et les fabricants de pièces de rechange. Ces groupes se chevauchent quelque peu, les fabricants de véhicules produisant des pièces dans leur usine et certains fabricants de pièces produisant à la fois des pièces originales et de rechange.

Environ 50% de la production de pièces d'automobiles se fait dans l'usine, tandis qu'environ 20% des pièces sont fournies par les filiales de huit grandes sociétés multinationales (Borg Warner, TRW, Budd, Kelsey-Hayes, Eaton, Rockwell, Bendix et Hayes Dana). Les 30% restants sont produits par plusieurs centaines de petites sociétés,

appartenant souvent à des Canadiens. En 1979, la valeur de la production canadienne de pièces a dépassé six milliards de dollars, et 80% de la production a été exportée, principalement aux États-Unis. À elle seule, la production de pièces de rechange s'est chiffrée à environ \$670 millions. Bien que l'industrie ait habituellement produit des pièces pour le marché nord-américain, cette tendance a changé au cours des quelques dernières années, et des pièces originales sont maintenant vendues au Japon et en Europe en quantités limitées. Certaines sociétés manufacturant des produits spécialisés ont extrêmement bien réussi à vendre ces produits aux fabricants étrangers, notamment la Tridon (cames), la Duplate (vitre pour pare-brise) et la Varta (batteries). Un grand nombre de sociétés mettent au point des produits ou des procédés spécialisés qui les aideront à soutenir la concurrence sur le marché international. Les sociétés produisant des pièces de rechange ont découvert qu'elles doivent surtout "exporter ou fermer leurs portes". Les sociétés faisant partie de ce secteur ont créé des produits originaux qui sont vendus dans le monde entier (Trush: silencieux; Tridon: cames, clignotants, colliers; Certified: freins etc.), et des produits d'une valeur de plus de \$400 millions, sur une production canadienne totale de \$670 millions, sont exportés dans le monde entier. Les importations de pièces R se chiffrent à environ \$840 millions et se composent en grande partie d'éléments que ne peuvent fournir les sources nationales.

L'industrie automobile canadienne se compose surtout de filiales des fabricants nord-américains de véhicules (GM, Ford, Chrysler, AMC). Les véhicules produits sont principalement destinés au marché nord-américain, et les exportations vers d'autres pays que les É.-U. sont minimes.

c) Activités récentes du Canada en matière de commercialisation

Les exportations canadiennes d'accessoires d'automobiles totalisaient \$61 millions en 1980, dont 72% (\$44 millions) se composaient d'expéditions complètement en pièces détachées de camionnettes et de certains éléments de camions lourds. Les \$17 millions restants sont fournis par les fabricants canadiens indépendants de pièces. Le nombre de fabricants de pièces vendant leurs produits en Australie augmente, et les producteurs trouvent le marché intéressant. Ils vendent actuellement des produits comme les phares à bloc optique étanche, les plaquettes et patins de freins, les colliers de tuyaux, les moules, les roues et jantes, attaches, filtres, etc. Bien que les exporta-

tions, exprimées en dollars, ne soient pas considérables, elles sont importantes compte tenu du petit nombre de sociétés canadiennes qui ont effectivement pénétré le marché. La récente exposition de pièces d'automobiles a eu pour effet direct d'inclure dans les exportations canadiennes une gamme plus vaste de produits comme les batteries, porte-clefs, garde-boue, éléments pour la reconstruction de moteurs de démarrage, produits de garniture pour automobiles, disques d'embrayage, pare-soleil et ensembles de câbles pour batteries et bougies d'allumage.

L'activité de commercialisation du Ministère en Australie a été limitée. Avant la visite d'un agent de la Direction du secteur industriel en octobre 1980, les efforts de promotion consistaient surtout à encourager et aider les sociétés dans le cadre du PDME. À la suite de la visite d'étude du marché, une mission sur les pièces et accessoires d'automobiles comprenant 13 sociétés a été organisée en mars 1981. Des journées d'exposition des produits ont eu lieu à Sydney et Melbourne. Les ventes directes résultant de l'exposition se sont chiffrées à \$532 000. Selon les estimations, les ventes des exposants augmenteront en 1981 par rapport à 1980 et se situeront entre \$931 000 et \$1 million, et elles devraient continuer à s'accroître de façon constante. La mission a permis d'établir d'excellents contacts avec les importateurs, les concessionnaires et les grandes chaînes de détail, et son succès a prouvé que le Canada pouvait fournir des pièces et accessoires dans un marché que l'on croyait auparavant dominé par les fabricants et fournisseurs locaux japonais et taiwanais.

d) Succès canadiens

Les domaines dans lesquels la performance des sociétés canadiennes a été bonne comprennent les pièces pour les freins (comprenant surtout des produits en amiante), les phares à bloc optique étanche et les colliers de tuyau. Dans le cas des pièces pour les freins, le Canada jouit apparemment d'un avantage naturel en ce qui concerne la disponibilité de matières premières et la capacité de fabrication. Pour les phares à bloc optique étanche, la part du Canada dans les importations australiennes a triplé (passant à \$1 169 320) de 1977/78 à 1978/79, atteignant presque les chiffres des É.-U. et du Japon en 1978/79. Cette expansion était principalement attribuable à la baisse relative du dollar canadien par rapport aux deux autres devises pendant cette période. Les importations en provenance de la République fédérale d'Allemagne sont toutefois passées d'un niveau peu élevé à \$4 870 460 pendant la même période en raison de changements apportés

à la conception des phares-avant. Dans le cas des colliers de tuyau, la Tridon a remporté un succès considérable sur le marché australien en établissant un centre de distribution en Australie et en désignant des agents et concessionnaires locaux.

e) Considérations relatives au marché

Comme on l'a déjà mentionné, l'industrie australienne de l'automobile est fortement protégée par des tarifs et quotas. Un tarif de 57,5% s'applique aux véhicules importés et un tarif de 25% est prévu pour les pièces, mais le Canada bénéficie d'une préférence faisant tomber le tarif à 17,5%. L'Australie applique également un programme complémentaire qui permet aux fabricants de pièces et de véhicules de compenser les importations par des exportations jusqu'à concurrence de 20% de la production.

Les canaux de distribution établis en Australie sont semblables à ceux qui existent au Canada et aux États-Unis. Les producteurs de matériel original s'approvisionnent directement auprès des fournisseurs et produisent le matériel dans leur usine. L'approvisionnement se fait soit en passant par le siège social situé en Amérique du Nord ou au Japon, soit directement par le bureau d'achat en Australie.

Les principaux canaux de distribution des pièces de rechange sont les détaillants, grossistes, concessionnaires en gros, revendeurs et concessionnaires. Comme en Amérique du Nord, les canaux sont reliés entre eux et complexes. Il est extrêmement important de viser le canal particulier qui convient le mieux au produit et d'obtenir un représentant qualifié et fiable.

f) Plan d'action

Pour assurer aux exportateurs canadiens une part importante des importations de pièces en provenance de l'étranger des sociétés australiennes, les principaux efforts du Canada en matière de commercialisation sont résumés de la manière suivante:

- i) Une exposition et une mission de relance consacrées aux pièces d'automobile prévues pour février ou mars 1982 sont en préparation;
- ii) On encourage les sociétés canadiennes à participer à l'exposition australienne de pièces et d'accessoires d'automobiles (Australian Automotive Parts & Accessories Show), qui aura lieu à Melbourne en août 1982;

- iii) Les contacts avec les fabricants de véhicules seront intensifiés;
- iv) On étudie en ce moment les changements pouvant survenir dans la politique du gouvernement australien, notamment en suivant l'enquête actuelle de l'IAC sur l'industrie des véhicules à moteur, afin d'évaluer leurs effets sur les débouchés et les possibilités pour les pièces canadiennes originales et de rechange de pénétrer sur le marché australien;
- v) Une étude portant sur les statistiques des importations australiennes sera entreprise afin de déterminer les possibilités pour les producteurs canadiens de remplacer les produits britanniques après l'abolition des préférences accordées à la Grande-Bretagne;
- vi) On entreprendra un programme de distribution de brochures, catalogues et renseignements sur les nouveaux produits canadiens aux journaux commerciaux, aux importateurs et à d'autres organismes;
- vii) Une mission composée de certains acheteurs sera organisée au Canada en avril 1982 afin de coïncider avec le Canadian International Automotive Show de Toronto
- viii) Une étude de l'industrie australienne de la fabrication de camions vient d'être entreprise pour déterminer les possibilités d'exporter du matériel spécialisé en provenance du Canada.

6. Instruments et commandes industrielles

a) Débouchés

En 1980, la valeur de l'ensemble du marché australien des commandes des procédés industriels s'est chiffrée à environ \$200 millions. Selon les projections, le taux moyen d'expansion du marché se situera entre 8% et 10%, pour s'établir à plus de \$260 millions à la fin de 1983.

Les facteurs essentiels de la croissance du marché comprennent l'expansion des industries des métaux de première transformation et de l'industrie chimique, l'augmentation des dépenses gouvernementales dans le secteur des services publics, la tendance en faveur de l'automatisation, l'ouverture d'un certain nombre de mines de charbon en Nouvelle-Galles du Sud et l'exploration pour découvrir du pétrole et du gaz en Australie occidentale. Pour l'instant, les instruments électroniques et électriques représentent 45% du marché et les instruments non électroniques et non électriques constituent une autre part de 25% des ventes. Les soupapes de contrôle interviennent pour 21% des ventes totales tandis que les ventes d'ordinateurs de contrôle des procédés industriels et de périphériques représentent une part de 9% du marché.

Quatre-vingt-dix pour cent de la demande australienne de commandes des procédés industriels est satisfaite par des importations. Les secteurs de l'industrie qui offrent les meilleurs débouchés aux fournisseurs canadiens comprennent la production, le transport et la distribution d'énergie électrique, la fabrication de produits chimiques industriels lourds, ainsi que la fonte et l'affinage de métaux non ferreux. À mesure que l'influence des techniques informatiques se fera sentir en Australie dans le domaine des instruments de commande des procédés électroniques et électriques, le Canada se trouvera dans une position encore meilleure en raison de l'avantage technologique qu'il possède dans des secteurs tels que les pipe-lines, l'automatisation et les commandes pour la production d'électricité.

Par conséquent, les sociétés canadiennes devraient pouvoir réussir à vendre certains de leurs produits en Australie pendant les années 80. Dans le domaine des instruments de détection et de mesure, il existe de bonnes possibilités de vendre des instruments de régulation de la température et de mesure du niveau des liquides en raison du nombre de nouvelles fonderies d'aluminium et de centrales électriques qui doivent être construites dans les années 80. Le

domaine de l'analyse de la composition chimique en ligne devrait offrir certaines possibilités aux sociétés étrangères. Cette prévision est fondée sur les projets d'expansion de l'industrie chimique et le développement prévu dans l'industrie de la fonte et de l'affinage des métaux non ferreux.

L'application de la micro-électronique constituera pendant cette décennie un important secteur de croissance des systèmes de commande des procédés industriels. L'industrie australienne reconnaît les avantages énormes pouvant résulter de l'utilisation de systèmes automatisés de contrôle.

Les perspectives excellentes de vente d'instruments et d'appareils de présentation des données sont liées à la demande de systèmes automatisés de contrôle. La demande de dispositifs analogiques d'enregistrement et d'indication et de compteurs analogiques sur panneaux sera importante. Bien que la plupart des industries australiennes utilisant ce type de matériel semblent préférer les instruments analogiques, le matériel numérique et les dispositifs de liaison connaissent une popularité grandissante.

Il existe également des débouchés intéressants pour les producteurs canadiens dans les domaines de l'automatisation et du contrôle des gazoducs et des oléoducs, de la mécanisation des mines de charbon, des commandes et de l'automatisation du transport urbain, des usines de pâtes et papiers, des lamineries d'acier, de l'automatisation des véhicules et instruments agricoles, et des usines de traitement des eaux d'égout et des eaux naturelles. Le principal avantage réside dans le haut niveau de compétence et d'expérience acquis par les sociétés canadiennes dans des domaines tels que la mise au point de logiciels, de l'intégration de la conception et des systèmes et de la construction de matériel spécialisé pour les systèmes de commande des procédés industriels et d'automatisation informatisés ou basés sur des micro-processeurs.

b) Industrie canadienne

Soixante-sept pour cent du marché canadien des instruments de contrôle, représentant un total de \$325 millions en 1978, étaient fournis par des sociétés installées au Canada. Cent trente-huit sociétés, employant 5300 personnes, jouent un rôle actif dans ce marché, et environ 71% d'entre elles appartiennent à des Canadiens. La plupart de ces sociétés canadiennes fournissent des composantes et des sous-systèmes de logiciel aux sociétés plus importan-

tes d'instruments et de systèmes ou aux utilisateurs industriels. Toutefois, plusieurs sociétés fournissent des systèmes informatiques complets, améliorés par diverses possibilités dans la fabrication, le montage, l'installation et l'entretien des instruments.

Les sociétés installées au Canada ont en outre exporté pour \$45 millions de produits en 1978, ce qui représentait 17% de la valeur de leur production totale. Un peu plus de la moitié de ces exportations étaient fournies par les filiales de grandes sociétés multinationales. Bien que les sociétés multinationales accordent apparemment des mandats de fabrication de certains produits à leurs filiales, il semble que ces dernières aient concentré leurs efforts en matière d'exportation essentiellement sur les projets financés par l'ACDI ou la SEE, pour lesquels elles se trouvent effectivement dans une position privilégiée par rapport à leur société-mère.

Par contre, les sociétés d'appartenance canadienne s'intéressent davantage aux exportations, et cette orientation s'est particulièrement manifestée dans le cas des sociétés canadiennes de plus grande capacité, dont les ventes d'exportation représentent environ 50 pour cent de leur production totale. En général, ces sociétés possèdent un haut niveau de compétence dans les domaines de la conception et de l'intégration de ces systèmes de contrôle et d'automatisation. Leur compétence est particulièrement poussée dans les secteurs de l'exploration pétrolière et gazière, de l'exploitation et des transports, des ressources minières et minérales, ainsi que des usines pétrochimiques, des centrales électriques et des usines de traitement des eaux naturelles et des eaux d'égout. Comme le matériel est en général trop complexe pour que les services après-vente soient fournis par le Canada, ces sociétés concluent habituellement des contrats d'association avec des sociétés locales. Les systèmes de conception canadienne ont reçu un accueil favorable dans le monde entier, bien que les exportations aient été concentrées surtout sur les États-Unis.

c) Activités récentes du Canada en matière de commercialisation

Le nombre de fabricants canadiens de matériel de contrôle et d'instruments vendant leurs produits en Australie se limitait auparavant surtout à la production d'appareils spécialisés comme les pyromètres et spectromètres de radiation. Les fabricants canadiens visitant l'Australie

signalent que les prix canadiens sont concurrentiels en raison du taux de change du dollar canadien. En outre, les sociétés canadiennes à propriété entière acquièrent la réputation de fournir des produits et des instruments fiables et à la pointe de la technologie. Les filiales canadiennes de grandes sociétés multinationales comme Bailey Meter et Honeywell reçoivent un accueil favorable en Australie pour leurs instruments et systèmes grâce à l'exécution de programmes globaux de rationalisation. Le nombre de sociétés canadiennes représentées sur le marché australien est petit. Les sociétés fabriquent des produits et des systèmes de qualité principalement pour répondre à la demande créée par l'aménagement rapide des ressources. Ces sociétés ont conclu des ententes avec les compagnies et vendeurs locaux de systèmes qui travaillent en relation étroite avec leur clients et encouragent la vente de produits canadiens en fournissant un service après-vente. À part les grandes sociétés multinationales, les sociétés canadiennes suivantes jouent un rôle actif en Australie: Sentrol Systems, Conspec Controls, Weightec Group, Milltronics, Promac Controls Inc., Markland Specialty Eng., SED Systems et George Kelk Ltd.

d) Succès canadiens

Le Sentrol Systems Inc. de Toronto est l'un des plus grands fabricants au monde de matériel de commande de procédés destiné aux usines de pâtes et papiers. En raison de son excellente réputation, de l'utilisation de techniques de pointe, et de ses prix concurrentiels sur les marchés internationaux, la société a obtenu des contrats pour la fourniture de matériel à cinq usines australiennes entre 1979 et 1981. La valeur totale de ces contrats se chiffre à 2,5 millions de dollars. La Sentrol a établi une filiale australienne à Melbourne, la Sensors Controls Pty. Ltd., qui emploie maintenant 12 personnes.

La Milltronics Ltd. de Peterborough (Ontario) est représentée en Australie depuis 1975 par l'Incontrol Pty. Ltd. de Sydney. Les ventes totales de la société dépassaient \$210 000 en 1979 et, selon les estimations, devraient quadrupler en 1981. La gamme de produits comprend des instruments et systèmes de commande des procédés industriels comme les avertisseurs, convertisseurs, détecteurs, dispositifs de commande des taux d'alimentation, indicateurs de débit, instruments de mesure du niveau des liquides, appareils de contrôle et transducteurs.

e) Considérations relatives au marché

La plus grande partie de l'activité manufacturière réalisée dans cette industrie en Australie consiste dans le montage définitif d'éléments importés et d'emballages et coffrets produits localement. Par conséquent, les tarifs n'imposent une taxe que sur les importations qui entrent dans le pays entièrement montées. Dans le domaine des restrictions non tarifaires, les sociétés ont parfois éprouvé certains problèmes avec les formalités de dédouanement requises par l'Australian Standards Association et d'autres organes de réglementation pour obtenir l'autorisation d'importer des instruments de mesure commandés par des micro-processeurs qui utilisent une technologie poussée.

Une relation étroite semble s'établir entre le nombre relativement restreint d'utilisateurs et leurs fournisseurs de matériel de commande des procédés industriels. Ces derniers sont souvent des filiales qui exécutent les derniers travaux de montage et vendent leur produits directement à l'utilisateur final. Le rôle du fournisseur est crucial car les utilisateurs préfèrent généralement traiter avec des sociétés bien établies qui peuvent fournir des produits spécialement conçus, des stocks adéquats de pièces de rechange et des services techniques et d'après-vente.

L'importance des stocks et de la constitution d'un réseau efficace de distribution est probablement plus grande en Australie que dans la plupart des autres marchés en raison de la longueur des distances séparant l'utilisateur du fabricant. De plus, en raison de l'évolution du marché australien, les nombreux services techniques qui, dans d'autres parties du monde comme l'Amérique du Nord sont fournis par des conseillers, sont assurés par les vendeurs en Australie. Ces services sont particulièrement importants en Australie dans le cas de l'installation de matériel perfectionné fondé sur une technologie nouvelle. La qualité de ces services auxiliaires jouera souvent un rôle capital dans les décisions d'achat locales, et les fournisseurs internationaux sont souvent disposés à détacher provisoirement du personnel en Australie pour aider les utilisateurs. Dans ce contexte, l'impossibilité d'obtenir un fournisseur local fiable ou de procurer le niveau requis de services auxiliaires constituerait un sérieux obstacle à l'entrée des sociétés sur le marché.

f) Concurrence et activité concurrentielle

Les États-Unis qui, selon les estimations, possédaient une part de 50% du marché des exportations en 1978-79, sont le principal fournisseur de matériel à l'Australie. Cette part augmentera probablement au cours des quelques prochaines années, ainsi que la concurrence en provenance du Japon et de l'Allemagne. Les fabricants australiens de matériel de commande des procédés industriels interviennent pour moins de 10% des ventes. Leur part du marché diminuera probablement au cours des quelques prochaines années en raison de la concurrence provenant des sociétés multinationales de fabrication qui jouissent d'un avantage important du point de vue des coûts grâce aux économies d'échelle réalisées dans la production.

Dans le cadre de l'évolution du marché australien, les contrats accordés par le gouvernement australien tendent à inclure une vaste gamme d'instruments de contrôle. Ce matériel peut être produit par la même société dans un autre endroit du même pays. Cette mesure tend à favoriser les pays qui possèdent une forte capacité industrielle dans les domaines de la sous-traitance.

g) Plan d'action

Les programmes canadiens visant à faire connaître les débouchés existant en Australie aux hommes d'affaires canadiens contribueront à accroître la part des importations australiennes d'instruments et systèmes canadiens. Pour renforcer la crédibilité du Canada et tirer profit au maximum des possibilités, en tenant compte du fait que la présentation d'un produit de technologie poussée, cumulée avec la présence d'un agent fiable offrant un service sérieux d'après-vente est aussi important dans ce marché que le prix ou les conditions de crédit, on propose d'adopter la stratégie suivante:

- i) Une mission portant spécialement sur les instruments a visité l'Australian International Engineering Exhibition (AIEE) à Melbourne en juillet 1981. La visite a donné aux exportateurs canadiens une idée de la concurrence tant étrangère qu'intérieure et a fourni l'occasion de discuter de contrats. Le programme comprenait des visites dans des usines pour discuter des possibilités d'exporter des instruments canadiens;
- ii) On fera connaître d'autres expositions industrielles et commerciales qui se tiendront en Australie aux sociétés canadiennes désireuses d'y participer;

- iii) Des mini-missions seront organisées pour examiner les possibilités et comprendront des visites sur place, auprès des utilisateurs finaux australiens. On étudiera les possibilités existant dans des secteurs particuliers comme la production d'électricité, l'extraction du pétrole et du gaz et les projets concernant l'industrie chimique;
- iv) Un journaliste australien spécialisé dans le domaine des instruments participera au programme des journalistes invités au Canada en 1982/83;
- v) Certains articles concernant le succès obtenu par les instruments ou les nouveaux produits canadiens seront publiés dans les journaux commerciaux australiens;
- vi) On publiera également des articles portant sur les expositions commerciales canadiennes axées sur les instruments de commande en vue d'organiser un groupe d'utilisateurs finaux et d'agents australiens influents qui visitera le Canada dans le cadre du programme des visites d'acheteurs;
- vii) On préparera un annuaire des instruments et des appareils de commande insistant sur les techniques perfectionnées d'instrumentation, de contrôle et de commande conçues au Canada;
- viii) On élaborera un programme de visites d'acheteurs d'instruments et de matériel de commande.

7. Matériel agricole

a) Débouchés

L'expansion prévue de l'industrie céréalière australienne offre aux exportateurs canadiens de matériel agricole un marché de choix. Par exemple, l'Australie espère augmenter ses exportations de blé de 15 millions de tonnes en 1980, pour les porter à 24 millions de tonnes en 1990. Pour que cette augmentation soit possible, d'importants changements devront être apportés à la production céréalière australienne. Des terres agricoles nouvelles et plus marginales devront être mises en exploitation, ce qui exigera l'emploi de nouvelles méthodes de lutte contre l'érosion des sols et de conservation de l'humidité. Il sera important d'utiliser le terrain de façon plus efficace. Bien que l'on ait eu recours dans le passé au pacage périodique pour protéger le terrain contre l'érosion des sols, il faudra utiliser une nouvelle méthode. La méthode canadienne d'aridoculture, appelée culture sur chaume, fournit une solution à ce problème.

En plus de créer un besoin pour certains types spécialisés d'instruments canadiens, l'augmentation de la production influera sur la demande de tracteurs et de moissonneuses-batteuses. Le marché australien du matériel agricole est déjà important et les sociétés canadiennes possèdent une excellente réputation et détiennent une bonne part du marché. Au cours de l'année terminée en juin 1980, des tracteurs d'une valeur d'environ \$266 millions (coûts de fabrication) ont été vendus en Australie. Les importations représentaient 25% du matériel et 75% des tracteurs vendus.

b) Industrie canadienne

L'industrie canadienne des machines agricoles comprend environ 200 sociétés, y compris les sociétés multinationales possédant des usines manufacturières au Canada et les "fabricants à gamme restreinte" ou sociétés plus petites, plus spécialisées. La majeure partie de l'industrie est située en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. Le marché nord-américain est en général rationalisé. À cet égard, plus de 80% du matériel produit au Canada, d'une valeur de \$1 milliard, est exporté, tandis que plus de 80% du marché intérieur est approvisionné par des importations.

Les quatre sociétés multinationales possédant des usines de fabrication au Canada sont Massey Ferguson, John Deere, International Harvester et White Farm Equipment. Ces sociétés interviennent pour plus de 60% de la production totale de matériel agricole. Les principaux produits comprennent les moissonneuses-batteuses, les arracheuses, les semoirs en lignes, les presse-ramasseuses, le matériel de récolte des plantes fourragères, le matériel aratoire et les épanduses de fumier. La production a été rationalisée dans la mesure où l'usine canadienne approvisionne le marché nord-américain pour chaque société, et, dans certains cas (comme celui des grandes moissonneuses-batteuses), elle est le fournisseur international des sociétés. Parmi les sociétés multinationales, la White Farm Equipment et la Massey Ferguson jouent le rôle le plus actif dans l'expansion des exportations de matériel fabriqué au Canada sur le marché australien.

L'industrie spécialisée comprend une variété de sociétés dont les ventes annuelles s'échelonnent entre \$200 000 et \$250 millions. Ces sociétés tendent à se spécialiser dans un type précis de matériel comme les machines de labour, le matériel de fenaison ainsi que le matériel d'arrachage des pommes de terre, et, dans le cas du matériel polyvalent, les tracteurs à quatre roues motrices. Les sociétés situées dans les trois provinces des Prairies fabriquent le matériel convenant le mieux au marché australien. Elles ont conçu des machines spécialisées destinées à la production de grains de céréales dans de grandes exploitations agricoles travaillant dans des conditions d'aridoculture. Les machines canadiennes produites pour ce type d'exploitation sont les plus grandes, sont vendues à des prix concurrentiels et comportent la technologie la plus poussée qui soit utilisée en aridoculture. Ce matériel était conçu pour répondre aux besoins du producteur de céréales de l'Ouest canadien, mais il satisfait également très bien aux exigences du grand producteur australien de céréales.

Presque toutes les sociétés spécialisées sont d'appartenance canadienne et possèdent une autonomie complète sur tous les marchés d'exportation. Plus de 67% de leur production est exportée. La région des plaines des États-Unis, qui est spécialisée dans la céréaliculture, a constitué un marché pour une part importante de la production des sociétés spécialisées, tandis que l'Australie est le plus grand marché d'outre-mer. Les exportations canadiennes vers l'Australie ont dépassé \$25 millions en 1980 et devraient, selon les estimations, atteindre \$30 millions en 1981.

c) Activités récentes du Canada en matière de commercialisation

C'est la Massey Ferguson qui a été la première à présenter le matériel canadien en Australie grâce à ses exportations de moissonneuses-batteuses. En 1972, la Versatile Farm Equipment de Winnipeg a commencé à exporter ses tracteurs à quatre roues motrices. Toutefois, ce n'est qu'en novembre 1978 que le gouvernement a lancé son programme de commercialisation en Australie, avec la présentation canadienne à Orange (N.-G.S.). L'année suivante, le Canada était représenté à l'exposition Ag-Quip de Gunnedah (N.-G.S.) et présentait un peu de matériel aux Journées d'exposition (Field Days) de Dowerin (Australie occidentale). En 1980, après que cette activité de promotion ait été couronnée de succès, le programme a été élargi pour comprendre quatre expositions dont les expositions Ag-Quip, à laquelle participaient 12 sociétés canadiennes, et de Dowerin, le Festival agricole de Toowoomba (Queensland) et la Journée d'exposition (Field Day) de la péninsule d'Eyre (Australie méridionale). Le principal objectif de toutes les journées d'exposition était d'encourager l'utilisation de la technique de culture sur chaume. Afin d'atteindre ce but, le Ministère a préparé une présentation audio-visuelle expliquant comment le matériel canadien pouvait être utilisé dans le contexte australien.

En outre, on a construit des panneaux d'illustration montrant les origines de la culture sur chaume au Canada et on a rédigé un manuel technique sur ce type de culture.

L'augmentation des exportations canadiennes de matériel agricole permet de constater les résultats de ces efforts. Pendant l'année terminée en juin 1980, le Canada a exporté pour \$26,5 millions de machines agricoles, contre \$12,4 millions au cours de l'année terminée en juin 1979 et \$16,8 millions pendant l'année terminée en juin 1978, ce qui représente une augmentation de 75% par rapport aux ventes moyennes réalisées pendant ces deux années précédentes, qui se chiffraient à \$14,6 millions. Bien que l'augmentation ne soit pas entièrement attribuable aux efforts de promotion du gouvernement, les activités gouvernementales et l'encouragement des sociétés privées ont joué un rôle important dans le succès du programme.

La répartition détaillée des exportations vers l'Australie pour l'année terminée en juin 1980 s'établit comme suit:

- i) Matériel de préparation du sol et de sarclage -
Canada: \$2 771 000; É.-U.: \$7 243 000 - TOTAL:
\$17 311 000;

- ii) Moissonneuses-batteuses - Canada: \$7 527 000;
É.-U. \$21 197 000. TOTAL: \$40 838 000;
- iii) Autre matériel de récolte et de battage - Canada:
\$1 135 000; É.-U. \$17 796 000. TOTAL: \$33 433 000;
- iv) Tracteurs agricoles à roues - Canada: \$8 099 000;
É.-U. \$69 245 000. TOTAL: \$168 903 000.

Le Canada intervient pour 16% du matériel importé de préparation du sol et de sarclage, 18% des moissonneuses-batteuses importées et 5% des tracteurs agricoles.

Les 16 sociétés canadiennes suivantes jouent un rôle actif sur le marché australien: Adja Industries: traceurs; Fairford Industries: constructions en acier; Flexi-Coil: rouleaux cultitasseurs et charrues; Friggstad Manufacturing: sous-soleurs et ramasseurs de pierres; Macdon Industries: andaineuses; Morris Rod Weeder Company: sous-soleurs et extirpateurs; Massey Ferguson: moissonneuses-batteuses; Noble Cultivators: charrues à lames; Riteway Manufacturing: extirpateurs et ramasseurs de pierres; Rock-O-Matic: ramasseurs de pierres; Schulte Industries: ramasseurs de pierres; S.E.D. Systems: contrôles électroniques; Versatile Farm Equipment: tracteurs et andaineuses; et White Farm Equipment: moissonneuses-batteuses.

d) Succès canadiens

- 1) La Versatile Farm Equipment de Winnipeg a commencé à exporter des tracteurs à quatre roues motrices en 1972. Initialement, ces exportations étaient faites par l'intermédiaire d'un agent ou vendeur local. Après quatre années de succès encourageants, la société a décidé de pénétrer sur le marché avec ses propres services de distribution et d'après-vente. Ce faisant, elle a pu utiliser son réseau de distribution, fournir un service après-vente pour ses produits et adapter ces derniers ainsi que son programme de commercialisation aux conditions locales. En 1978, afin d'utiliser davantage ses investissements en Australie et de tirer profit des possibilités de vente, la Versatile a conclu une entente avec la Morris Rod Weeder Company de Yorkton (Saskatchewan) afin d'importer et de distribuer ses produits en Australie. Par la suite, la Versatile a acheté la Noble Plough de Noble (Alberta) et a commencé à importer et à vendre également le matériel de cette société. Selon ses prévisions, la société connaîtra

une croissance importante dans les années 80. Sur le plan des exportations en provenance de l'Australie, la Versatile a acheté, en 1979, la Toft Brothers Ltd. du Queensland, qui fabrique des arracheuses de canne à sucre. Par conséquent, la Versatile exporte maintenant davantage de produits en provenance de l'Australie qu'elle n'en importe dans ce pays.

- ii) La Leon's Farm Equipment de Yorkton (Saskatchewan) a commencé à expédier ses produits en Australie en 1979. La Leon's a établi de bons rapports de représentation avec la Symonds Products Ltd. d'Australie occidentale. Les deux sociétés ont travaillé ensemble à la conception d'une gamme de produits convenant à l'agriculture australienne.
- iii) La Schulte Industries d'Englefeld (Saskatchewan) est jusqu'à un certain point une nouvelle venue sur le marché australien. Un certain nombre de fabricants de ramasseurs de pierres, dont la Schulte, avaient été invités à participer à l'Exposition Ag-Quip de 1980 et avaient pu réaliser des ventes importantes grâce aux services d'un agent australien. La clé du succès de la société a résidé dans la collaboration d'un agent capable de travailler avec la société pour rendre la machine conforme aux normes australiennes.

e) Considérations relatives au marché

La plupart des tarifs sont fixés à 15%, mais un tarif réduit de 7,50% s'applique aux pièces de certaines machines agricoles. Même à ces tarifs, les exportateurs canadiens peuvent faire concurrence aux fabricants canadiens. Le problème auquel doivent faire face les exportateurs canadiens de matériel agricole est de trouver des agents et des vendeurs compétents. La plupart des concessionnaires australiens se trouvent souvent dans une position financière précaire et sont donc intéressés à consolider leur stock de machines rentables plutôt que d'ajouter de nouvelles gammes de produits.

Le principal avantage que possède le Canada réside dans sa compétence dans le domaine de la fabrication de matériel destiné à l'aridoculture. Les fabricants canadiens à gamme restreinte se sont spécialisés dans ce secteur et sont particulièrement bien outillés pour tirer profit de la croissance de ce type d'agriculture en Australie. Ils sont bien placés pour adapter leurs produits aux condi-

tions existant en Australie car ils sont déjà passés par le stade de l'adaptation et des essais au Canada. En raison des différences existant dans les techniques de défrichage du terrain et la nature du sol, les conditions d'exploitation agricole sont plus rudes en Australie qu'au Canada. Pour réussir à vendre leurs produits en Australie, les fabricants canadiens devront être disposés à concevoir un matériel adapté à ces conditions.

f) Concurrence et activité concurrentielle

Les États-Unis sont le principal concurrent du Canada sur le marché australien. Les produits de sociétés comme International Harvester, John Deere, Steiger et Massey Ferguson concurrencent fortement les grands tracteurs à quatre roues motrices du Canada. Jusqu'à présent, la Versatile a pu accomplir une très belle performance en se classant au premier ou au second rang des ventes de véhicules à quatre roues motrices (de plus de 105 kw). Toutefois, l'International et la John Deere ont toutes deux annoncé le lancement de programmes importants destinés à promouvoir leurs ventes de tracteurs à quatre roues motrices, et l'un de leurs objectifs clés doit être d'obtenir la part du marché de la Versatile. La principale concurrence à laquelle doit faire face le matériel canadien de préparation du sol et de labour vient des sociétés intérieures australiennes, car 25% seulement de ce matériel est importé. Les exportateurs canadiens semblent pouvoir soutenir efficacement la concurrence dans le domaine des prix et de la qualité. En outre, comme les sociétés locales participent davantage à la production de matériel destiné à la culture sur chaume, ce matériel reçoit un accueil plus favorable et le marché s'élargit. La production du matériel en Australie constitue un sceau d'approbation pour les machines d'appellation canadienne. Les moissonneuses-batteuses font face à la concurrence des sociétés multinationales. L'avenir de ce marché dépend du succès qu'obtiendra le matériel de la Massey Ferguson et de la White Farm Equipment.

g) Plan d'action

Le programme de promotion sera destiné à compléter les mesures de commercialisation prises par les fabricants canadiens qui produisent du matériel pouvant être utilisé en Australie. Contrairement à la situation existant dans beaucoup d'autres pays et pour de nombreux autres produits, le besoin particulier à satisfaire en Australie, pour lequel Industrie et Commerce peut fournir la plus

grande aide possible aux sociétés canadiennes, n'est pas un besoin de promotion directe de la commercialisation, mais plutôt de soutien de nature indirecte et technique. Plus précisément, les efforts doivent porter principalement sur les clients, c'est-à-dire les exploitants agricoles, ainsi que sur les divers responsables du secteur agricole pour qu'ils estiment les avantages des méthodes d'exploitation agricole utilisées au Canada qui peuvent également être employées en Australie. La stratégie de commercialisation comprend plusieurs projets de soutien technique expliquant les avantages de la culture sur chaume qui s'appliquent à la production agricole australienne de grains de céréales. Le plan d'action consiste à:

- i) Mettre à jour, selon les besoins, les brochures techniques, les présentations audio-visuelles et les programmes de séminaires. Tous ces moyens ont utilisés de concert avec les expositions de machines agricoles canadiennes présentées en Australie, tant par le Ministère que par les sociétés canadiennes;
- ii) Continuer à aider les sociétés canadiennes de fabrication de matériel agricole à exposer leurs produits aux principales foires agricoles organisées en Australie. En plus de travailler avec les sociétés exportant déjà du matériel en Australie, on encouragera quelques nouvelles sociétés réputées à participer aux expositions chaque année. L'exposition Ag-Quip est la plus importante, les expositions de Dowerin (Australie occidentale), Toowoomba (Queensland) et Horsham (Victoria) jouant un rôle secondaire;
- iii) Encourager les sociétés à établir des bureaux en Australie afin de résoudre le problème du manque de vendeurs compétents. Ces bureaux se chargeront de la commercialisation, de l'importation et de la distribution du matériel. L'aide gouvernementale sera fournie dans le cadre de l'aide du PDME E (formation de consortiums) ou du PDME F (bureaux d'outre-mer);
- iv) Encourager l'établissement de nouveaux échanges d'ingénieurs agronomes et d'agronomes car les échanges de spécialistes ont servi dans le passé à familiariser les universitaires et le personnel technique australiens avec les techniques canadiennes. On prendra les dispositions nécessaires pour confier à

des professeurs invités des chaires dans les écoles de génie agricole et les collèges d'exploitation des pâturages et des agronomes spécialisés dans la conservation du sol et de l'humidité seront envoyés dans les ministères de l'Agriculture des États;

- v) Continuer à aider les sociétés canadiennes à trouver un canal approprié de distribution passant par les concessionnaires et détaillants australiens ou utilisant le réseau des sociétés canadiennes qui ont établi des organes auxiliaires de commercialisation en Australie;
- vi) Planifier un séminaire agricole (traitant également de la culture sur chaume).

III. TABLEAUX

1 à 15

TABLEAU 1

CONTRIBUTION DES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE AUSTRALIENNE AU PIB

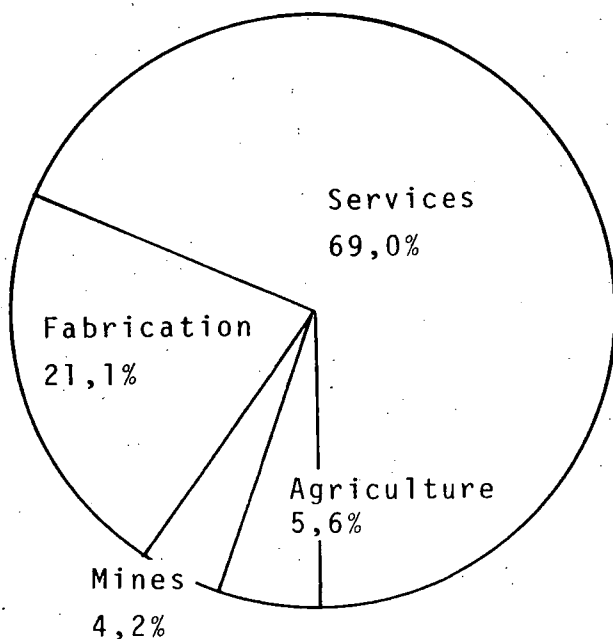
(en millions)

1967-68		1968-69		1969-70		1970-71		1971-72		1972-73		1973-74		1974-75		1975-76		1976-77	
\$A	% du PIB	\$A	% du PIB	\$A	% du PIB	\$A	% du PIB	\$A	% du PIB	\$A	% du PIB	\$A	% du PIB	\$A	% du PIB	\$A	% du PIB	\$A	% du PIB

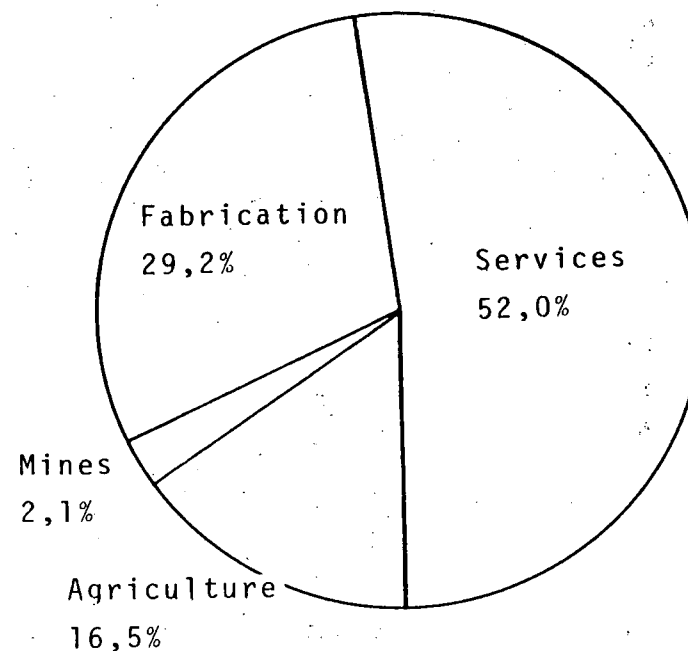
CONTRIBUTION AU PIB

Agriculture	1832	8,4	2404	9,8	2169	8,0	2054	6,8	2365	7,0	3097	8,1	4190	9,2	3636	6,7	3654	5,7	4143	5,6
Exploitation minière	498	2,3	587	2,4	920	3,4	1054	3,5	1263	3,7	1390	3,6	1681	3,7	2241	4,1	2561	4,0	3078	4,2
Ind. manufacturière	5727	26,3	6327	25,7	6962	25,5	7607	25,2	8115	24,1	8956	23,4	10 504	23,0	12 232	22,4	13 701	21,5	15 516	21,1

Secteurs de l'activité économique
 PIB au coût des facteurs de production
 1976-77 - \$(A)73,028m



PIB au coût des facteurs de production
 1956-57 - \$(A)10,236m



Source: Australian National Accounts

TABLEAU 2

SECTEURS DU PIB DE L'AUSTRALIE, TAUX ET PARTS DE CROISSANCE RÉELLE - 1961-86 (%)

	Taux annuel de croissance réelle ¹	Taux prévu de croissance réelle	Part du PIB réel au coût des facteurs		
	Années financières 1967-76 ²	Années financières 1976-86	1961	1977	1986
Agriculture, etc.	2,8	2,1	11,9	8,6	7,4
Exploitation minière	9,4	8,3	1,8	4,3	4,9
Industrie manufacturière	3,8	3,5	26,4	21,0	21,2
Services publics	3,9	3,8	3,2	3,0	3,0
Construction	3,5	4,2	7,8	7,2	6,7
Commerce	3,1	3,1	17,0	14,1	12,7
Communications	4,0	3,8	8,1	7,3	7,2
Administration, défense	6,1	5,9	3,4	5,1	5,1
Tous les autres secteurs ³	8,2	5,5	20,4	29,4	31,8
TOTAL	4,6 ⁴	3,9 ⁵	100,0	100,0	100,0

¹ Prix de 1966-67.

² Années financières terminées le 30 juin.

³ Finances, assurances, immobilier, services commerciaux, services communautaires, divertissements, restaurants, hôtels, services personnels, possession de logements.

⁴ 5,1% si l'on exclut la récession de 1974-75.

⁵ La baisse du taux moyen de croissance du PIB jusqu'en 1986 est en grande partie attribuable à une diminution de l'accroissement moyen de la population active, qui tombe de 2,5% à 2,0%, et du passage dans le secteur tertiaire, dont la productivité augmente un peu moins rapidement.

TABLEAU 3

VALEUR AJOUTÉE PAR LES ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS AUSTRALIENS

Valeur ajoutée par les entreprises de fabrication

1977-1978

Valeur industrielle

totale ajoutée
\$(Aus)20 231,4 millions

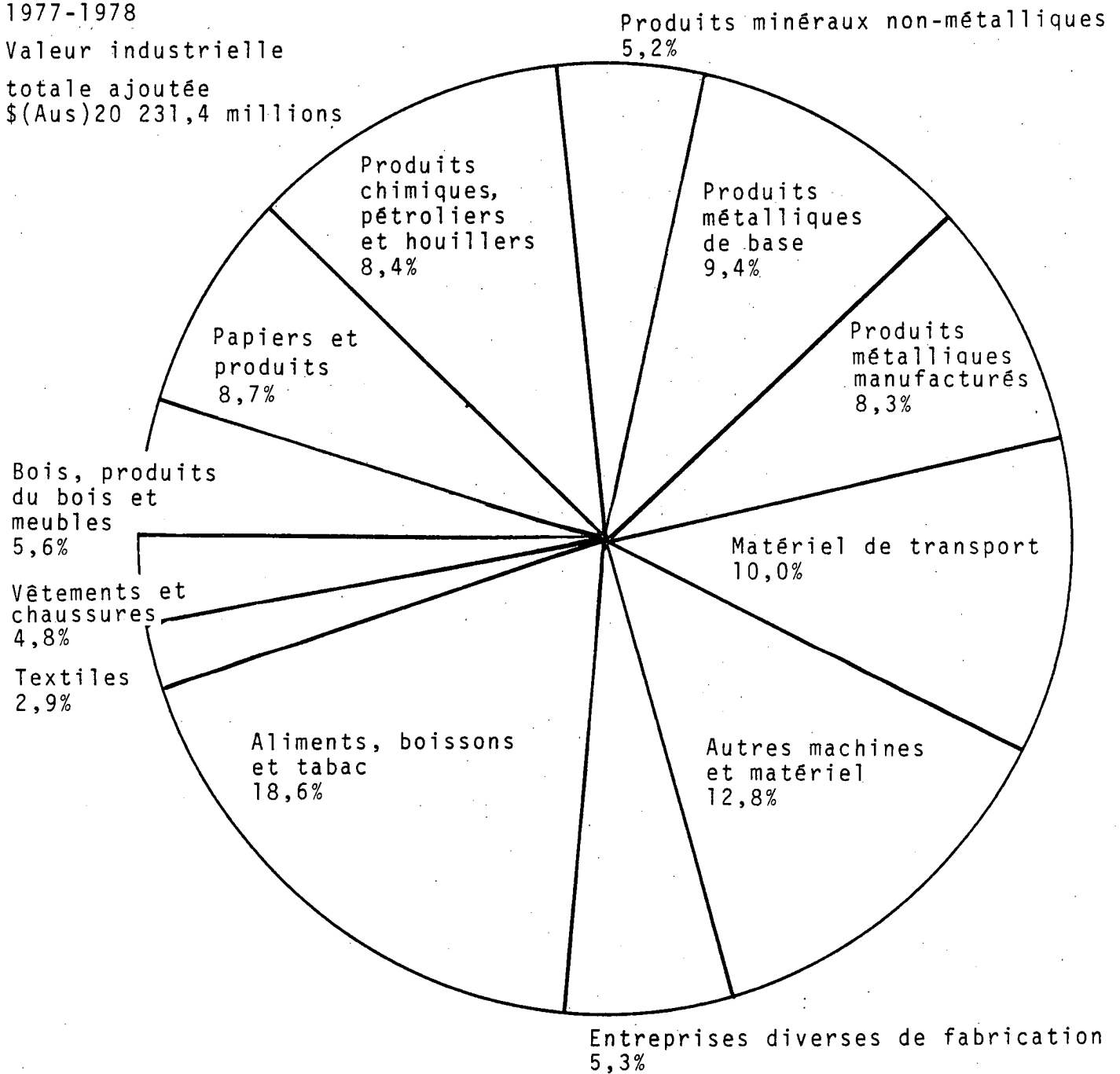


TABLEAU 4

AFFLUX D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES ENTREPRISES AUSTRALIENNES - \$A

(en millions)

	R.-U.	É.-U.	Canada	Japon	CEE (sauf le R.-U.)	Autre	Total
1967-68	393	387	38	Nil	145	Nil	964
1968-69	483	320	22	Nil	179	Nil	1004
1969-70	346	353	29	Nil	267	Nil	994
1970-71	539	473	52	Nil	485	Nil	1549
1971-72	382	562	39	Nil	463	Nil	1446
1972-73	121	89	6	51	51	176	496
1973-74	96	189	18	77	83	14	478
1974-75	115	355	17	67	157	183	894
1975-76	279	365	15	101	12	14	785
1976-77	360	624	70	175	267	66	1562
1977-78	368	621	-4	191	63	38	1276

Source: ABS: 5305.0, 1977-78

TABLEAU 5

COMMERCE INTERNATIONAL DE L'AUSTRALIE EN 1979/80

Principaux produits d'importation

	<u>\$A milliards</u>
Machines	5,1
Pétrole	2,8
Produits manufacturés	2,6
Matériel de transport	2,2
Produits chimiques	2,1

Principales sources d'importation

	<u>%</u>
CEE	24
É.-U.	22
Japon	16
ANASE	6
Arabie Saoudite	4
Nouvelle-Zélande	4
Canada	2,7

Principaux produits d'exportation

	<u>\$A milliards</u>
Blé	2,9
Charbon	2,2
Boeuf, mouton & agneau	2,1
Laine	2,1
Minéral de fer	1,5

Part des exportations des
principaux clients

	<u>%</u>
Japon	27
CEE	14
É.-U.	11
ANASE	7
Nouvelle-Zélande	5
URSS	5
Chine	4

TABLEAU 6

CIRCUIT COMMERCIAL DE L'Australie (F.O.B.)

PAR PAYS	1957-58		1967-68		1977-78		1978-79	
	(\$ millions)	% du total	(\$ millions)	% du total	(\$ millions)	% du total	(\$ millions)	% du total
Exportations								
Japon	205,4	12,6	642,1	21,1	3896,1	31,8	4109,0	28,8
R.-U.	442,8	27,1	426,3	14,0	482,1	3,9	571,3	4,0
E.-U.	92,8	5,7	402,8	13,2	1289,1	10,5	1789,7	12,6
N.-Z.	110,0	6,7	155,6	5,1	585,0	4,8	747,4	5,2
Chine (sauf Taiwan)	19,5	1,2	126,5	4,2	581,0	4,7	437,6	3,1
R.F. d'Allemagne	66,3	4,1	91,4	3,0	398,9	3,3	434,1	3,0
Canada	28,3	1,7	53,5	1,8	280,2	2,3	274,4	1,9
Autre	670,8	40,9	1146,5	37,6	4757,1	38,8	5879,2	41,3
TOTAL	1635,9	100,0	3044,7	100,0	12 269,5	100,0	14 242,7	100,0
Importations								
É.-U.	208,9	13,2	840,9	25,8	2319,9	20,8	3225,6	23,5
R.-U.	650,0	41,0	723,0	22,1	1281,0	11,5	1492,4	10,9
Japon	47,6	3,0	343,3	10,5	2111,9	18,9	2426,2	17,6
R.F. d'Allemagne	83,0	5,2	189,8	5,8	746,4	6,7	1031,3	7,5
Canada	46,1	2,9	140,5	4,3	276,4	2,5	383,5	2,8
Arabie Saoudite	14,5	0,9	49,0	1,5	355,2	3,2	359,5	2,6
N.-Z.	25,5	1,6	61,6	1,9	360,1	3,2	424,9	3,1
Autre	508,3	32,2	916,4	28,1	3716,1	33,2	4408,4	32,1
TOTAL	1583,9	100,0	3264,5	100,0	11 166,6	100,0	13 751,8	100,0
PAR RÉGION								
Exportations								
CEE(9)	814,4	49,8	783,6	25,7	1722,0	14,0	2012,8	14,1
ANASE	69,0	4,2	194,0	6,4	856,8	7,0	1091,0	7,7
Amérique du Nord	121,0	7,4	456,4	15,0	1569,3	12,8	2064,0	14,5
PEC (a)	67,0	4,1	215,2	7,1	993,0	8,1	908,7(p)	6,4(p)
Tous les pays en voie de développement	289,1	17,7	861,7	28,3	3875,9	31,6	4597,1(p)	32,3(p)
Importations								
CEE(9)	813,6	51,4	1151,8	35,3	2813,8	25,2	3524,6	25,6
ANASE	80,2	5,1	98,4	3,0	556,9	5,0	641,9	4,7
Amérique du Nord	255,2	16,1	981,4	30,1	2596,2	23,3	3609,1	26,2
PEC (a)	15,4	1,0	40,7	1,2	170,2	1,5	204,1(p)	1,5(p)
Tous les pays en voie de développement	345,4	21,8	505,4	15,5	2646,0	23,7	2911,4(p)	21,2(p)

(a) Pays à économie centralisée.

(p) Chiffres provisoires.

Source: ABS: Overseas Trade, 1961-62

CSS: Pattern of Trade, Part 1: Direction of Trade 1971-72, 1978-79

* 1979 - Dernière année pour laquelle on disposait de chiffres lors de la compilation des données du présent rapport.

TABEAU 7

COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES

	Valeur (\$ millions)			Pourcentage du total		
	1976-77	1977-78	1978-79*	1976-77	1977-78	1978-79*
	\$	\$	\$	%	%	%
Animaux vivants, principalement pour l'alimentation	60,4	104,4	120,1	0,5	0,9	0,8
Boeuf et veau	618,3	823,6	1363,4	5,3	6,7	9,6
Mouton et agneau	167,7	181,0	187,2	1,4	1,5	1,3
Autres viandes	99,8	114,3	160,0	0,9	0,9	1,1
Produits laitiers et œufs d'oiseaux	199,2	199,0	219,7	1,7	1,6	1,5
Poisson, crustacés et mollusques	136,4	144,5	194,2	1,2	1,2	1,4
Blé et matériel non moulus	863,5	1,011,1	794,6	7,4	8,2	5,6
Riz	57,1	66,6	70,4	0,5	0,5	0,5
Orge non moulue	222,5	121,8	149,5	1,9	1,0	1,1
Autres grains de céréales non moulus	121,7	62,4	78,7	1,0	0,5	0,6
Préparations à base de céréales et de farine	54,1	65,9	71,1	0,5	0,5	0,5
Fruits et noix (sauf les noix oléagineuses) frais ou secs	50,7	69,8	93,2	0,4	0,6	0,7
Fruits en conserve et préparations de fruits	48,2	45,5	50,1	0,4	0,4	0,4
Sucre brut	629,4	527,6	440,1	5,4	4,3	3,1
Fourrage pour animaux	47,5	48,9	50,4	0,4	0,4	0,4
Peaux de vache	117,8	127,5	217,5	1,0	1,0	1,5
Peaux de mouton et d'agneau	111,2	107,6	111,1	1,0	0,9	0,8
Bois à pâte (y compris les copeaux et les déchets de bois)	79,5	82,5	93,6	0,7	0,7	0,7
Laine en suint	1276,4	993,5	1227,7	11,0	8,1	8,6
Autres laines et poils d'origine animale (sauf les peignes de laine)	158,7	150,2	206,9	1,4	1,2	1,5
Engrais et minéraux bruts (sauf le charbon)	53,0	72,2	102,9	0,5	0,6	0,7
Minéraux et concentrés de fer	901,7	920,9	967,7	7,7	7,5	6,8
Minéraux et concentrés d'uranium et de thorium	27,8	88,2	85,0	0,2	0,7	0,6
Minéraux et concentrés de métaux communs nca	1211,9	1278,0	1355,0	10,4	10,4	9,5
Charbon	1281,9	1481,8	1518,8	11,0	12,1	10,7
Produits pétroliers et assimilés	211,0	241,7	316,8	1,8	2,0	2,2
Huiles et graisses animales	68,4	100,4	123,6	0,6	0,8	0,9
Produits chimiques inorganiques	27,2	33,7	48,6	0,2	0,3	0,3
Produits médicaux et pharmaceutiques	44,1	47,2	65,2	0,4	0,4	0,5
Résines synthétiques et matières plastiques	30,0	32,1	51,9	0,3	0,3	0,4
Filés textiles, tissus, articles de confection	73,7	68,3	90,0	0,6	0,6	0,6
Perles et pierres précieuses et semi-précieuses	39,6	43,0	79,6	0,3	0,4	0,6
Fer et acier	435,0	460,1	581,0	3,7	3,7	4,1
Cuivre et allages	136,0	118,4	156,0	1,2	1,0	1,1
Nickel et allages	79,1	42,7	102,7	0,7	0,3	0,7
Aluminium et allages	64,8	75,8	99,0	0,6	0,6	0,7
Plomb et allages	166,0	194,6	262,2	1,4	1,6	1,8
Zinc et allages	112,0	98,5	120,0	1,0	0,8	0,8
Machines spécialisées pour l'industrie	104,5	113,7	126,9	0,9	0,9	0,9
Machines et matériel industriels d'usage général	87,8	89,8	104,9	0,8	0,7	0,7
Machines et appareils électriques	70,1	64,3	65,2	-	0,5	0,5
Véhicules routiers	93,2	92,6	136,2	0,8	0,8	1,0
Autre matériel de transport	47,4	92,2	131,8	0,4	0,8	0,9
Instruments professionnels, scientifiques et de contrôle	30,2	44,7	58,5	0,3	0,4	0,4
Appareils et matériel de photographie	39,2	47,4	63,9	0,3	0,4	0,5
Autres produits	1095,9	1279,5	1520,4	9,4	10,4	10,7
TOTAL, EXPORTATIONS	11 651,6	12 269,5	14 233,3	100,0	100,0	100,0

* 1979 - Dernière année pour laquelle on disposait de chiffres lors de la compilation du présent rapport.

TABLEAU 8

COMPOSITION DES IMPORTATIONS AUSTRALIENNES (a)

	Valeur (\$ millions)			Pourcentage du total		
	1976-77	1977-78	1978-79 ^P	1976-77	1977-78	1978-79 ^P
	\$	\$	\$	%	%	%
Poisson, crustacés et mollusques	109,9	120,2	125,9	1,1	1,1	0,9
Légumes et fruits	72,0	89,3	88,0	0,7	0,8	0,6
Café	88,2	92,3	80,9	0,8	0,8	0,6
Cacao	44,7	65,4	64,3	0,4	0,6	0,5
Boissons alcooliques	52,0	59,0	71,0	0,5	0,5	0,5
Tabac et produits du tabac	47,0	62,7	59,7	0,5	0,6	0,4
Caoutchouc brut	44,4	47,4	58,8	0,4	0,4	0,4
Bols, travaillé simplement et traverses de chemin de fer en bols	141,5	123,5	153,8	1,4	1,1	1,1
Pâtes et déchets de papier	66,9	57,6	71,0	0,6	0,5	0,5
Fibres textiles et déchets	64,8	68,6	74,0	0,6	0,6	0,5
Engrais bruts	42,5	55,6	83,5	0,4	0,5	0,6
Huile de pétrole brute	394,5	473,5	399,6	3,8	4,2	2,9
Produits pétroliers raffinés	584,5	664,9	715,9	5,6	6,0	5,2
Huiles et matières grasses végétales fixes	48,2	56,7	55,9	0,5	0,5	0,4
Produits chimiques organiques	245,4	262,8	325,5	2,4	2,4	2,4
Produits chimiques inorganiques	110,7	125,9	139,0	1,1	1,1	1,0
Agents de teinture, de tannage et matières colorantes	54,0	54,8	69,2	0,5	0,5	0,5
Médicaments et produits pharmaceutiques	101,7	111,5	130,8	1,0	1,0	1,0
Huiles essentielles et substances pour parfums	39,7	51,5	68,4	0,4	0,5	0,5
Résines synthétiques et matières plastiques	215,2	230,3	280,9	2,1	2,1	2,0
Pneus et chambres à air	93,0	92,3	93,7	0,9	0,8	0,7
Produits de bols et de liège	59,2	52,2	64,2	0,6	0,5	0,5
Papier et carton	258,0	254,8	312,9	2,5	2,3	2,3
Filés et filés textiles	119,4	129,2	166,1	1,1	1,2	1,2
Tissus, fibres de coton et fibres chimiques	269,6	283,4	363,1	2,6	2,5	2,6
Revêtements de sol	78,2	77,8	82,8	0,8	0,7	0,6
Produits minéraux non métalliques	223,0	242,5	272,3	2,1	2,2	2,0
Fer et acier	216,6	236,1	274,2	2,1	2,1	2,0
Moteurs à pistons et pièces pour moteur à combustion interne	191,7	199,9	236,3	1,8	1,8	1,7
Pièces et moteurs électriques rotatifs	76,8	82,7	123,3	0,7	0,7	0,9
Machine spécialisées pour l'industrie	616,3	632,2	826,4	5,9	5,7	6,0
Machines pour le travail des métaux	90,0	93,2	138,9	0,9	0,8	1,0
Machines et matériel industriels d'usage général	460,6	546,9	710,5	4,4	4,9	5,2
Machines de bureau et ordinateurs	302,7	378,2	489,2	2,9	3,4	3,6
Matériel de télécommunications et appareils d'enregistrement du son	427,0	315,1	382,9	4,1	2,8	2,8
Machines et appareils électriques	520,9	532,9	656,7	5,0	4,8	4,8
Voitures particulières	446,0	424,0	527,3	4,3	3,8	3,8
Véhicules automobiles, sauf les voitures particulières	307,9	303,1	385,9	3,0	2,7	2,8
Pièces et accessoires de véhicules automobiles routiers nca	285,5	271,8	408,3	2,7	2,4	3,0
Aéronefs et matériel et pièces connexes	139,4	142,0	442,1	1,3	1,3	3,2
Navires, bateaux (y compris les hydroglisseurs) et bâtiments	17,2	86,7	221,1	0,2	0,8	1,6
Meubles	53,6	59,3	70,7	0,5	0,5	0,5
Vêtements et accessoires vestimentaires	242,6	267,7	280,9	2,3	2,4	2,0
Chaussures	74,7	85,8	94,0	0,7	0,8	0,7
Instruments professionnels, scientifiques et de contrôle	165,2	197,7	250,3	1,6	1,8	1,8
Appareils et matériel de photographie	196,9	210,6	265,5	1,9	1,9	1,9
Imprimés	158,7	186,2	227,1	1,5	1,7	1,7
Voitures d'enfant, jouets, jeux et articles de sport	116,7	119,4	147,1	1,1	1,1	1,1
Instruments de musique et pièces	67,9	62,6	74,4	0,7	0,6	0,5
Autres articles	1567,8	1726,8	2052,4	15,1	15,5	14,9
TOTAL, IMPORTATIONS	10 410,6	11 166,6	13 756,7	100,0	100,0	100,0

(a) Les groupes peuvent exclure certaines données classées dans les renseignements confidentiels.

* 1979 - Dernière année pour laquelle on disposait de chiffres lors de la compilation du présent rapport.

TABLEAU 9

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS L'AUSTRALIE¹

(\$ millions)

	<u>1979</u>	<u>1980</u>
Papier journal	51,4	66,1
Bois de construction	75,0	63,3
Soufre	15,0	53,2
Pièces de véhicules automobiles	79,9	45,4
Pâte de bois	26,8	39,1
Tapis en rouleaux	25,9	27,2
Potasse	9,2	18,3
Amlante	12,8	12,4
Molssonneuses-batteuses	7,6	11,5
Fibres chimiques, y compris le nylon	7,8	11,5
Total des produits énumérés	311,4	348,0
(Pourcentage du total)	(56%)	(52%)
TOTAL, EXPORTATIONS	556,6	663,5
(Taux de variation)		(+19%)

¹ Statistique Canada

TABLEAU 10

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES DE PRODUITS FINIS VERS L'AUSTRALIE¹

(\$ millions)

	<u>1979</u>	<u>1980</u>
Pièces de véhicules automobiles	79,9	45,4
Tapis en rouleaux	25,9	27,2
Molssonneuses-batteuses	7,6	11,5
Tracteurs à roues, nouveaux et d'occasion	3,3	8,8
Perforatrices	10,7	8,5
Véhicules automobiles, nca	4,6	5,6
Matériel forestier de manutention des billes de bois	1,1	4,6
Matériel de télécommunications commerciales	1,5	4,4
Lampes, ampoules et tubes électriques	4,2	3,9
Tapis, y compris les paillassons, les revêtements de sol, nca	2,6	3,8
Total des produits énumérés	141,4	123,7
(Pourcentage du total)	(59%)	(53%)
TOTAL, EXPORTATIONS DE PRODUITS FINIS	241,5	234,4
(Taux de variation)		(-3%)

¹ Statistique Canada

TABLEAU 11

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DE L'AUSTRALIE¹

(\$ millions)

	<u>1979</u>	<u>1980</u>
Sucre brut	81,0	188,7
Alumine	79,8	76,9
Minéraux, concentrés et déchets de métaux nca	68,8	42,2
Raisins secs	20,0	25,6
Minéraux et concentrés de nickel	35,5	19,9
Bœuf salé, en boîtes	5,4	6,1
Veau frais et congelé	7,2	4,9
Préparations d'aliments congelés cuisinés, nca	4,1	3,9
Laine dégraissée et lavée	5,0	3,7
Mouton frais et congelé	11,2	3,0
Total des produits énumérés	318,0	374,9
(Pourcentage du total)	(68%)	(74%)
TOTAL, IMPORTATIONS	466,1	507,1
(Taux de variation)		(+9%)

¹ Statistique Canada

TABLEAU 12

COMMERCE ENTRE LE CANADA ET L'AUSTRALIE¹

(\$ millions)

<u>Année</u>	<u>Exportations</u>	<u>Importations</u>	<u>Balance commerciale nette</u>
1970	197,8	146,1	+51,7
1971	180,2	125,7	+54,5
1972	160,3	196,7	-36,4
1973	214,4	242,6	-28,2
1974	317,4	335,0	-17,6
1975	248,0	344,8	-96,8
1976	369,5	339,2	+30,3
1977	408,9	353,0	+55,9
1978	412,4	353,1	+59,3
1979	556,6	466,1	+90,5
1980	663,5	507,1	+156,4

¹ Statistique Canada

TABLEAU 13

FOIRES ET MISSIONS SUR L'Australie AUXQUELLES PARTICIPE LE MIC

ANNÉE FINANCIÈRE	FOIRES COMMERCIALES	MISSIONS À L'ÉTRANGER	MISSIONS D'ACHETEURS	MISSIONS MINISTÉRIELLES
78/79	<p>Marché International des revêtements de sol d'Australasie, Sydney</p> <p>Promotion des produits de consommation des centres commerciaux (PARAMATTA), Sydney</p> <p>Australian National Field Days, Exposition de machines agricoles, N.-G.S.</p> <p>Exposition Internationale de jouets et d'articles de sport, Sydney</p>	Néant	Néant	Néant
79/80	<p>Marché des revêtements de sol d'Australasie, Sydney</p> <p>Dowerin Field Days, Exposition de matériel agricole de Dowerin (IB)</p> <p>Exposition de machines agricoles Ag-Quip de Guunedesh</p> <p>Marché des revêtements de sol d'Australasie, Sydney</p>	<p>Mission et séminaire sur les techniques de l'exploitation du pétrole et du gaz, en Australie (Melbourne-Perth)</p>	Néant	Néant
80/81	<p>FIME, Exposition de machines pour l'industrie forestière, Myrtleford</p> <p>Ag-Quip, exposition commerciale de matériel agricole, Gunnedah</p> <p>Exposition royale de Pâques, Sydney (IB)</p> <p>Exposition Internationale de jouets et d'articles de sport, Sydney</p>	<p>Séminaire sur l'aridoculture en Australie</p> <p>Mission sur les techniques informatiques, en Malaisie, au Japon et en Australie</p> <p>Séminaire sur les pièces d'automobiles et mission de présentation d'un échantillon en Australie</p> <p>Séminaire sur l'aridoculture (Wimmera Field Days), en Australie</p> <p>Mission sur la technologie des industries océaniques, en Malaisie, Indonésie et Australie</p>	Néant	Mission ministérielle en Australie et en Nouvelle-Zélande
81/82	<p>1. Ag-Quip, Exposition commerciale de matériel agricole, Gunnedah (N.-G.S.) 18-20 août 81</p>	<p>1. Missions sur les pâtes et papiers, en Australie, avril 81</p>	<p>1. Mission d'acheteurs australiens de bijoux, à Toronto, 19-21 juil. 81</p>	<p>1. Mission sur le matériel d'exploitation du pétrole et du gaz, d'A.O. 7-15 mai 81</p>

TABLEAU 13 (suite)

FOIRES ET MISSIONS SUR L'AUSTRALIE AUXQUELLES PARTICIPE LE MIC

ANNÉE
FINAN-
CIERE

FOIRES COMMERCIALES

MISSIONS À L'ÉTRANGER

MISSIONS D'ACHETEURS

MISSIONS
MINISTERIELLES

- | | | | |
|--|---|---|--|
| <p>2. Exposition internationale de Jouets et d'articles de sport, Sydney, Australie, 17-20 mars 82</p> <p>3. Exposition royale de Pâques, Sydney, 10-21 avril 81</p> <p>4. AIEE/81 - 14^e exposition australienne de génie, Melbourne, 27 avril - 1^{er} août 81</p> | <p>2. Commande des procédés industriels et dispositifs automatiques sur le matériel et les systèmes, juillet 81</p> <p>3. Mission de promotion des exportations des provinces de l'Atlantique en Australie, nov. 81</p> <p>4. Mission axée sur les maisons d'import-export et les franchises, en Australie, sept. 81</p> <p>5. Mission sur les pièces d'automobiles, fév. 82</p> <p>6. Mission sur le matériel électrique, 31 mars 82</p> | <p>2. Mission d'acheteurs de machines agricoles dans les prov. des Prairies 17-20 juin 81</p> | |
|--|---|---|--|

TABLEAU 14

APPROBATIONS DU PDME PAR SECTION, 1971-1980

AUSTRALIE

	<u>70/71</u>	<u>71/72</u>	<u>72/73</u>	<u>73/74</u>	<u>74/75</u>	<u>75/76</u>	<u>76/77</u>	<u>77/78</u>	<u>78/79</u>	<u>79/80</u>	<u>80/81</u>
Section A** - Approbations	4	6	6	7	7	4	6	6	9	0	-
- Succès	0	2	0	0	1	0	0	1	0	0	-
Section B - Approbations	0	29	23	18	22	25	25	33	50	9	14
- Succès	0	13	9	6	9	15	12	6	3	0	-
Section C - Approbations	0	1	1	1	3	6	5	3	6	3	-
- Succès	0	1	1	0	1	2	1	1	0	0	-
Section D - Approbations	0	0	1	1	1	0	4	3	6	0	1
- Succès	0	0	0	1	0	0	3	0	0	0	-
Section E - Approbations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
- Succès	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Section F* - Approbations	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	-
- Succès	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	-
Section R* - Approbations	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1	3
- Succès	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	-

* Ces sections du PDME ont été introduites en 1979.

** La Section A a été provisoirement mise de côté de mars à septembre 1980 en raison d'un manque de fonds.

Source: Ministère de l'Industrie et du Commerce.

TABLEAU 15

APPROBATIONS DU PDME PAR SECTEUR, 1971-81*

31 mars 1981

a) BIENS ET SERVICES

	SECTIONS				
	A	B	C	D	R
Biens	28	177	19	18	3
Services	38	103	17	8	1
TOTAL	66	280	36	26	4

b) PAR OBJET PRINCIPAL

	SECTIONS				
	A	B	C	D	R
Produits chimiques	2	17	-	-	-
Industrie agricole	2	36	2	4	4
Pêche/Pêcheries	-	3	-	-	-
Environnement/Énergie	5	7	5	1	-
Forêts	14	8	-	2	-
Ressources minières	7	9	-	2	-
Transports	1	22	3	-	-
Communications/Instr.	23	44	6	3	-
Industries	6	59	5	6	-
Services sociaux**	6	75	15	8	-
TOTAL	66	280	36	26	4

* Une liste de certaines sociétés qui ont réussi à pénétrer sur le marché australien grâce au Programme est présentée à la suite de ce tableau.

** Comprend le logement, l'éducation, les hôpitaux, etc.

Source: Ministère de l'Industrie et du Commerce.

**CERTAINES SOCIÉTÉS CANADIENNES
QUI ONT RÉUSSI À PÉNÉTRER SUR LE MARCHÉ AUSTRALIEN
GRÂCE AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS D'EXPORTATION**

Bailey Meter Co. Ltd.
Pointe-Claire, Québec

Burnside Equipment Ltd.
Downsview, Ontario

Casavant Frères Ltée
St-Hyacinthe, Québec

Central Dynamics Ltd.
Pointe-Claire, Québec

Coulter Copper & Brass
Toronto, Ontario

Daisey Decoration Products
Toronto, Ontario

Elastometal Ltd.
Burlington, Ontario

Foseco Canada Ltd.
Guelph, Ontario

Ingersoll Machine & Tool Co. Ltd.
Ingersoll, Ontario

Lister Bolt & Chain
Richmond, British Columbia

Lo Lift Corp. Ltd.
Mississauga, Ontario

London Mat Ind. Ltd.
London, Ontario

Macdon Ind. Ltd.
Winnipeg, Manitoba

MacDonald Dettwilet & Assocs.
Richmond, British Columbia

Mastic Inc.
London, Ontario

The McArthur Chemical Co. Ltd.
Lachine, Québec

Michael Shulman Assoc.
(Infra Pak Division)
Toronto, Ontario

Midland-Ross du Canada Ltée
LaSalle, Québec

Morris Rod-Weeder Co. Ltd.
Yorkton, Saskatchewan

National Business Systems Inc.
Mississauga, Ontario

Ontario Drive & Gear Ltd.
New Hamburg, Ontario

Quebec Wires Ltd.
Trois-Rivières, Québec

True Craft Log Structures Ltd.
North Vancouver, British Columbia

Wallace Murray Can Ltd.
Granby, Québec

Woods Bag & Canvas Co. Ltd.
Toronto, Ontario

IV. APPENDICES

- i) Application de la politique australienne en matière d'investissement étranger
- ii) Certains projets de mise en valeur des ressources en Australie
- iii) Certains investissements canadiens en Australie
- iv) Foires et expositions organisées en Australie
- v) Organismes du gouvernement canadien en relation avec l'Australie

**APPLICATION DE LA POLITIQUE AUSTRALIENNE
EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER**

Le Trésorier est chargé de l'application de la politique du gouvernement en matière d'investissement étranger. Dans l'exécution de cette fonction, il reçoit l'avis du Foreign Investment Review Board (agence d'examen de l'investissement étranger). Les principales fonctions de l'agence sont les suivantes:

- conseiller le gouvernement sur les questions générales relatives aux investissements étrangers;
- favoriser une connaissance et une compréhension de la politique gouvernementale dans l'ensemble de la collectivité et dans le secteur de l'entreprise privée, en particulier;
- donner des renseignements aux investisseurs étrangers sur les aspects de leurs projets qui risquent de ne pas être conformes à la politique et proposer des moyens de modifier ces projets;
- viser à atteindre un haut niveau de participation australienne dans les nouveaux projets d'investissement;
- établir une liaison avec les autorités des gouvernements des États; et
- suivre les activités des entreprises sous contrôle étranger exploitées en Australie.

Dans l'exercice de ces tâches, l'agence reçoit l'aide de la Division de l'investissement étranger de la Trésorerie du Commonwealth, qui fait fonction d'exécutif. D'autres organes gouvernementaux sont consultés au besoin.

**PROJETS QUI DOIVENT ÊTRE SOUMIS À
L'AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT
ÉTRANGER**

L'Agence examine certains types de projets d'investissement en Australie présentés par des Intérêts étrangers.

Un Intérêt étranger est:

- une personne physique ne résidant habituellement pas en Australie;

- une société ou entreprise sous contrôle étranger; ou
- toute société ou entreprise dans laquelle est investi un important Intérêt étranger, que la société ou entreprise soit ou ne soit pas sous contrôle étranger. (La notion d'"Intérêt important" est définie à l'article 9 du Foreign Takeovers Act et vise un avoir de 15 pour cent ou plus des actions émises ou du droit de vote d'une société détenu par un seul Intérêt étranger ou plusieurs Intérêts étrangers associés, ou de 40 pour cent ou plus au total détenus par deux ou plusieurs Intérêts étrangers).

Les catégories suivantes de projets présentés par des Intérêts étrangers doivent être soumises à l'examen de l'Agence:

- (a) Les projets régis par les dispositions du Foreign Takeovers Act. Ces projets comprennent:
- (i) toute acquisition ou émission d'actions qui aurait pour effet de créer ou d'augmenter un Intérêt important dans une société australienne existante;
 - (ii) toute acquisition d'une entreprise australienne au moyen de l'achat d'actions;
 - (iii) tout accord (y compris la modification des statuts) qui donnerait à un actionnaire étranger important d'une entreprise australienne des droits de représentation à l'Agence de cette entreprise; et
 - (iv) tout accord relatif:
 - à la location ou à l'octroi d'autres droits d'utiliser l'actif d'une entreprise australienne;
 - à la participation à la gestion ou aux profits d'une entreprise australienne.

Il est d'usage que le gouvernement n'intervienne pas, sauf dans des cas spéciaux, dans les projets pour lesquels l'actif total de la société ou entreprise cible est inférieur à \$2 millions.

(b) Les projets d'investissement qui ne sont pas visés par les dispositions du Foreign Takeovers Act, mais qui rentrent dans les catégories suivantes:

- (i) tous les projets d'établir une nouvelle entreprise ou installation, quelle qu'en soit la taille, dans des secteurs assujettis à des restrictions spéciales, notamment les finances, les assurances, les médias, l'aviation civile, l'industrie de l'uranium et les activités en rapport avec l'uranium;
- (ii) les investissements directs effectués par des gouvernements étrangers ou leurs organismes (sauf les investissements en portefeuille ou les investissements se rapportant à leur représentation officielle);
- (iii) d'autres projets d'établir de nouvelles entreprises, lorsque le montant total de l'investissement est de \$5 millions ou plus (y compris la diversification en activités non entreprises auparavant en Australie et les nouveaux projets dans l'extraction minière ou d'autres industries d'exploitation des ressources naturelles); et
- (iv) les projets visant à acquérir des biens immobiliers évalués à \$250 000 ou plus (voir les dispositions détaillées à la page 118).

EXAMEN DES PROJETS

Le gouvernement cherche à assurer que les investissements étrangers sont conformes aux intérêts de l'Australie en maximisant les avantages et minimisant les désavantages de ces investissements. Les projets sont examinés en fonction de leurs qualités intrinsèques d'après certains critères, dont les plus importants sont énumérés ci-après:

(a) la possibilité, étant donné la situation existant dans l'industrie concernée, que le projet produise, soit directement, soit indirectement, des avantages économiques nets pour l'Australie en regard des considérations suivantes:

- (i) concurrence, niveaux des prix et efficacité;
- (ii) introduction d'une technologie ou de compétences dans les domaines de la gestion et de la main-d'oeuvre, qui n'étaient pas auparavant utilisées en Australie;
- (iii) amélioration de la structure industrielle ou commerciale de l'économie, ou de la qualité et de la variété de biens et services disponibles en Australie; et
- (iv) création de nouveaux marchés d'exportation ou accès à ces marchés.

Lorsque l'on juge, en fonction des critères énumérés plus haut, qu'un projet n'est pas contraire à l'intérêt national, on considère les critères suivants:

- (b) la possibilité de réaliser l'entreprise ou le projet concerné d'une manière permettant de satisfaire le mieux possible les intérêts de l'Australie dans des domaines tels que:

- (i) le traitement local de matières et l'utilisation de matériel et de services australiens;
 - (ii) la participation d'Australiens aux conseils chargés de l'élaboration de la politique des entreprises;
 - (iii) la recherche et le développement;
 - (iv) les accords en matière de redevances, permis et brevets; et
 - (v) les relations industrielles et possibilités d'emploi;
- (c) la conformité du projet avec les autres politiques économiques et industrielles du gouvernement et avec les objectifs généraux de la politique nationale dans des domaines tels que la défense et la sécurité de l'Australie, les intérêts des autochtones, la décentralisation et l'environnement et les obligations de l'Australie en vertu des traités internationaux;
- (d) la mesure dans laquelle la participation australienne a été encouragée et le niveau de gestion et de contrôle australiens requis après l'exécution du projet (voir également p. 119);
- (e) les considérations d'ordre fiscal (sauf le mode de financement d'un projet);
- (f) les intérêts des actionnaires, employés, créanciers et détenteurs de polices d'assurance australiens touchés par le projet.

Tous ces critères ne s'appliquent pas nécessairement à chaque projet. La liste des critères est dressée en fonction des circonstances se rapportant à chaque cas particulièrement. Lors de l'examen, on fait preuve d'une largeur de vues à l'égard des projets dont on a décidé qu'ils seront sous contrôle australien après leur réalisation. Sauf en ce qui concerne les investissements dans le domaine des ressources naturelles, de l'immobilier, des opérations bancaires, des assurances, des intermédiaires financiers, des médias et de l'aviation civile, ces projets seront approuvés, à moins qu'il n'existe certaines circonstances particulières défavorables.

Lorsque les projets portent sur des secteurs de l'économie dans lesquels la propriété et le contrôle étrangers sont déjà importants ou le deviendraient à la suite de la réalisation du projet, le gouvernement désire s'assurer que le projet produira des avantages économiques importants et (ou) permettra une participation australienne considérable avant d'accorder son autorisation.

DOMAINES DANS LESQUELS DES RESTRICTIONS S'APPLIQUENT AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

En raison de considérations d'intérêt national, le gouvernement australien impose des restrictions sur les investissements étrangers dans plusieurs secteurs économiques énumérés ci-après.

Finances

Banques

La politique du gouvernement actuel, et de tous ses prédécesseurs depuis 1945, consiste à ne pas accorder à des intérêts étrangers le pouvoir d'exercer des activités dans le secteur bancaire en Australie et à ne pas leur permettre d'acquérir des intérêts étrangers le pouvoir d'exercer des activités dans le secteur bancaire en Australie et à ne pas leur permettre d'acquérir des intérêts dans des banques australiennes existantes. En vertu du Banks (Shareholdings Act), les avoirs individuels ou conjoints dans une banque australienne sont limités à moins de 10 pour cent. Le gouvernement serait également opposé à l'acquisition de participations inférieures à ce chiffre lorsque l'intérêt étranger a l'intention d'exercer une influence sur la banque concernée. Toutefois, le Trésorier autorise en général les banques étrangères à établir des bureaux de représentation en Australie à des fins de liaison.

Intermédiaires financiers non bancaires et compagnies d'assurances

Le secteur financier joue un rôle essentiel dans l'économie, et tous les projets présentés par des intérêts étrangers afin d'établir un nouvel Intermédiaire financier non bancaire (ifnb) ou une compagnie d'assurances font l'objet d'un examen approfondi. Compte tenu du niveau élevé de propriété et de contrôle étrangers qui existe dans certains domaines du secteur financier, les projets doivent assurer à l'Australie d'importants avantages économiques nets pour être approuvés ou, lorsque les avantages économiques nets sont peu considérables, ils doivent établir une association efficace entre les intérêts australiens et l'investisseur étranger dans la propriété et le contrôle de la compagnie concernée. Dans certains cas, l'approbation peut être accordée plus rapidement si les activités de l'intermédiaire financier sont strictement auxiliaires aux autres activités commerciales (par exemple dans le cas d'un financier interne) et n'ont pas de répercussions sensibles sur le secteur financier.

Tous les projets en vue d'acquiescer ou d'accroître des intérêts importants dans un ifnb ou dans une compagnie d'assurances sont examinés attentivement, quelle que soit l'importance de la compagnie. Une fois de plus, le projet doit prouver qu'il fournit à l'Australie des avantages considérables, compte tenu de ses implications pour le secteur financier et le niveau de propriété australienne.

Média

Radiodiffusion et télédiffusion

Les investissements étrangers dans le domaine de la radiodiffusion et de la télédiffusion sont régis par le Broadcasting and Television Act, qui stipule qu'au moins 80 pour cent des actions émises par une société détenant

une licence de radiodiffusion ou de télédiffusion doivent être possédées en usufruit par des résidents australiens et qu'aucun actionnaire étranger privé ne peut détenir plus de 15 pour cent des actions émises par une telle société.

Journaux

Tous les projets d'investissement étranger dans les journaux australiens font l'objet d'un examen particulier pour chaque cas. L'investissement étranger dans les journaux à fort tirage est limité. En outre, les projets présentés par des intérêts étrangers en vue d'investir dans les journaux ethniques en Australie ne sont en général pas approuvés, à moins qu'il n'existe une participation importante de la communauté ethnique locale et un contrôle local efficace de la politique de rédaction.

Aviation civile

Les avoirs étrangers dans le domaine de l'aviation civile nationale sont limités. Tous les projets d'investissement étranger dans cette industrie font l'objet d'un examen particulier pour chaque cas, indépendamment de l'importance de l'investissement proposé.

Immobilier

Bien que la politique générale du gouvernement accueille favorablement l'investissement étranger en Australie, elle considère qu'il est nécessaire d'accorder une attention spéciale aux projets comportant des investissements importants dans l'immobilier. Le gouvernement veille à ce que les intérêts étrangers n'effectuent pas dans ce secteur des investissements qui sont de nature spéculatives ou qui visent simplement à réaliser des gains de capital ou des recettes sur les investissements sans produire d'avantages pour l'économie australienne.

Dans ce cadre, l'immobilier comprend toute option ou intérêt dans une propriété foncière australienne ou dans un bail à ferme, d'une durée de plus de cinq ans, ou les améliorations apportées à cette propriété, ou dans un accord financier prévoyant le partage des profits réalisés sur un investissement dans l'immobilier.

Afin de réduire au maximum le nombre de projets immobiliers devant être soumis à l'agence d'examen de l'investissement étranger, le gouvernement a exempté de l'approbation obligatoire de l'investissement étranger une vaste gamme de transactions, qui sont énumérées ci-après (ces exemptions ne touchent pas les exigences découlant des dispositions du Foreign Takeovers Act ou des règlements sur les banques (devises étrangères):

- (a) les acquisitions individuelles (particulières) de moins de \$250 000 (à moins que ces acquisitions ne fassent partie d'un programme d'investissement dans des biens-fonds comprenant des acquisitions totales supérieures à \$250 000 - depuis le 8 juin - auquel cas, le projet devra être soumis à l'examen de l'Agence);
- (b) les acquisitions par des sociétés ou caisses de bienfaisance exerçant leur activité en Australie surtout dans l'intérêt des Australiens;
- (c) les acquisitions par des compagnies d'assurance-vie, représentant l'investissement de leur fonds statutaire australien (ces acquisitions doivent être déclarées chaque année ainsi que le rapport entre la valeur des avoirs totaux dans l'immobilier et le fonds statutaire);
- (d) les acquisitions par les caisses australiennes de retraite d'employeurs étrangers, représentant l'investissement des caisses de retraite au profit des retraités australiens (ces acquisitions doivent être déclarées chaque année ainsi que le rapport entre la valeur des avoirs totaux dans l'immobilier et les caisses de retraite;

(e) les acquisitions par les missions des gouvernements étrangers de bureaux et de résidences devant servir de missions officielles ou de résidences pour le personnel, sous réserve de leur vente à des Australiens ou à d'autres acheteurs autorisés lorsqu'ils ne seront plus utilisés à ces fins; et

(f) les acquisitions de biens immobiliers, par exemple un emplacement d'usine, qui sont nécessaires à la conduite des activités commerciales normales de sociétés étrangères autres qu'une entreprise d'acquisition, d'aménagement ou d'investissement dans le secteur immobilier.

Les projets d'investissement étranger dans le secteur immobilier qui ne sont pas visés par les exemptions précitées doivent être notifiés séparément à l'Agence. En ce qui concerne les acquisitions de biens immobiliers faisant partie d'un important projet immobilier ou d'un programme permanent, comme l'aménagement et la vente de biens immobiliers à des Australiens ou à des personnes autorisées, on peut toutefois conclure avec l'Agence des accords de déclaration préalable et d'approbation sur la base d'un programme annuel.

Tous les projets qui doivent être examinés sont considérés en fonction de leurs avantages éventuels pour l'économie australienne et en tenant compte du niveau de participation australienne à la propriété et au contrôle de l'entreprise. L'Agence accorde une importance particulière à la participation australienne aux grands projets immobiliers, et approuvera en général les projets dans lesquels la propriété australienne est égale ou supérieure à 50 pour cent.

PARTICIPATION AUSTRALIENNE

Le gouvernement désire encourager la participation de l'Australie à la création de nouvelles entreprises et à la

réalisation de projets d'exploitation des minéraux car il estime que cette participation profitera, à long terme, tant à l'Australie qu'à l'investisseur étranger. Pour cette raison, l'un des critères utilisés lors de l'examen de chaque projet est la mesure dans laquelle on a cherché à assurer la participation australienne et le niveau de gestion et de contrôle australiens qui existera après la réalisation du projet.

Des directives spécifiques régissent la participation australienne dans le secteur des ressources naturelles.

Uranium

En raison de l'importance exceptionnelle que le gouvernement accorde à l'uranium, tout projet comprenant l'investissement par des intérêts étrangers dans l'exploitation et la production d'uranium ou l'enrichissement de l'uranium, ou dans des activités liées d'une façon ou d'une autre à l'industrie de la production de combustible nucléaire, doit faire l'objet d'un examen. Un projet prévoyant l'exploitation et la production d'uranium non encore exploité ne sera approuvé que s'il accorde une participation minimale de 75 pour cent à l'Australie et est sous contrôle australien. Ces exigences doivent être respectées avant le début de la production. On tient compte du niveau d'investissement étranger en portefeuille dans les sociétés particulières avant de décider si le projet satisfait à l'exigence concernant la participation australienne de 75 pour cent. Toutefois, en l'absence de circonstances spéciales, on ne tiendra pas compte de la participation individuelle sous forme d'actions en portefeuille de moins de 10 pour cent dans une société australienne produisant de l'uranium.

EXPLOITATION MINIÈRE (SAUF DE L'URANIUM), AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHES ET FORÊTS

Une proposition relative à la création d'une nouvelle entreprise ou un projet ayant trait aux secteurs précités comportant un investissement total égal ou supérieur à \$5 millions ne sera, en règle générale, accepté que s'il prévoit d'accorder aux intérêts australiens au moins 50 pour cent des actions ainsi qu'un droit de vote équivalent au conseil ou dans l'organe de contrôle de la société.

Les projets qui ne sont pas contrales à l'intérêt national mais qui ne respectent pas l'exigence concernant la participation australienne minimale de 50 pour cent peuvent toutefois être autorisés si le gouvernement estime que l'impossibilité de disposer d'un capital-actions australien suffisant dans des délais et conditions raisonnables retarderait indûment la mise en valeur des ressources naturelles de l'Australie. Dans ce cas, cependant, le gouvernement cherchera autant que possible à prendre des mesures satisfaisantes permettant de porter la part de l'Australie à 50 pour cent au moins des actions pendant une période convenue.

Exploration dans le secteur minier

Les sociétés étrangères ne sont pas obligées de faire participer des intérêts australiens à leurs activités d'exploration dans le secteur des minéraux. Toutefois, le gouvernement désire assister, dans la mesure du possible, à une participation continue et importante de l'Australie à ces activités. Par conséquent, il s'attend à ce que les sociétés

étrangères cherchent à obtenir la participation de l'Australie aux projets qui, selon des prévisions raisonnables, pourraient être réalisés. Les sociétés étrangères d'exploration sont également censées annoncer chaque année à l'Agence d'examen de l'investissement étranger leurs futurs projets d'exploration. Tout projet découlant des activités d'exploration doit être examiné en fonction des directives applicables aux nouveaux projets d'exploitation des minéraux.

Objectif de "naturalisation" des sociétés étrangères

Le gouvernement accueille favorablement les projets visant à augmenter la participation australienne dans des sociétés existantes d'appartenance étrangère. Il a fourni un cadre et des raisons d'augmenter la participation australienne dans des sociétés appartenant surtout à des intérêts étrangers. Les sociétés obtenant la "naturalisation" après un délai convenu et dont la demande est acceptée peuvent profiter de certains avantages.

Sociétés naturalisées et en voie de l'être

Une société peut obtenir du gouvernement le statut de société naturalisée si :

- (i) elle appartient dans une proportion d'au moins 51 pour cent à des Australiens;
- (ii) ses statuts stipulent que la majorité des membres du conseil sont des citoyens australiens; et
- (iii) des ententes générales ont été conclues entre la société, les principaux actionnaires et le gouvernement sur l'exercice du droit de vote en ce qui concerne les activités commerciales de la société en Australie.

Une société désirant obtenir la naturalisation - ou société en voie de naturalisation - doit répondre à certaines conditions préalables. Elle doit :

- (i) comporter une participation australienne minimale de 25 pour cent;
- (ii) prévoir dans ses statuts que son conseil soit composé en majorité de citoyens australiens; et
- (iii) s'engager publiquement à porter la participation australienne à 51 pour cent, sous réserve des ententes convenues entre la société, les principaux actionnaires et le gouvernement et organiser régulièrement des discussions avec l'Agence d'examen de l'investissement étranger sur les progrès accomplis en vue d'atteindre les 51 pour cent de propriété australienne.

Une société désirant obtenir la naturalisation doit conclure une entente avec le gouvernement sur les dispositions pratiques requises pour atteindre l'objectif exigeant la possession par l'Australie de 51 pour cent des actions. Ces mesures comprennent une entente générale avec le principal actionnaire de la société sur le processus de naturalisation et l'exercice du droit de vote en ce qui concerne les activités commerciales de la société en Australie. Les droits d'une société en voie de naturalisation peuvent être retirés si la société ne respecte pas l'entente conclue avec le gouvernement.

Le gouvernement prévoit que le processus de naturalisation se fasse surtout au moyen de l'émission de nouvelles actions destinées aux Australiens afin de financer les nouveaux projets et expansions plutôt qu'au moyen de prises de contrôle qui restent assujetties à l'examen particulier de chaque cas en vertu du Foreign Takeovers Act.

Avantages de la naturalisation

Une société naturalisée ou en voie de l'être peut entreprendre de nouveaux projets (dans d'autres secteurs que la production d'uranium, des finances, des assurances, des média et de l'aviation civile, dans lesquels s'appliquent des restrictions spéciales):

- (i) seule ou en association avec des sociétés australiennes, naturalisées ou en voie de l'être; ou
- (ii) conjointement, dans le cadre de toute association avec des sociétés étrangères à condition que l'association ainsi créée respecte, le cas échéant, les directives relatives à la participation de 50 pour cent et au contrôle.

Remarque: Pour calculer la participation dont il est question au point (ii), une société en voie de naturalisation reçoit un crédit préalable de 51 pour cent de propriété australienne et une société naturalisée un pourcentage aussi élevé que le degré de propriété australienne qu'elle peut avoir atteint. Les deux types de sociétés sont considérés comme étant sous contrôle australien.

Exigences de déclaration

Une société acceptée par le gouvernement comme société naturalisée ou en voie de l'être ne doit pas notifier les propositions en vue de la réalisation d'un nouveau projet d'aménagement des ressources assujéti à la règle des 50 pour cent lorsqu'elle a l'intention d'agir seule ou en association avec des sociétés d'appartenance australienne ou d'autres sociétés naturalisées ou en voie de l'être. Tous les autres projets doivent être signifiés à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Toutefois, les accords de notification applicables aux nouveaux projets d'investissement prévus par les

sociétés naturalisées ou en voie de l'être dans d'autres secteurs peuvent être sujettes à des ententes spéciales conclues avec le gouvernement.

Les ententes de naturalisation ne s'appliquent pas à la participation étrangère aux projets de production d'uranium et ne changent pas la position d'une société aux termes des dispositions du Foreign Takeovers Act.

Les sociétés ne devraient pas se sentir obligées de s'"australianiser". Il incombe à chaque société de décider si elle désire le faire.

SOURCES AUSTRALIENNES DE FINANCEMENT

Les sociétés sous contrôle étranger constituées en Australie ou exploitées dans ce pays comme sociétés étrangères enregistrées sur place peuvent se procurer des fonds destinés à satisfaire leurs besoins locaux sur le marché australien des capitaux. (Elles doivent obtenir l'approbation préalable des contrôles de change si les emprunts doivent être garantis de l'étranger.) Ces sociétés étrangères qui proposent d'emprunter sur place sont invitées à considérer d'autres sources de financement, y compris l'acquisition d'actions locales au moyen de l'émission de nouvelles actions ou d'autres placements, assujetties aux règlements boursiers habituels. L'Australian Industry Development Corporation est disposée à aider les sociétés cherchant des actionnaires australiens.

SOURCE DE LA COMPÉTENCE CONCERNANT L'APPLICATION DE LA POLITIQUE

L'application par le gouvernement de sa politique en matière d'investissement étranger repose sur les pouvoirs qui lui sont conférés par le Foreign Takeovers Act, les Règlements bancaires (change) et les contrôles d'exportation. En ce qui concerne l'application des aspects de sa politique qui ne sont pas réglés par la loi, le gouvernement cherche à obtenir la collaboration de toutes les parties intéressées.

CERTAINS PROJETS DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN AUSTRALIE

NOVEMBRE 1980

1. PÉTROLE ET GAZ

À l'heure actuelle, l'Australie satisfait environ 70% de ses besoins en pétrole brut. Ce pourcentage pourrait tomber à 45% dès 1985 si l'on ne découvre pas de nouvelles réserves. En ce qui concerne le gaz, l'Australie est auto-suffisante.

Au cours des deux dernières années, les activités d'exploration pétrolière ont connu une expansion considérable après que le gouvernement eut décidé de relever les prix du pétrole brut pour atteindre les niveaux internationaux, d'augmenter les prix du gaz naturel, d'assouplir les règlements régissant l'investissement étranger et de rétablir certaines concessions. Dans les bassins de Gippsland, Surat et Copper ainsi que dans la région du plateau du Nord-Ouest et du plateau d'Exmouth, on s'est hâté d'obtenir des permis d'exploration, et la reprise de l'activité a déjà produit certains résultats.

PROJETSProjet d'exploitation de gaz naturel dans le plateau du Nord-Ouest (A.O.)

- \$5 milliards. Consortium composé de Woodside, BHP, BP, Shell et Cal Asiatic, avec Woodside pour exploitant. Exploitation du champ gazéifère de North Rankin (situé à 130 km au large du port de Dampier) afin de produire 6,5 TPA de gaz naturel liquéfié (GNL) (en 1986) et 370 millions de pi³ par jour de gaz de pipe-line de qualité (en 1984). Le projet comprendra la construction de:

- a) 2 plate-formes de forage et de production;
- b) un pipe-line sous-marin de 130 km, de 38-40" de diamètre et de 1" d'épaisseur;
- c) une usine installée sur la côte pour traiter le gaz destiné aux ventes intérieures et le liquéfier pour l'exportation, des réservoirs de stockage du GNL et des condensats, des installations de chargement des navires et d'autres installations connexes;
- d) des navires transportant le GNL.

Le projet sera réalisé en deux étapes:

- 1) le gaz produit par la première plate-forme sera amené par pipe-line à Perth à partir de 1984;
- 2) le gaz produit par les deuxième et troisième plate-formes sera liquéfié pour l'exportation (1986).

La Worley Engineering fournira des conseillers à la Woodside pour la réalisation de l'ensemble du projet. Un appel d'offres a eu lieu pour tout le matériel exigeant un long délai d'approvisionnement et des listes abrégées ont été préparées pour l'acquisition d'autre matériel.

Un contrat a été signé en octobre avec le gouvernement d'Australie occidentale pour la livraison de gaz naturel pendant une période de 20 ans. Les négociations en vue de la signature de contrats relatifs au GNL se poursuivent.

Pipe-line de Dampier à Perth (A.O.)

- La Commission d'électricité de l'État d'Australie occidentale (SEC) fournira \$500 millions pour la construction d'un pipe-line de 1500 km, de 30" de diamètre (avec certains tronçons de 24") pour alimenter la région de Perth, ainsi que pour la construction de fonderies et d'affineries d'aluminium, devant produire 300 millions de pi³ de gaz par jour. La Royal Bank et l'Orion Group fourniront des conseillers financiers à la SEC pour ce projet. Les ingénieurs conseil viendront de la Flour and Mansel (Australie). L'enregistrement préalable des fournitures a commencé en octobre 1980.

Exploration pétrolière dans le plateau d'Exmouth (A.O.)

- L'activité d'exploration pétrolière la plus prometteuse d'Australie a lieu en ce moment dans le plateau d'Exmouth, au-delà du plateau du Nord-Ouest. Le forage est très difficile et coûteux en raison de la profondeur de l'eau (800-2000 mètres), des marées sous-marines et des conditions atmosphériques cyclonales. Les quatre consortiums qui ont obtenu les permis d'exploration dépenseront quelque \$300 millions avant 1983:
- Esso (50%) et Hematite (50%) - 2 permis - \$128 millions;
- Hudbay (40%) et Canadian Superior (30%), Pan Canadian Petroleum (20%), Australian Oil and Gas Corp (10%) - un permis - \$21 millions;
- Philips (20%) et Mobil (20%), Gulf (20%), MIM (20%), BP (20%) - un permis - \$30 millions
- Woodside Oil (41 2/3%) et BP (16 2/3%), Cal Asiatic (16 2/3%), Mid Eastern Oil (8 1/3%), Shell (8 1/3%), Hematite/BHP (8 1/3%) - un permis - \$34 millions.

Jusqu'à présent, les activités de forage ne sont pas couronnées de succès.

Détroits de Bass (Vic.)

- Exxon et BHP dépenseront environ \$1,5 milliard à partir de 1980 pour accroître la production de ces champs pétrolifères. On travaille en ce moment à la fabrication de deux treillis, celui de West Kingfish devant être installée en 1981 et celui de Cobia en 1982. La fabrication du treillis de Fortescue commencera cette année en vue de son installation en 1983.

Usine de liquides de Moomba (A.M.)

- \$525 millions. Santos Limited. La Davy Pacific prépare actuellement une étude de faisabilité. On attend la décision concernant le projet de construction de l'usine pétrochimique de Redcliffe qui utiliserait de l'éthane comme charge d'alimentation. D'autres liquides seraient utilisés par l'industrie de la fabrication de moteurs à Adelaïde.

Pipe-line de liquides d'Australie méridionale (A.M.)

- Santos Limited. \$65 millions. Pipe-line de 528 km destiné à transporter du pétrole et des condensats de l'usine de Moomba à Port Stanvac, sera financé par le gouvernement de l'État. La Bechtel fournira les ingénieurs conseil. Si la Dow décide de construire l'industrie pétrochimique de Redcliffe, on installera une seconde canalisation pour acheminer l'éthane devant servir de charge d'alimentation.

Exploitation des schistes bitumineux de Rundle (Qld)

- Esso, Southern Pacific Petroleum NL, Central Pacific Minerals NL, production estimée à 3 milliards de barils de pétrole.

Étape I - 3 chaudières de distillation afin de produire 23 000 TPJ de pétrole dès 1983 (\$300 millions);

Étape II - 40 chaudières de distillation afin de produire 225 000 b/j dès 1987;

La carrière à ciel ouvert déplacera un million de tonnes de schiste par jour.

Projet au stade de l'élaboration.

Projets d'exploitation des schistes bitumineux de Julia Creek (Qld)

- CSR (qui faisait auparavant partie d'un consortium avec les sociétés Aquitaine et Tosco, lesquelles se sont depuis retirées de l'association). Schistes bitumineux de surface pouvant contenir jusqu'à deux milliards de barils de pétrole. On expérimente maintenant le procédé d'exploitation de la Tosco (The Oil Share Company USA). La construction d'une usine pilote coûterait \$360 millions, et la réalisation de l'ensemble du projet s'élèverait à \$2 milliards. En ce moment, la CSR accélère les travaux d'aménagement, et le coût prévu du pétrole devrait atteindre \$42 le baril.

Expansion de la raffinerie de Matraville (N.-G.S.)

- Total des avoirs (Australie). \$180 millions destinés à porter la capacité à 45 000 b/j dès 1983. Appel d'offres en avril 1980.

2. INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE

Pour l'instant, l'industrie pétrochimique australienne n'est pas très développée. Elle compte au total quelque 30 usines, dont les plus importantes sont l'usine de la Mobil/Esso d'Altona et l'usine d'ICI de Botany Bay. L'usine d'Altona produit quelque 160 000 TPA et celle de Botany Bay 100 000 TPA.

PROJETS

Complexe pétrochimique intégré de Botany Bay

- \$520 millions. Expansion et remplacement des installations actuelles afin de produire 250 000 TPA. Complexe possédé et exploité par l'ICI. Projet pour un prix global clés en main.

Complexe pétrochimique de Point Wilson (Victoria)

- ICI Australia. \$650 millions - sera d'abord une usine de chlorure de vinyle monomère, puis de chlorure caustique et d'éthylène. Les travaux d'infrastructure ne devaient pas commencer avant la fin de 1980, mais des contrats (en tranches de \$50-100 millions) devaient être octroyés à partir de 1981 pour commencer la production en 1984. Ce complexe sera en fin de compte plus important que celui de Botany Bay.

Usine pétrochimique de Redcliffe (Bassin Cooper, A.M.)

- \$1200 millions. Dow Chemical. Alimentée par les champs gazéifères de Moomba, l'usine produira des produits pétrochimiques pour l'exportation et la consommation locale. L'ICI ayant annoncé l'expansion de deux usines, il est moins probable que le projet de Redcliffe soit réalisé. Le gouvernement de l'État de l'Australie méridionale exerce de fortes pressions sur la société pour qu'elle aille de l'avant. Une décision devrait être prise au cours de l'automne de 1980, mais la Dow a décidé de s'accorder un délai supplémentaire de deux ans avant de se prononcer.

Expansion de l'usine pétrochimique d'Altona (Vic.)

- Altona Petrochemical Co. Ltd. (Esso/Mobil). Projet visant à doubler la capacité de l'usine pour la porter à 300 000 TPA d'éthylène, son principal produit, dès 1983/84. Coût: \$390 millions.

Expansion de l'usine de polyéthylène d'Altona (Vic.)

- Projet de l'Union Carbide visant à porter la production totale à 110 000 TPA dès 1981 en désengorgeant et en modifiant l'installation actuelle. L'expansion est liée à celle de l'usine pétrochimique d'Altona, qui fournit l'éthylène. Coût: \$100 millions.

3. ALUMINIUM/ALUMINE

L'Australie est le plus important producteur du monde de bauxite et fournit 24% de l'alumine en provenance des pays non communistes, mais elle ne produit que 3% de l'aluminium. Grâce à la bauxite et à une énergie relativement bon marché, l'industrie australienne de l'aluminium se développera rapidement dans les quelques prochaines années, et la Chase Manhattan Bank estime que dès 1990 la capacité de fonte sera neuf fois plus considérable et atteindra 2 millions de TPA.

FONDERIES

- Capacité existante en Australie - 280 000 TPA, produites par 3 fonderies:
 1. Fonderie de la Comalco en Tasmanie - 112 000 TPA
 2. Fonderie de l'Alcoa à Pt Henry - 110 000 TPA
 3. Fonderie de l'Alcan à Kurri Kurri - 68 000 TPA (expansion en cours devant porter la capacité à 90 000 TPA)

ExpansionsExpansion de la fonderie d'aluminium de Kurri Kurri (N.-G.S.)

- Alcan. Une expansion récente a porté la production à 68 000 TPA. Une nouvelle expansion prévue de 22 000 TPA, dont le coût est estimé à \$60 millions, permettra d'atteindre 90 000 TPA dès 1981, lorsque l'expansion définitive commencera à permettre la production de 130 000 TPA.

Expansion de la fonderie d'aluminium de Point Henry (Vic.)

- Alcoa of Australia. Projet visant à augmenter de 57 000 TPA la production actuelle de 120 000 TPA par l'addition d'une troisième série d'électrolyse. Le coût du projet est estimé à \$130 millions. La construction a été entreprise au début de 1979 en vue de commencer la production au début de 1981.

Amélioration de la fonderie d'aluminium de Bell Bay (Tas.)

- Comalco. \$40 millions. Amélioration de la fonderie sur une période de 16 mois se terminant en juin 1981. Le projet comprendra une légère augmentation de la production, qui passera de 112 000 TPA à 117 000 TPA.

Nouvelles usinesFonderie de l'Alcan à Gladstone (Qld)

- Alcan Queensland Ltd. Coût: \$330 millions. La capacité initiale de 100 000 TPA sera portée à 250 000 TPA. L'Alcan (Montréal) a effectué une étude de faisabilité détaillée, terminée au début de 1980. La fonderie devrait commencer à produire en 1983. La construction a commencé en juin 1980.

Fonderie d'aluminium de Portland (Vic.)

- Alcoa of Australia. \$450 millions. La construction de la première phase a commencé en 1980 en vue de permettre la production de 120 000 TPA en 1983. Le coût des travaux est estimé à \$465 millions. La capacité définitive de la fonderie sera portée à 535 000 TPA. Des études de faisabilité sont en cours et on établit des barèmes de distribution du matériel.

Fonderie d'aluminium de Gladstone (Qld)

- Comalco (30%), Kaiser Aluminium & Chemical Co. (20%), intérêts japonais (50%). \$1 milliard. Construction de quatre séries d'électrolyse d'une capacité de 400 000 TPA. La construction des premières phases a commencé dans la dernière moitié de 1979 afin que la fonderie puisse produire 103 000 TPA en 1981, 206 000 TPA en 1983 et 412 000 TPA en 1989. La Bechtel dirige les travaux de génie et de construction.

Fonderie d'aluminium de Tomago (N.-G.S.)

- Aluminium Pechiney (France 36%, Gove Alumina 36%, AMP Society 15%). \$900 millions. Étude de faisabilité effectuée en ce moment par la société pour une fonderie de 220 000 TPA utilisant de l'alumine en provenance de l'affinerie d'alumine du Queensland, dans laquelle la société Pechiney possède une participation de 20%. La fonderie devrait produire 110 000 TPA en 1983, et sa capacité devrait être portée à 220 000 TPA en 1985.

Fonderie d'aluminium de Lochivar (N.-G.S.)

- Alumax (Amax of USA, Mitsui, BHP). \$890 millions. Production: 260 000 TPA. Début de la production en 1984. L'aménagement du terrain a commencé en juin 1980.

Fonderie d'aluminium de Perth

- Alcoa. \$1000 millions. La première série d'électrolyse de 132 000 TPA devrait commencer à produire en 1986, et une seconde de 108 000 TPA sera mise en service par la suite. Proposition soumise au gouvernement de l'A.O. en août 1980.

Fonderie d'aluminium de Hunter Valley (N.-G.S.)

- Nebalco Aluminium. 150 000 TPA. Aucun plan détaillé n'a été communiqué.

AFFINERIES

- La production annuelle d'alumine, qui se chiffre à environ 7,2 millions TPA, provient des 4 raffineries suivantes:

1. Gladstone - 2,4 millions TPA (Queensland Alumina)
2. Kwinana - 1,4 millions TPA (Alcoa)
3. Pinjarra - 2,4 millions TPA (Alcoa)
4. Gove - 1,0 millions TPA (Nabalco)

Affinerie d'aluminium de Wagerup (A.O.)

- Alcoa of Australia. La capacité initiale atteindra 500 000 TPA et sera portée à 2 millions de TPA sur une période de 20 ans. Le coût du projet est estimé à \$500 millions. Les travaux de génie civil ont commencé au milieu de 1979 et doivent être achevés au début de 1983. L'Alcoa de Pittsburg fournit les ingénieurs conseil. L'étude de faisabilité est en voie d'achèvement et les fournisseurs sont contactés pour la fourniture des articles exigeant un plus long délai d'approvisionnement. (M. Roger Gray, Surintendant central des fournitures, Alcoa, Fremantle, A.O.). Les soumissions pour la livraison de matériel ont été faites au cours de l'automne de 1979).

Affinerie d'alumine de Worsley (A.O.)

- Alwest Pty Ltd. (principal associé Reynolds, Shell Kobe Steel, BHP, Billiton). La Bechtel a terminé une étude de faisabilité pour une raffinerie d'un million de TPA, d'un coût en capital d'environ \$1,1 milliard. Les travaux de génie et de conception doivent commencer en 1983.

Expansion de l'affinerie d'alumine de Gladstone (Qld)

- La Queensland Alumina effectuera des études détaillées de conception et de génie en vue d'augmenter la capacité de l'affinerie de 350 000 TPA, pour un coût de \$260 millions. Le projet devait être approuvé avant septembre 1980.

Affinerie d'alumine du plateau Mitchell

- Alumax, Billiton, CRA, Marubeni, Sumitomo. Une somme de \$1,3 milliard est consacrée à l'ensemble du projet d'exploitation de la bauxite, de l'alumine, des forêts, de la pêche et de leur traitement. Une étude de faisabilité en vue de la construction d'une affinerie de 800 000 TPA a été achevée en juillet 1980. On doit encore effectuer d'autres forages, sondages en vrac et construire une usine-pilote.

4. URANIUM

L'Australie est censée posséder quelque 20% des réserves mondiales d'uranium, mais l'exploitation et l'exportation de l'uranium ont soulevé et continuent de provoquer de vives controverses en Australie pour des raisons morales, écologiques et économiques. En Australie septentrionale, où sont situées quatre des mines potentielles, on se heurte également au problème des droits des aborigènes.

Depuis les années 50 jusqu'au milieu des années 60, on exportait l'uranium provenant des mines de la Rum Jungle (A.S.), de Radium Hill, du Mt. Painter (A.M.) et de Mary Kathleen (Qld), mais les exportations ont été interrompues pendant dix ans, puis reprises en 1977.

Les nouveaux projets reçoivent progressivement toutes les approbations nécessaires et commencent à être réalisés.

PROJETS

Aménagement des gisements d'uranium de Yeelirrie (A.O.)

- Western Mining Corp. Le minerai a une faible teneur en uranium (0,14% U308), mais facilement récupérable grâce à l'exploitation à ciel ouvert.

Phase I (1979-1981) - étude de faisabilité comprenant de nouveaux forages ainsi que la construction et l'exploitation de l'usine-pilote de recherche de Kalgoorlie en vue de trouver le procédé métallurgique approprié.

Phase II (1982-1984) - aménagement d'une mine à ciel ouvert, d'une usine et d'installations connexes destinées à produire 2500 TPA d'oxyde d'uranium (coke jaune) et 1000 TPA d'oxyde de vanadium. Coût total des travaux: \$400 millions.

On a reçu les approbations du gouvernement et la Phase I est en cours d'exécution dans les installations de la WMC.

Projet d'exploitation d'uranium de Ranger (A.S.)

- Ranger Uranium Mines Pty Ltd. (Peko Wallsend Operations, Electrolytic Zinc Co.). \$780 millions. Production: 100 000 tonnes d'uranium. Aménagement d'une mine, d'une usine et d'installations de traitement devant produire 3000 TPA d'oxyde d'uranium. Une entente sur les droits des aborigènes a été signée en novembre 1978 avec le Northern Land Council, et l'approbation du gouvernement a été reçue en janvier 1979. Les travaux ont commencé en avril 1979 et doivent s'achever au début de 1982. La Wright Engineers, en association avec la Davy Pacific (R.-U.), a obtenu le contrat pour la conception, la construction et la mise en service des installations. La Wright est chargée de la conception technique. La Kilborn Engineers a effectué le travail de consultation en ce qui concerne l'élimination des résidus. L'Atco a fourni des logements préfabriqués. En septembre 1980, le travail détaillé de conception était presque terminé la construction d'une usine de traitement du minerai était achevée à 50% et on avait commencé à dépouiller le gîte.

Projet d'exploitation d'uranium de Nabarek (A.S.)

- Queensland Mines (Kathleen Investments 50%, Noranda). \$80 millions. Une entente avec le Northern Land Council a été signée en décembre 1978. L'exploitation minière, commencée en mai, devait être terminée dès la fin de 1979. L'usine de traitement devait être prête à produire au cours de la seconde moitié de 1980, et 1100 TPA d'oxyde d'uranium devaient commencer à être expédiées au Japon en 1981, et ces livraisons devraient se poursuivre pendant 8 à 10 ans.

Projet d'exploitation d'uranium de Koongarra (A.S.)

- Denison Mines (achetée en septembre 1980 de Noranda). \$90 millions. Teneur moyenne des gisements: 0,3% d'oxyde d'uranium. L'exploitation produira 1000 TPA pendant 12 années, qui seront suivies d'une période de rétablissement de 5 ans. La société doit conclure une entente d'association avec une compagnie australienne détenant une participation de 75% avant de pouvoir commencer l'exploitation.

Projet d'exploitation d'uranium de Lake Way (A.O.)

- Westinghouse, Delhi, Vam. \$80 millions. Petit gisement. Des études environnementales et de rentabilité sont en cours et la décision de poursuivre les travaux devait être rendue avant la fin de 1979. Le procédé de la Westinghouse sera employé et la société utilisera l'uranium pour ses centrales nucléaires.

Projet d'exploitation d'uranium de Jabiluka (A.S.)

- Pancontinental Mining (65%), Getty Oil (35%). La production de 3000 TPA commencera en 1983/84 et sera portée à 9000 TPA. Les barèmes de distribution du matériel ont été présentés au milieu de 1979.

Projet d'exploitation d'uranium de Ben Lombard (Qld)

- Minatome (France). Ressources prouvées de 2000 tonnes, situées près de la côte. Le projet a été annoncé en avril 1979 par le gouvernement du Queensland, et la production doit commencer au début des années 80.

Projet d'exploitation d'uranium de Plumbago (A.M.)

- Esso Exploration and Production Ltd. On n'en est encore qu'au premier stade de l'exploration, mais le gisement semble prometteur.

Projet d'exploitation d'uranium de Minindi Creek (A.O.)

- Cliffmines N.L. \$10 millions. L'exploration préliminaire est achevée.

Projet d'exploitation d'uranium de Beverly

- Phelps Dodge (50%), Oilmin (16,66%), Transoil (16,66%). \$130 millions. La production de 3 millions de livres d'U308 par an doit commencer en 1982.

Projet d'exploitation d'uranium de Honeymoon (A.M.)

- CSR/MIN/Teton (É.-U.). Réserves probables de 2400 tonnes d'oxyde d'uranium. Le projet, annoncé en 1980, prévoyait la construction d'une usine pilote de 100 TPA. L'étude de faisabilité devait être achevée à la fin de 1980.

5. CHARBON

Du point de vue de la valeur de la production et des recettes provenant des exportations, le charbon noir n'est précédé que par le minerai de fer. Selon les estimations, les réserves naturelles de charbon noir se chiffrent à non moins de 200 000 millions de tonnes et celles de charbon brun à 66 700 millions de tonnes. La Nouvelle-Galles du Sud est le principal État producteur de charbon (50 millions de tonnes en 1979). Le Queensland est également un producteur important grâce à l'expansion rapide du bassin Bowen (production de 27 millions de tonnes en 1979 devant atteindre 33,4 millions de tonnes en 1980 et 61 millions de tonnes dès 1985).

En raison du prix du pétrole aujourd'hui, la houille à générateurs est devenue une source énergétique de remplacement de plus en plus importante, et les réserves mesurées de charbon bitumineux de l'Australie sont à peu près comparables du point de vue de la teneur en énergie aux réserves prouvées de pétrole de l'Arabie Saoudite.

À court et moyen termes, l'aménagement des ressources houillères de l'Australie est estimé à quelque \$5 milliards.

HOUILLE À GÉNÉRATEURSCharbon thermique de Blair Athol (Bassin Bowen, Qld)

- CRA 62%, Atlantic Richfield 38%. Ce gisement de charbon thermique de 600 millions de tonnes constitue l'un des gisements produisant la meilleure qualité de houille à générateurs au monde. La production à ciel ouvert destinée à l'exportation est acheminée par Hay Point jusqu'à concurrence de 5 millions de TPA. La valeur de l'exploitation se situe entre \$400 et \$500 millions. Le gouvernement a rejeté la demande du Japon en vue d'acquérir une part de 19% des actions.

Houille à générateurs de Drayton (N.-G.S.)

- Theiss 55,5%, Shell 45,5%. Houille à générateurs exploitée à ciel ouvert pour l'exportation. Ce gisement comprend des réserves de 100 millions de tonnes. On a terminé une étude de faisabilité mais on ne peut poursuivre les travaux avant d'avoir obtenu des marchés. Des pourparlers sont en cours avec le Japon (Mitsui) et la Corée du Sud en vue de leur accorder des actions pour obtenir des marchés. La valeur de l'exploitation s'élève à \$60 millions.

Houille à générateurs de Tarong (N.-G.S.)

- IOL/CRA 100%. Houille à générateurs exploitée à ciel ouvert pour la centrale thermique de Tarong qui sera située sur les lieux de l'extraction. Production de 5 millions de TPA. La construction doit commencer en 1981/82 et être achevée en 1984/85. Valeur du projet: \$64 millions.

Houille à générateurs de Mount Arthur South (N.-G.S.)

- Commission d'électricité de N.-G.S. 50%, Ampol Petroleum 20%, Pioneer Concrete Services 20%, Electrical Power Development Co. (Japon) 10%. \$135 millions. Les réserves atteignent 200 millions de tonnes. La production, dont on n'a pas encore fixé le niveau, est destinée à l'exportation.

Houille à générateurs de Mount Arthur North (N.-G.S.)

- Commission d'électricité de N.-G.S.: 100% - Production de houille à générateurs extraite à ciel ouvert (65%) et de charbon cokéfiant (35%), ce dernier étant destiné à l'exportation. La production de 1 million de TPA doit commencer en 1984/85 et pourra atteindre ultérieurement 10 millions de TPA.

Houille à générateurs de Mt. Thorley (N.-G.S.)

- R.W. Miller, Pohang Iron & Steel (Corée du Sud) 20%. La production à ciel ouvert, destinée à l'exportation, sera d'abord fixée à 400 000 TPA et atteindra par la suite 4 millions de TPA. L'étude de faisabilité en cours exige 2 ans de délai d'approvisionnement. La valeur du projet se chiffre à \$70 millions pour la première phase des travaux et atteindra \$130 millions pour la production complète.

Houille à générateurs de Rolleston (Qld)

- Brigalow Mines - Charbon non cokéfiant extrait à ciel ouvert peu riche en cendres. Une étude préliminaire de faisabilité est terminée mais on doit obtenir des marchés.

Houille à générateurs de Théodore (Qld)

- Theodore Coal Pty Ltd. (Theiss 50%, Mine Administration Pty, AAR/CSR, IOL/CRA). Charbon à générateurs et cokéfiant extrait à ciel ouvert et souterrainement. Les travaux d'exploration et d'évaluation sont dans une phase avancée mais on doit obtenir des marchés. Le projet ne sera pas réalisé avant 5-10 ans.

Expansion de la mine de houille à générateurs d'Ulan

- White Industries, Mitsubishi (40%), projet destiné à faire passer la production de 150 000 TPA à 4 millions de TPA. La Corée cherche à obtenir 20% des actions. Valeur du projet: \$45 millions.

Charbon thermique et cokéfiant de Warkworth (N.-G.S.) (Hunter Valley n° 1)

- Coal and Allied Industries. (CAIL). Charbon cokéfiant et non cokéfiant extrait à ciel ouvert destiné à l'exportation. La production initiale de 2 millions de TPA passera à 4 millions de TPA et commencera en 1980. Valeur du projet: \$87 millions.

Houille à générateurs de Yarrabee (Qld)

- Brigalow Mines (CSR). Houille à générateurs semi-anthracite. Réserves de 23 millions de tonnes. Extraction à ciel ouvert. Des études de faisabilité ont été effectuées. Le projet peut aller de l'avant sans la conclusion de contrats à long terme.

Houille à générateurs de Birds Rock (N.-G.S.)

- SEC de N.-G.S./Tarheigo Coal Mining (Japon). \$135 millions. Exploitation souterraine devant produire 1 million de TPA en 1984 et atteindre 2 millions de TPA en 1985/86. Un contrat doit être assigné avec le Japon en septembre/octobre pour la livraison de 1,5 million de TPA.

Expansion de la mine de houille à générateurs d'Harmitage

- Oakbridge, Sumitomo (15%) - La production, qui passera de 750 000 TPA à 1,5 million de TPA, sera exportée au Japon. Une étude de faisabilité est en cours.

Mine de houille à générateurs de Clarence (N.-G.S.)

- Oakbridge (51%), BP (4,9%). Exploitation souterraine qui a commencé à produire 2 millions de TPA en 1980. Un contrat a été signé avec l'ATIC (France) pour la livraison de 2,5 millions de tonnes sur une période de 5 ans commençant en juillet 1980. Un contrat a également été signé avec la CEGD (R.-U.) pour la livraison de 2,5 millions de tonnes.

Curragh (Qld)

- Commission d'électricité du Queensland - 250 millions de tonnes de charbon à générateurs et cokéfiant. La houille à générateurs sera utilisée par la SEC du Queensland, peut-être à Blackwater. \$500 millions. Projet approuvé par le Cabinet du Queensland. Le charbon cokéfiant sera exporté.

Houille à générateurs de Saxonvale (N.-G.S.)

- BHP \$380 millions. La production initiale de 1,1 million de TPA en 1982 passera à 4,5 millions TPA en 1986. On construira une voie ferrée reliant Saxonvale à Mt. Thorley. Un contrat de 10 ans a été signé avec le Japon pour la livraison de 1,1 million de TPA. On attend l'approbation de l'État et du gouvernement fédéral pour réaliser le projet.

Charbon thermique de Broke & Saxonville

- BHP (octobre 79) - L'exploitation pourrait commencer rapidement dès qu'on aura obtenu des contrats.

Charbon brun de Loy Yang (Vic.)

- SEC Vic. Exploitation à ciel ouvert. 4,7 milliards de tonnes de charbon récupérable. La production devrait commencer en 1981 et être utilisée pour la centrale électrique de Loy Yang.

CHARBON COKÉFIANT

Projet d'exploitation de charbon cokéfiant de German Creek (Bassin Bowen, Qld)

- Capricorn Coal Development Pty (Austin & Butta 30%); Intercontinental Fuels, R.-U. 25%; Commercial Union, R.-U. 25%; U.K. National Coal Board 10%; Ruhrbohle, RFA 10%), réserves de 337 millions de tonnes de charbon cokéfiant, qui sera d'abord exploité à ciel ouvert puis souterrainement. La production est fixée à 3 millions de TPA. La décision d'aller de l'avant a été rendue. La production devrait commencer au milieu de 1982. Valeur: \$400 millions. On a commencé les travaux d'infrastructure, notamment la construction d'un barrage et d'une mine souterraine expérimentale. Des contrats d'exportation du charbon ont été conclus avec le Japon et l'Europe.

Charbon cokéfiant de Gregory (Bassin Bowen, Qld)

- Dampier Mining (BHP). Charbon cokéfiant extrait à ciel ouvert destiné à l'exportation (Japon, Brésil, Corée du Sud) en passant par Gladstone. Production de 3 millions de TPA, construction d'un lavoir, d'une voie ferrée et de nouvelles installations portuaires à Gladstone. L'aménagement du terrain allait bon train en 1979. Valeur du projet: \$300 millions. Un contrat a été signé avec la Pohang (Corée) pour la livraison de 500 000 TPA à partir de 1980.

Charbon cokéfiant de Hail Creek (Bassin Bowen, Qld)

- Hail Creek Associates (AAR/CSR 54%, Esso 25%, IOL/CRA 15%, Japon 6%). Réserves de 740 millions de tonnes de charbon cokéfiant dur de haute qualité exploité à ciel ouvert. Production de 4,5 millions de TPA destinée à l'exportation. Construction d'une usine de préparation du charbon, d'une nouvelle ville, d'un barrage important, de canalisations d'eau, amélioration de la voie ferrée et construction de nouvelles installations portuaires à Hay Point. Des études techniques et de faisabilité ont été effectuées, sans négocier avec les aciéries japonaises. La production commencera en 1983 au plus tôt. Valeur: \$960 millions.

Charbon cokéfiant de Nebo (Bassin Bowen, Qld)

- Theiss Dampier Mitsui - Réserves massives de charbon cokéfiant et à générateurs qui seront exploitées à ciel ouvert et souterrainement, réparties dans six bassins houillers. Production de 3 millions TPA destinées à l'exportation. Comme l'emplacement de la mine est assez éloigné, il faudra exécuter d'importants travaux d'infrastructure: construction d'un barrage, d'une voie ferrée et achat de matériel roulant, construction de lignes de transport, d'un nouveau port à Hay Point possédant des installations d'entreposage et de manutention situées sur la côte, etc. La production commencera en 1983/84. Valeur du projet: \$500 millions. Des pourparlers sont en cours en vue de la conclusion d'un contrat de 13 ans avec les aciéries japonaises.

Charbon cokéfiant de Norwich Park (Bassin Bowen, Qld)

- Central Queensland Coal Associates (COCA) - (Utah, 80%, Australian Mutual Provident Society 8%, Mitsubishi 12%), exploitation de charbon cokéfiant à ciel ouvert pour l'exportation. Production de 4,3 millions TPA. Les travaux devraient être achevés au début des années 80. Valeur du projet: \$250 millions. Un contrat de 8 ans a été signé, et la production passera de 500 000 TPA à 1,3 million de tonnes à compter de 1980.

Charbon cokéfiant de Oaky Creek (Bassin Bowen, Qld)

- Houston Oil and Minerals (50%), MIM (20%), Espagne, Italie, Hoogovens Delfstoffen (10%). Exploitation à ciel ouvert et souterraine de charbon métallurgique de qualité supérieure. Production de 3 millions TPA. On se

hâte maintenant d'investir dans l'infrastructure pour se conformer aux conditions d'octroi de concessions minières du gouvernement du Queensland. Les travaux doivent être achevés en 1981/82. Valeur du projet: \$260 millions. Une entente a été conclue avec l'Italie et l'Espagne pour obtenir des marchés d'exportation du charbon, mais la FIRB a rejeté la proposition car la participation australienne n'était que de 20% (octobre 1980).

Charbon cokéfiant de West Mourl (Qld)

- Brigalow Mines (Theiss 50%, MIM 50%), gisement important de charbon cokéfiant de qualité supérieure, mais situé à une profondeur considérable. Projet à long terme.

Projet d'exploitation de charbon de Boggabri (N.-G.S.)

- AMAX 50%, BHP 50%. Charbon cokéfiant et non cokéfiant. Une étude de faisabilité a été achevée en 1979 et l'exploitation pourrait commencer au début des années 80. Valeur du projet: \$100 millions.

Projet d'exploitation de charbon de Collinsville/Newlands (Qld)

- Collinsville Coal Co. Pty (100% MIM). Charbon cokéfiant (Collinsville) et à vapeur (Newlands), exploitation à ciel ouvert et souterraine. Première étape (achevée en 1979): la production de 1 million TPA sera portée à 1,5 million TPA de charbon cokéfiant et à 2,5 millions TPA de charbon à générateurs. L'expansion prévue doit être déterminée et sa réalisation nécessitera la construction d'un nouveau port (à Abbots Point), question qui est discutée en ce moment. Un contrat a été signé avec la Japon pour la livraison de 700 000 TPA à partir de 1980, qui passera à 1 million TPA à compter de 1983.

Projet d'exploitation de charbon cokéfiant de Bargo (N.-G.S.)

- BHP/CAIL/Peko Wallsend - associés égaux - Exploitation souterraine de charbon cokéfiant destiné à l'exportation. Production de 1,5 million TPA. Forage d'un puits. Le délai total de construction est de 5 ans. Coût du projet: \$75 millions. Puits d'exploration - 1980.

LIQUÉFACTION DU CHARBON

Gouvernements des États du Queensland, de Victoria et de Nouvelle-Galles du Sud

- Une étude de \$5 millions est préparée en ce moment par l'Allemagne de l'Ouest (et financée à moitié par le gouvernement de la RFA) afin de déterminer la possibilité d'établir une usine de liquéfaction du charbon marchand dans chacun des 3 États. L'étude devait être achevée au milieu de 1981.

Kobe Steel, Mitsubishi Chemical, Nissho-Iwai

- Projet visant à construire une usine-pilote pouvant produire quotidiennement 50 tonnes de charbon brun de Victoria.

Projet de liquéfaction de Millmerran (Qld)

- AMAX Mitsui Millmerran. \$4 milliards. Charbon non cokéfiant pouvant être liquéfié. Construction d'une mine, d'une usine de liquéfaction et d'installations connexes devant consommer 5 millions TPA de charbon. L'exploitation utilisera le procédé SASOL pour produire 60 000 b/an de combustible de transport. Une étude de faisabilité préparée par la Fluor devait être terminée pour la moitié de 1981.

6. CUIVRE

Le cuivre a été le premier minerai extrait en Australie (1841), et il occupe encore une place importante dans l'exploitation minière. Les principales mines de cuivre sont la mine du Mt Isa au Queensland qui, en 1978, a traité près de 5 millions de tonnes de cuivre, et la mine du Mt Lyell, en Tasmanie. D'autres mines sont situées au Queensland, en Nouvelle-Galles du Sud et en Australie méridionale.

PROJETS

Projet d'exploitation de cuivre-uranium de Roxby Downs (A.M.)

- Western Mining Corp/BHP - Très grand gisement de cuivre-uranium (contenant un peu d'or) centré à Olympic Dam (la valeur des minerais est estimée à \$65 milliards). On prévoyait réaliser un programme indépendant d'évaluation de 3 ans pour l'ensemble de la région, à partir de la fin de 1979 (\$50 millions). La deuxième étape consistera en la construction d'une mine, d'une fonderie, d'une raffinerie, d'une usine de lixiviation, etc., d'une valeur de \$1,3 à \$2 milliards, devant commencer à produire en 1980. La mine souterraine aura une capacité élevée et pourrait avoir besoin d'utiliser 30% d'installations en mer. La BHP prépare en ce moment une étude de faisabilité. Il existe de fortes pressions politiques en faveur de la réalisation du projet.

Projet d'exploitation de cuivre-plomb-zinc de Benambra (Vic.)

- WMC 51%, BHP 49% - le projet en est encore au stade de l'exploration, mais la teneur du minerai semble très élevée, et on prévoit que l'aménagement pourrait se faire rapidement, c'est-à-dire que la production pourrait commencer dans cinq ans. Le minerai se trouve très près de la surface, à flanc de coteau, ce qui permettrait de construire une mine souterraine peu profonde. Le projet tient compte de la nécessité de protéger l'environnement. Le forage s'est poursuivi en 1980.

Projet d'exploitation de cuivre de Golden Grove (A.O.)

- EZ, AMAX, Esso. \$80 millions. Réserves de 13,5 millions de tonnes d'une teneur en cuivre de 3,5%. On en est encore au stade de l'exploration. On pourrait dépenser jusqu'à \$7 millions pour mieux définir le projet. On doit commencer la construction en 1981 afin de pouvoir commencer à produire en 1983. Le projet comprend la construction d'un concentrateur.

Expansion de la fonderie de cuivre de Tenant Creek (A.S.)

- Peko Wallsend. Des fonds de \$50 millions sont destinés à la modernisation de la fonderie de 25 000 TPA et à l'expansion de la mine Gecko. Un contrat a été signé avec la Sumitomo pour lui permettre d'investir \$27 millions dans la fonderie et lui fournir 15 000 TPA de cuivre ampoulé pendant 8 ans.

Mine de cuivre Lady Annie (Qld)

- MIM - gisement près du Mt. Isa. La MIM examine les possibilités de ce gisement. Coût: \$130 millions.

Mine de cuivre de Mount Chalmers (Qld)

- Peko Wallsend. Ce projet doit faire l'objet d'une étude de faisabilité.

Projet d'exploitation de cuivre de Loongie Park (A.O.) (Gordon Downs)

- ICI, Kennecott, Newmont-Étape du forage. La production doit commencer au milieu des années 80.

Mine de cuivre-plomb-zinc-argent de Teutonic Bore (A.O.)

- MIM, Selection of Trust, Selcast - \$50 millions. Exploitation à ciel ouvert puis souterraine. Le dépouillement du gîte a commencé en avril 1980. On achète maintenant le matériel. La production doit commencer au milieu de 1981 à raison de 300 000 TPA.

Projet d'exploitation de cuivre de Diane (Qld)

- White Industries - gisement de cuivre de teneur élevée - réserves de 38 000 tonnes d'une teneur moyenne de 25.2% de cuivre-réserves indiquées: 70 000 tonnes d'une teneur de 23% de cuivre.

7. PLOMB/ZINC/ARGENT

L'Australie est le troisième producteur mondial de plomb et le quatrième producteur de zinc. Les trois principales mine sont la mine de Broken Hill, en N.-G.S., la mine de Mount Isa, au Queensland, et la mine de Read-Rosebery, en Tasmanie.

PROJETSMine de plomb, zinc, cuivre de Que River (McIntosh) (Tas.)

- Cominco/Aberfoyle - \$20 millions - minéral à teneur élevée pour l'exploitation souterraine; tonnage peu important s'élevant à 150 000 - 200 000 TPA. L'exploration a été interrompue, mais la décision d'aller de l'avant a été annoncée en août 1979. La production devait commencer au début de 1981.

Mine de zinc et de plomb de McArthur River (A.S.)

- MIM - \$1,3 milliard. L'usine-pilote est en activité. On a terminé des études géologiques et métallurgiques indépendantes. Les méthodes conventionnelles de récupération ne donnent pas des résultats très satisfaisants et le projet est actuellement en veilleuse.

Mine de zinc et de plomb de Sorba Hills (A.O.)

- Aquitaine, MIM, Serem-Forage d'un puits. On est en train de définir le projet.

Mine de cuivre-plomb-zinc d'Eleura (N.-G.S.)

- EZ Industries. \$195 millions. Mine souterraine devant produire 1,1 million TPA. La production commencera en 1982. Le contrat de conception et de construction a été accordé à la Fluor. Le contrat de construction a été octroyé en juillet 1980. On prépare l'appel d'offres pour le matériel.

Projet d'exploitation de plomb-zinc-cuivre-argent de Salt Creek (Mons Cupri) (A.O.)

- Texas Gulf, Whim Creek, Agnew-Clough - le gisement semble important, mais de faible teneur - étape du forage et des essais.

Expansion de la mine du Mt. Isa

- MIM - \$65 millions seront versés pendant les 3 prochaines années pour accroître la production d'argent, de plomb et de zinc de 20%, la portant à 240 000 TPA de zinc, 540 000 TPA d'argent et 180 000 TPA de plomb.

Mine d'argent-plomb-zinc de Hilton

- MIM - \$20 millions seront versés pour les travaux préliminaires de construction d'une mine souterraine de 20 km partant du Mt. Isa. Exploitation à ciel ouvert. La mine devrait produire 500 TPA en 1984/85.

Mine d'argent-plomb de Lady Loretta

- MIM - \$100 millions. On effectue en ce moment une étude de faisabilité. Le gisement semble prometteur et pourrait être exploité prochainement. Un concentrateur sera installé sur les lieux de l'exploitation.

Expansion de l'usine de zinc de Cockle Creek (N.-G.S.)

- Sulphide Corp., \$150 millions. Projet visant à doubler la production de zinc pour la porter à 145 000 TPA et celle d'acide sulfurique pour la faire passer à 280 000 TPA grâce à l'utilisation du procédé électrolytique. Le projet comprend la construction d'un four de grillage, d'une usine pour la fabrication de l'acide et d'une station de bacs pour l'électrolyse. Les installations doivent commencer à produire en 1984. L'étude de faisabilité est presque terminée.

8. NICKEL

L'Australie est le quatrième producteur mondial de nickel et, à l'exception de la petite mine de Greenvale au Queensland, le nickel provient de la région de Kalgoorlie, en Australie occidentale. La principale société est la Western Mining Corporation, qui possède deux grandes mines, celles de Kambalda (1,5 million de TPA) et de Windarra (1 million TPA) avec des concentrateurs de la même capacité dans les deux régions, une fonderie de 450 000 TPA à Kalgoorlie et une affinerie de 30 000 TPA (utilisant le procédé de la Sherritt-Gordon) à Kevinana. Des mines de moindre importance sont situées à Nepean (Metals Exploration), Scotia et Carr Boyd Rocks (Greater Boulder/North Kalgoorlie), et Widgiemooltha (Inco/BHP). La mine de l'Ananconda/CRA à Redross a été fermée en 1978 et, la même année, on a entrepris la réalisation de la première phase de la mine Agnew devant produire 30 000 TPA.

PROJETSMine de nickel de Mount Keith (A.O.)

- Australian Consolidated Minerals, AMAX, Metals Exploration. Gisement énorme de sulfure de nickel à faible teneur. Les travaux de forage et géophysiques sont terminés.. On attend une hausse des prix mondiaux pour commencer la production.

Mines de nickel de Forrestania (A.O.)

- AMAX, Amoco, Endeavour. \$40 millions. Réserves de 8 millions de tonnes d'une teneur de plus de 2% de nickel. On attend une hausse des prix et l'ouverture de marchés (1983?). Le projet devrait comprendre la construction d'un concentrateur.

Deuxième phase d'exploitation de la mine de nickel d'Agnew

- Agnew Mining (MIM, Western Selcast). \$66 millions. L'expansion de la mine doit être achevée en 1983. Certains contrats ont déjà été accordés pour la fourniture de matériel. Puits inclinés d'une profondeur de 1000 mètres. On envisage d'utiliser la fusion à l'éclair pour les concentrés de nickel.

Mine de nickel-cuivre de Sally Malay (A.O.)

- Projet australo-anglo-américain. Stade de l'exploration. Gisement prometteur de nickel et de cuivre contenant un peu d'argent.

Mine de nickel de Widgiemooltha (A.O.)

- Metals Explorations, Outokumpu (Finlande) - viennent d'annoncer qu'elles sont intéressées à exploiter la mine.

9. FER

Les exportations de minerai de fer, qui jouent un rôle capital dans l'économie australienne, interviennent pour quelque 25% des recettes provenant de l'exportation de minéraux.

Environ 90% des ressources de minerai de fer sont situées en Australie occidentale, dans la région de Pilbara. Par ordre d'importance, les principales mines sont les suivantes:

Mt. Newman/Whaleback - Mt. Newman Mining (BHP)
Mt. Tom Price - Hamersley Iron (CRA)
Robe River (Panawonica) - Cliffs (WA) Mining
Paraburdoo - Hamersley Iron
Mt. Goldsworthy - Goldsworthy Mining

En outre, on trouve des mines à Cockatoo Island, Koolan Island et Koolyanobbing (appartenant toutes à la Dampier) en Australie occidentale, dans la chaîne Middleback, en Australie méridionale et à Savage River, en Tasmanie. Les mines sont toutes à ciel ouvert. BHP est le seul producteur australien d'acier.

Le marché mondial du minerai de fer est stagnant depuis plusieurs années, et la production restera stationnaire jusqu'à ce que la situation des aciéries du Japon (qui reçoit 55% des exportations de minerai de fer) et d'Europe occidentale s'améliore. La réalisation d'un seul des projets prévus pour les années 80 suffira à répondre à la demande et chaque société déploie des efforts considérables pour s'assurer qu'il s'agira de son projet. La zone C semble se classer au premier plan.

Comme la production et les exportations de minerai de fer sont de plus en plus souvent interrompues par de perpétuels conflits du travail, les clients habituels commencent à chercher des sources plus sûres de minerai.

PROJETS

Mine de minerai de fer de la Zone C

- Goldsworthy (Consolidated Gold Fields, MIM, Utah) - \$600 millions. Destinée à remplacer la mine Goldsworthy qui sera fermée en 1983. Ce projet semble avoir une certaine priorité (selon des déclarations formulées par le ministre du Développement industriel d'A.O.), et le Japon reconsidère présentement sa participation. La mine produira 10 millions TPA dès 1983.

Projet d'exploitation de minerai de fer de Deepdale (A.O.)

- Dampier Mining (BHP), perspectives d'exploitation à plus long terme. Milieu des années 80.

Minerai de fer de Marandoo (A.O.)

- Texas Gulf - Il pourrait s'agir d'un projet important (\$800 millions), mais il faut d'abord trouver des marchés. La production ne commencera pas avant le milieu des années 80.

Projet d'exploitation de minerai de fer de Robe River

- Cleveland-Cliffs, Mitsui, Robe River, CRA - Projet visant à exploiter les réserves de West Angelas lorsque les gisements actuels de Robe River seront épuisés.

Projet d'exploitation de minerai de fer de la chaîne Weld

- Northern Mining. \$425 millions. Construction d'une mine et d'une usine de séparation par gravité. On cherche des marchés et on offre des actions.

Projet d'exploitation de minerai de fer de Yandicogina Creek

- CSR. Énorme gisement de minerai de fer. On a entrepris l'étude de faisabilité initiale.

Aciérie de Geelong (Vic.)

- BHP - \$35 millions - Construction d'une fonderie utilisant l'arc électrique afin de produire 200 000 TPA de billettes d'acier pour un laminoir à barres existant.

Aciérie Jumbo (A.O.)

- Hammersley - destinée à traiter le fer provenant de la région de Pilbara pour l'exporter au Japon. L'aciérie utilisera peut-être la réduction directe employant du gaz comme combustible. Des représentants de l'Hammersley se sont rendus au Japon en juillet 1980 pour discuter de l'octroi d'actions et des marchés.

Aciérie Mini (A.O.)

- Bond Corp. La société s'est renseignée sur les fournisseurs éventuels en mai 1980.

Usine de séparation par gravité de Mt. Newman

- Dampier/BHP (30%), Amax Iron Ore Corp. (25%), Sellrust (5%), Mitsui (10%), \$100 millions. En voie d'achèvement.

10. AUTRES MÉTAUX ET MINÉRAUX

PROJETS

Exploitation d'étain en Tasmanie

- CRA-7-8 millions de tonnes, exploitation à ciel ouvert. Les travaux de forage préliminaire, d'évaluation détaillée et d'essai du métal devaient commencer au milieu de 1980. L'exploitation aura besoin d'un concentrateur spécialisé.

Forage ou diamant d'Ashton (A.O.)

- CRA (avec Ashton, AO, Northern Mining, Tanganika). Deux gisements: Ellendale, qui possède la meilleure qualité au monde et Argyle, qui possède le meilleur poids. Exploitation à ciel ouvert. Les études et le travail de conception seront effectués par Minenco (branche de la CRA s'occupant du génie). \$150-250 millions.

Mine d'or de Finniston (A.O.)

- Kalgoorlie Mining Assoc. \$30-40 millions. La mine a été rouverte afin de produire 400 000 TPA.

Mine d'or de Kidston (Qld)

- Placer Development (100%) - Mine à ciel ouvert. Une étude de faisabilité est en cours.

Mine d'or et d'argent de Drake (N.-G.S.)

- Aberfoyle (60%), Mt. Carrington - petits gisements à haute teneur et grands gisements à faible teneur. On continue le forage pour déterminer l'importance du gisement. On pourrait construire une usine de \$35 millions pour traiter le minerai à faible teneur et une usine plus petite de \$3-5 millions pour le traitement du minerai à forte teneur.

Mine de molybdène de Mt. Pleasant (N.-G.S.)

- CSR - On en est au premier stade de l'aménagement, mais les résultats sont encourageants.

Gisement de titane-étain (A.O.)

- Greenbushes Tin NL - gisement dont la valeur combinée des métaux s'élève à \$2,7 milliards. Coût de la mise en valeur: \$82 millions. Production de 650 000 liv/an de tantalite devant commencer en 1981. On procède maintenant à un nouveau forage.

Usine de titane (N.-G.S.)

- Western Mining, General Dynamics, United Technologies. \$135 millions.
Production de 10 000 TPA. Projet annoncé en septembre 1980.

Usine de silicium de Geelong (Vic.)

- Kaiser Aluminium Australia - \$68 millions.

11. FORÊTS

L'industrie forestière reposait jadis principalement sur les feuillus (eucalyptus) des côtes est et sud-est, de la Tasmanie et de la région formant l'angle sud-ouest de l'Australie occidentale. Ces ressources sont utilisées pour le sciage et la réduction en copeaux, destinés à l'exportation, ainsi que pour la production de papier, de carton dur et de poteaux. On prévoit toutefois peu de nouvelles activités et on s'attend en fait à une diminution de la production de feuillus dès 1990.

C'est l'augmentation du nombre de conifères qui a donné une impulsion considérable à l'industrie forestière australienne. Les premiers conifères (non indigènes en Australie) ont été plantés il y a soixante-dix ans, et les plantations de pins de Monterey couvrent maintenant une superficie dépassant 700 000 hectares et augmentant au rythme de 25 000 hectares chaque année.. Outre la réalisation des projets en cours, on estime que quelque \$1900 millions seront investis dans l'exploration des ressources en conifères au cours de la prochaine décennie.

Les trois plus importants fabricants australiens de pâtes et papiers sont l'APPM (Association of Pulp and Paper Makers), l'ANM (Australian Newsprint Mills) et l'APM (Australian Papers Manufacturers). L'APM est le plus grand producteur australien de papier d'emballage et de carton.

Le MIC a suventionné la participation à la FIME 80, exposition de matériel pour l'exploitation forestière, qui a eu lieu en Australie en avril 1980 et a accueilli, avec le gouvernement de la C.-B. une mission sur les forêts qui s'est rendue au Canada en septembre 1980.

PROJETSUsine de copeaux de bois de Mt. Gambier (A.M.)

- Punular Paper Mills d'Inde, qui désire acheter des exportations. Les travaux seront achevés en 1984. La première étape, comprenant la construction d'une usine de pâtes, suivra.

Usine de copeaux de bois d'Eden (N.-G.S.)

- Harris-Daishowa Ltd. \$10 millions. Doublement de l'exploitation actuelle. La H.A. Simons effectue en ce moment les études préparatoires de génie.

Usine de contre-plaqués de Myrtleford (Vic.)

- Boywater Scott Corp. \$7 millions. Doit s'ajouter au complexe actuel comprenant une scierie et une usine de pâtes. Utilisera les ressources locales de conifères.

Usine de carton dur de Wagga Wagga (N.-G.S.)

- A.V. Wehl Industries/Canterbury Timber Products of N.Z. \$46 millions. Usine de carton dur de densité moyenne devant produire 60 000 TPA.

Usine de poteaux de Tarpeena (Mt. Gambier) (A.M.)

- SAPPOR - \$3 millions. Destinée à doubler la capacité actuelle en l'augmentant de 25 000 mètres cubes par an. L'étude de faisabilité n'a pas encore été préparée. L'usine actuelle utilise surtout du matériel suédois SCANDEX.

Usine de pâtes de Bathurst (Oberon) (N.-G.S.)

- Bathpine (Standard Sawmilling/MK Hunt NZ) - \$66 millions. Production de 300 TPJ pour l'exportation. La Sprott (NZ) effectue le travail de consultation. L'approvisionnement a commencé en 1979.

Usine de pâtes de Beerburum (Petrie) (Qld)

- APM/MIM/SGIO - \$260 millions - Production de 200 000 TPA de pâte kraft en provenance de résineux, destinée à l'exportation. Des négociations sont en cours avec la Corée du Sud sur la question de la participation et des marchés. L'usine pourrait entrer en service en 1985. La Jakko Poyry de Finlande effectue l'étude de faisabilité.

Usine de pâtes de Maryvale (Vic.)

- APM - Destinée à augmenter la production de pâte kraft en provenance de résineux de 80 000 TPA et celle de pâte au sulfite de 60 000 TPA (sur une période de 10 ans). L'étude de faisabilité est effectuée par la H.A. Simmons.

Usine de pâtes d'Eden (N.-G.S.)

- Harris-Daishowa. \$160 millions. Production de 200 000 TPA à l'échelle mondiale. L'usine à pâte thermo-mécanique utilise des résineux provenant des plantations du gouvernement situées dans le voisinage. On n'est qu'à l'étape préalable à l'étude de faisabilité.

Usine de pâtes de Mt. Gambier (A.M.)

- Punular Paper Mills of India. \$96 millions. L'usine de pâtes thermo-mécaniques produira 350 000 TPA en utilisant du pin. La production doit être exportée en Inde. L'étude de faisabilité n'est pas effectuée.

Usine de pâtes de Port Huon (Tas.)

- APM. Production de 80 000 TPA de pâte au sulfite provenant de feuillus. On n'a pas encore accordé le contrat pour l'étude de faisabilité.

Usine de pâtes d'Australie Occidentale

- W.A. Chip and Pulp Co. Pty Ltd. La société a signé une entente avec le gouvernement d'Australie occidentale.

Usine de pâtes de Wesley Vale (Tas.)

- APPM - \$275 millions - Projet destiné à installer une machine légère de fabrication de papier couché. L'étude de faisabilité a été préparée par la Jakko Poyry de Finlande. Le Conseil devrait faire connaître sa décision prochainement.

Usine de papier journal d'Albury-Wodonga (N.-G.S.)

- ANM - \$240 millions. Production de 180 000 TPA de papier journal. La H.A. Simons est chargée de l'étude de faisabilité, de la conception et de la surveillance. L'usine devrait entrer en service en 1981. Le matériel de l'usine a été acheté en Finlande.

Usine de carton de Millicent (A.M.)

- Cellulose Ltd. (APM) - Amélioration de l'usine.

12. INFRASTRUCTURE

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Environ 80% de l'électricité de l'Australie est produite par des centrales thermiques, alimentées principalement au charbon. On trouve de l'énergie hydro-électrique en Tasmanie et dans les régions de Snowy Mountains et de Ord River en Australie occidentale.

Les centrales thermiques joueront un rôle de premier plan en raison de la demande énorme d'énergie provenant des fonderies d'aluminium qui seront construites au cours des quelques prochaines années.

PROJETSProjet hydro-électrique d'Ord River (A.O.)

- Commission d'électricité de l'État d'Australie occidentale (SECWA) - \$120 millions. 60 MW. La Snowy Mountain Engineering a terminé des études de faisabilité et techniques. On établit les modalités du financement. L'appel d'offres devrait avoir lieu au cours des 12 prochains mois. L'Australie septentrionale sera chargée de construire la ligne de transport à destination de Darwin (A.S.).

Projet hydro-électrique de Pieman River (Tas.)

- Commission hydro-électrique de Tasmanie - 225 MW (2 x 112). Le cahier des charges devait être distribué en août 1980 et la production devrait commencer en 1986. L'appel d'offres pour les groupes électrogènes a pris fin en décembre 1980.

Projet hydro-électrique de Gordon River (Tas.)

- Commission hydro-électrique de Tasmanie. La première étape (300-350 MW) est achevée. La deuxième étape de la basse vallée du Gordon (300-350MW) en est au stade de la planification. Les installations doivent entrer en service en 1990.

Groupement énergétique de Pilbara (A.O.)

- SECWA - \$140 millions - Projet destiné à joindre les groupes électrogènes à vapeur qui sont maintenant exploités séparément par les sociétés produisant du minerai de fer dans la région de Pilbara et de les relier à Port Hedland. On en est à l'étape des négociations préliminaires avec les sociétés produisant du minerai de fer.

Centrale thermique de Loy Yang (Vic.)

- SEC de Victoria. La valeur totale du projet s'élève à \$2,5 millions et comprend la construction de 2 mines d'exploitation de charbon brun et de 2 centrales thermiques. La première étape est en voie d'achèvement et les travaux de la seconde, qui prévoit l'installation d'une centrale de 4000 MW, seront mis en adjudication en 1981.

Centrales thermiques de Nouvelle-Galles du Sud

- La SEC de Nouvelle-Galles du Sud a fait des appels d'offres pour tout le matériel pour l'aménagement thermique jusqu'en 1987. Elle a l'intention de mettre en service deux groupes uniformes de 660 MW chaque année à partir de 1988; le premier serait mis en adjudication en 1982.

Centrale nucléaire (A.O.)

- SECWA. \$1 milliard. Puissance de 600-800 MW. Des fonds de \$500 000 seront consacrés, au cours des deux prochaines années, à la conduite d'études géologiques sur deux emplacements possibles. La construction pourrait commencer en 1985 et s'achever en 1995.

Ligne de transport de Perth à Pilbara (A.O.)

- SECWA/CRA. Ligne HP destinée à transporter de manière plus économique de l'électricité produite au charbon entre la région de Perth et la région minière de Pilbara.

PORTS

L'Australie possède 20 000 km de côtes et quelque 70 ports d'importance considérable. Les ports qui reçoivent maintenant la majeure partie du trafic sont Port Hedland et Dampier (minerai de fer provenant d'Australie occidentale), Sydney, Newcastle (charbon), Fremantle et Kwinana (A.O.). L'expansion de ports australiens, particulièrement ceux de l'Australie occidentale, du Queensland et de Newcastle, s'effectue à un rythme beaucoup plus rapide en raison des énormes augmentations prévues dans le domaine des exportations de charbon, d'aluminium, de GNL, d'uranium, etc.

AUSTRALIE OCCIDENTALEDampier

- Pilbara Ports Services (société privée). Pour l'instant, ce port ne reçoit que du minerai de fer (depuis 10 ans), mais des expansions ont lieu tous les deux ans. Il doit être aménagé pour recevoir le GNL dans le cadre du projet du plateau du nord-ouest, et on travaille à l'établissement d'un organisme gouvernemental devant inclure la PPS Woodside.

Port Hedland

- Port Hedland Port Authority; port comprenant des installations de douane etc., et recevra la plupart du matériel importé d'outre-mer pour la réalisation du projet du plateau du nord-ouest. Il servira également de base d'entretien pour les plates-formes pétrolières.

Exmouth Gulf

- Ce port sera probablement aménagé comme port d'entretien si l'on découvre du pétrole. Pour l'instant c'est un port d'importance secondaire de pêche du saumon avec des crevettes pour appât et un port de surveillance militaire. L'organisme responsable devrait être, pour l'instant, le Ministère du développement industriel.

Geraldton

- Ce port est agrandi pour desservir les plates-formes d'exploration pétrolière grâce à la construction de nouveaux quais et au dragage.

Bunburry

- L'alcoa est en train d'ajouter un quai.

Fremantle

- Arrière-port pour conteneurs. Chaque société possède ses propres installations, qui sont généralement agrandies et améliorées.

Espérance

- Port en voie d'agrandissement pour recevoir le sarrazin.

Nouvelle-Galles du Sud

- Relève de la Maritime Services Board.

Port Kembla

- Installations de chargement du charbon de \$155 millions, presque terminées.

Newcastle

- Aura besoin d'une troisième installation de chargement du charbon dès 1985, au plus tard pour doubler la capacité, grâce à l'addition de deux fois 3500 T/h. \$100 millions. Capacité actuelle de \$25 millions de TPA.

Sydney

- Des travaux d'amélioration sont en cours et presque tous les appels d'offres ont été faits.

Williamstown

- Ce projet n'aboutira probablement pas, car il serait plus facile et moins coûteux d'accroître la capacité des ports existants.

Botany Bay

- On dispose de suffisamment de terrain pour élargir les ports afin d'en faire des terminaux pour conteneurs et une installation pour réservoirs. La construction de l'installation de chargement du charbon prévue a été interrompue par le gouvernement travailliste de l'État, mais reprendra probablement si le gouvernement change.

Clarence River

- Les gouvernements ont discuté de la possibilité de créer un port important, mais l'hinterland ne permettrait pas de suffire à ses besoins. Les travaux de dragage à eux seuls coûteraient \$20 millions. La Maritime Services Board encourage un usage accru de péniches le long de la côte, mais les syndicats s'y opposent.

VICTORIA

Amélioration des installations pour l'exportation des céréales

- Amélioration des installations d'entreposage des exportations à Portland ainsi que du matériel de manutention par chemin de fer et camions à Geelong - \$9 millions.

QUEENSLAND (Service maritime de Queensland)

Hay Point

- Doublement de la capacité de chargement du charbon avec la construction, de quais de deux fois 150 000 T. \$195 millions. Ingénieurs provenant de la McDonald, Wagner & Priddle. L'appel d'offres pour l'achat de matériel sera fait en 1981. Des travaux complémentaires d'expansion sont effectués à Hay Point ou dans les environs pour répondre à forte augmentation des exportations de charbon en provenance du bassin Bowen.

Brisbane

- Expansion du port. La Rendal & Partners fournit des ingénieurs-conseils.

Port de la région de Gladstone

- Un port sera construit près de Gladstone pour acheminer les exportations d'huile de schistes provenant de Rundle.

Abbot Point

- Port destiné à recevoir 120 000 DWT d'exportations de charbon en provenance de Collinsville/Newslands. Étape de la planification préliminaire.

Port d'Aurukum

- Péninsule du cap York. Port en eau profonde spécialisé dans la manutention des exportations de ressources, particulièrement de la bauxite. Les travaux doivent être terminés avant 1990. On en est encore au stade de la conception.

CHEMINS DE FER

Les gouvernements fédéral et des États exploitent quelque 40 500 km de voies ferrées en Australie, auxquelles s'ajoutent plusieurs autres milliers de kilomètres de voies exploitées par les sociétés privées (surtout les sociétés minières et les sociétés productrices de canne à sucre). Malheureusement, ces voies forment un réseau où se mêlent trois différents gabarits d'écartement et ce n'est que dernièrement que l'on s'est efforcé d'uniformiser le réseau.

De fortes pressions s'exercent actuellement en faveur de l'électrification des chemins de fer afin de tirer profit de cette source d'énergie relativement bon marché.

PROJETS

Électrification de la ligne Sydney-Melbourne

- \$400 millions. On en est au premier stade de la planification.

Électrification de la ligne Blackwater-Brisbane

- \$335 millions. Le travail doit commencer en 1980 pour s'achever en 1985. Projet financé par le gouvernement de Queensland, pour le transport du charbon.

Liaison ferroviaire Ulan-Newcastle

- White Industries. Ligne de 279 km pour le transport du charbon. On entreprendra bientôt la planification.

Électrification de la ligne Gosford-Newcastle

- Transport public de Nouvelle-Galle du Sud - \$165 millions - Les travaux doivent être achevés en 1983. Ce projet fait partie d'un programme permanent d'amélioration.

Liaison ferroviaire Darwin-Alice Springs (A.S.)

- Ministère des Transports - \$550 millions, une proposition conjointe émanant de l'État et de la Commission est évaluée en ce moment par le Ministère des Transports.

CERTAINS INVESTISSEMENTS CANADIENS EN AUSTRALIE

<u>Société canadienne</u>	<u>Société australienne</u>	<u>Produits</u>	<u>Avoirs australiens</u>	<u>Pourcentage des actions canadiennes</u>
Albany Felt Company of Canada Limited	Albany Felt Pty Limited	Feutres, tissus et articles de filtration Industrielle, produits textiles à l'aiguille	\$5 817 314	100
Alcan Aluminum Ltd.	Alcan Australia Ltd.	Produits en aluminium et alliages d'aluminium	\$74 000 000	70
Ashner Food Products Limited	Ashner Food Products Pty Limited	Cristaux pour boissons aux fruits, essences aromatisées et stabilisants d'aliments	\$57 753	100
Bayer Foreign Investments Ltd.	Bayer Australia Limited	Produits chimiques Industriels, produits chimiques agricoles, préparations pharmaceutiques et vétérinaires	\$19 000 000	100
Burndy Canada Ltd.	Burndy Canada Ltd.	Connecteurs électriques, systèmes de soutènement pour câbles	\$350 000	Branch
Canada Packers Ltd.	Corlo Meat Packing (1965) Pty Ltd.	Boeuf, mouton, agneau et porc- viandes fraîches, congelées, réfrigérées et en conserve, Jambon et bacon, sulf comestible et non comestible, farine de viande, culrs, peaux, tapis en peaux de mouton, emballages	\$14 508 015	65
Canadian Hardinge Machine Tools Ltd.	Hardinge Australia Pty Ltd.	Douilles, dispositifs d'avance et accessoires pour machine-outil	\$140 000	51
Canron Ltd.	Tamper (Australia) Pty Ltd.	Machines d'entretien des voies de chemin de fer	\$955 000	100
Capital Wire Cloth Ltd.	Capital Wires Pty Ltd.	Acier inoxydable, alliage de nickel et fils de bronze et de lalton	\$834 000	100
Castor Investments Limited	F.P.E. Australia Pty Limited	Commutation électrique, engrenages de commande de moteurs, disjoncteurs, câbles pour voitures de chemin de fer, transformateurs de distribution, commutateurs à fusibles, matériel pour les pertes à la terre	\$3 100 000	100
Chesebrough-Pond's International Ltd.	Chesebrough-Pond's International Ltd.	Cosmétiques et articles de toilette, parfums	n/a	100

<u>Société canadienne</u>	<u>Société australienne</u>	<u>Produits</u>	<u>Avoirs australiens</u>	<u>Pourcentage des actions canadiennes</u>
Consumer Glass Co. Ltd.	Glass Container Limited	Contenants en verre	\$20 487 673	38,88
The Cooper Tool Group Limited	The Cooper Tool Group Limited	Règles à ruban rétractable, matériel de soudage électrique, fers	\$77 168	Branch
Custom Card of Cda Ltd.	Custom Card (N.S.W.) Pty Ltd.	Cartes de voeux	\$279 751	75
Emco Ltd.	Wheaton Australia Pty Ltd.	Tuyaux, soupapes et pompes	\$779 432	100
Extrusion Machine Co. Limited	Extrusion Machine Company (Australia) Pty Ltd.	Manufacturiers de filières	\$163 349	50
Ford Motor Company of Canada Limited	Ford Motor Company of Australia Limited	Voitures particulières et véhicules automobiles utilitaires, tracteurs et instruments agricoles et industriels, matériel de construction, moteurs industriels, pièces et accessoires de véhicules automobiles, pièces et accessoires de tracteurs et d'instruments, accessoires	\$280 356 570	100
I.T.E. Industries Limited	I.T.E. Industries Australia Pty Ltd.	Matériel électrique pour la transmission du courant, les navires et le contrôle industriel	\$2 000 000	100
Jamesway Co. Limited	Harrison Jamesway Pty Limited	Cages pour la volaille, incubateurs, alimenteuses automatiques, distributeurs d'aliments, systèmes d'alimentation sur place, treilles d'armature	\$1 563 254	50
Lily Cups Limited	Hygienic-Lily Limited	Gobelets, contenants et assiettes en papier, gobelets et contenants en plastique	\$12 500 000	50
Massey-Ferguson Limited	Massey-Ferguson Holdings (Australia) Limited	Tracteurs agricoles et tracteurs industriels légers, autres machines agricoles, matériel de construction, pièces et moteurs diesel	\$74 158 805	100

<u>Société canadienne</u>	<u>Société australienne</u>	<u>Produits</u>	<u>Avoirs australiens</u>	<u>Pourcentage des actions canadienne</u>
Moore Corporation Limited	Lamson Industries Australia Limited	Imprimés commerciaux, registres, assortiments de carbones, papeterie et formules en continu pour ordinateur, matériel de manutention, papier carbone et rubans encreurs, convoyeurs pour la manutention des documents, tubes à vide, ascenseurs, systèmes de broyage des ordures et de dépoussiérage	\$22 100 000	59,3
Morgan Adhesives of Canada	Morgan Adhesives of Canada Ltd.	Galon pour tapis, garniture de protection pour automobiles, enveloppes d'expédition auto-collantes	\$104 000	Branch
Muscamo Canada Limited	Bata Shoe Company of Australia Pty Ltd.	Chaussures	\$4 063 438	95
National Trust Company Ltd.	Electric Lamp Manufacturers (Aust.) Pty Ltd.	Lampes électriques Incandescentes et fluorescentes	\$14 960 687	44
National Trust Company Ltd.	Phillips Industries Holdings Limited	Téléviseurs, radios, magnétophones, tourne-disques, machines à laver, sècheuses à linge, réfrigérateurs, rasoirs, bicyclettes, appareils de prothèse auditive, matériel de télécommunication, systèmes informatiques et commerciaux, systèmes audio-visuels industriels et éducatifs, produits pharmaceutiques, biochimiques et vaccins, produits métalliques façonnés, matériels et éléments électroniques, appareils d'éclairage, matériel de navigation et de météorologie, matériel scientifique et industriel et fournitures et matériel médicaux.	\$139 481 000	78
Placer Development Limited	Fox Manufacturing Co.	Convoyeurs, matériel d'exploitation minière et de forage, placage et contre-plaqués, lubrifiants	\$10 817 283	100
Placer Development Limited	Placer Holdings Pty Limited	Convoyeurs, outillages d'exploitation minière et de forage, placage et contre-plaqués, lubrifiants	\$20 721 758	100

<u>Société canadienne</u>	<u>Société australienne</u>	<u>Produits</u>	<u>Avoirs australiens</u>	<u>Pourcentage des actions canadiennes</u>
Rio Algom Ltd.	Atlas Steels (Aust.) Pty Ltd.	Acier inoxydable, barres et fils, acier rapide	\$5 320 590	100
Sala Machine Works Ltd.	Sala Australia Pty Limited	Pompes, filtres à disque, tambours à confectionner les boulettes, trommels, cribles pour trommel, épaisseurs, réducteurs de vitesse, installations complètes de traitement, matériel de traitement des eaux d'égout	\$987 842	83
Sandoz Holdings Ltd.	Sandoz Australia Holdings Pty Ltd.	Produits pharmaceutiques, teintures, produits chimiques	\$11 475 000	100
Shaw Pipe Industries Ltd.	Shaw Pipe Protection (Australia) Pty Ltd	Tranchons de retrait du chauffage et de protection des tuyaux	\$2 903 345	100
Siemens Betelligungen Ltd.	Medical Applications Pty Ltd.	Matériel de radiographie et électromédical	\$3 547 378	45
J.C. Stephenson	Sternson Aust. Pty Ltd.	Mélanges pour béton	\$145 006	10
G.F. Stern and Sons Ltd.				30
Thomson Equitable Corporation Ltd.	Thomson Nelson (Australia) Limited	Éditeurs	\$1 896 035	100
Woodsreef Minerals Limited	Woodsreef Mines Ltd.	Fibre d'amiante	\$23 352 209	58

Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre
1982					
Janvier biennale	Exposition vacances et voyages	27 février - 4 mars	Salon des arts ménagers d'Australie occidentale	20-24 mars annuelle	Foire des cadeaux de Melbourne
6-9 février annuelle	Intertext	février ou mars triennale	Exposition commerciale de dessins animés (The Moving Image Trade Show)	23-28 mars	Exposition de véhicules et de matériel d'urgence de sûreté et de sécurité (ECESS 82)
20-24 février annuelle	Foire commerciale Inter- nationale des cadeaux	mars annuelle	Foire sur le rendement commercial de Canberra (Business Efficiency Exhibition)	mars annuelle	Foire commerciale interna- tionale des jouets et articles de sport
20-24 février annuelle	Exposition internationale d'horlogerie et de bijouterie	3-7 mars annuelle	Exposition sur le camping et caravaning	mars annuelle	Salon du meuble du Queensland
20-24 février annuelle	Exposition commerciale Internationale de porce- laine, verrerie et d'ar- ticles de table	4-14 mars annuelle	Exposition internationale de moteurs	mars annuelle	Foire commerciale des clubs et hôtels
22-26 février annuelle	International Matpak 82	6-9 mars annuelle	Salon national du vêtement pour hommes	27 mars-4 avril annuelle	Exposition Internationale de moteurs d'Adelaide
23-24 février annuelle	Exposition commerciale de pièces, accessoires et matériel pour l'autom- obile	20-22 mars annuelle	Salon national du vêtement pour enfants	mars/avril annuelle	Salon des arts ménagers et de la construction du <u>Telegraph</u>

FOIRES ET EXPOSITIONS ORGANISÉES EN AUSTRALIE

* On peut obtenir des renseignements détaillés auprès du Bureau du Pacifique, de l'Asie, de l'Afrique et du Moyen-Orient du ministère de l'Industrie et du Commerce

Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre
2-13 avril annuelle	Exposition royale de Pâques	mai annuelle	Exposition de camping et de caravaning du Queensland	juin annuelle	Exposition de camping et de caravaning
18-21 avril biennale	Educare 82	mai annuelle	Exposition de voiliers du <u>Herald</u>	5-9 juillet tous les 4 ans	AUSPLAS 82
8-11 mai semestrielle	Foire nationale de la mode féminine	mai annuelle	Exposition d'aménagement ménager et de la vie en plein air du <u>Daily Mirror</u>	20-22 juillet annuelle	Exposition commerciale nationale de pièces, accessoires et matériel pour automobiles
11-16 mai annuelle	Salon national du meuble et des articles d'ameublement ménager	mai tous les 18 mois	Foire nationale d'échange de ressources technologiques (TRX)	juillet annuelle	Exposition nationale de bateaux et de matériel de camping de Melbourne
14-23 mai annuelle	Exposition Internationale d'Adelaïde	11-14 juin annuelle	Exposition de piscines et de bains de détente	juillet annuelle	Exposition de bateaux d'Adelaïde
mi-mai annuelle	Salon de la quincaillerie	16-21 juin biennale	Congrès de 1982 de la Swimming Pool Association (comprenant une foire commerciale)	juillet annuelle	Exposition d'appareils électroniques destinés au consommateur (comprenant Interlect)
26 mai-7 juin annuelle	Exposition et Congrès d'informatique, des communications électroniques et des techniques d'enseignement (CETIA)	20-24 juin biennale	Foire commerciale Internationale des traiteurs	juillet biennale	Exposition et Conférence sur la construction, l'environnement et le génie civil
29 mai-6 juin annuelle	Exposition Internationale de Perth	juin annuelle	Commerce 82 (Business 82)	juillet biennale	Exposition de camions de N.-G.S.

Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre
5-14 août annuelle	Exposition nationale royale agricole et Industrielle	27 août-1 ^{er} septembre annuelle	Salon des divertissements et loisirs de la <u>Mutual Acceptance</u>	septembre annuelle	Foire de printemps des cadeaux de Sydney
10-12 août annuelle	DATA 82	3-11 septembre annuelle	Exposition royale d'Adelaïde	septembre annuelle	Foire de printemps de l'horlogerie et de la bijouterie de Sydney
14-18 août annuelle	Exposition de cadeaux de Melbourne	7-9 septembre annuelle	DATA 82	2-5 octobre semestrielle	Salon national de la mode féminine
20-29 août annuelle	29 ^e exposition internationale de moteurs de Sydney	13-18 septembre annuelle	Exposition internationale de génie de l'Australie (AIEE)	mi-octobre annuelle	Salon des loisirs et de la vie en plein air
28-31 août annuelle	Exposition de cadeaux Brisbane	15-25 septembre annuelle	Exposition royale de Melbourne	28-31 octobre biennale	Exposition de camions et d'autobus d'Adelaïde
août annuelle	The Business to <u>Business Exhibition</u>	mi-septembre annuelle	Congrès de l'industrie alimentaire <u>Greata</u>	octobre annuelle	APAS 82 (Exposition nationale d'animaux de maison et d'aquariums)
août annuelle	Exposition internationale de bateaux de Sydney	29 septembre-4 octobre annuelle	Salon des arts ménagers du <u>Telegraph</u>	octobre annuelle	Exposition royale d'Hobart
août annuelle	Salon international des arts ménagers- illustrations du <u>Sun News</u>	septembre biennale ou triennale	Foire du rendement commercial (Business Efficiency Fair-BEF)	octobre annuelle	Festival international du vin et de l'alimentation (Expovin)
août biennale	Foire commerciale du livre et de l'information	septembre annuelle	Exposition de bateaux du <u>Telegraph</u>	octobre annuelle	Exposition commerciale de quincaillerie (<u>Hardware Trade Parade '82</u>)

Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre
1983					
octobre annuelle	Salon des arts ménagers et des loisirs de Canberra	7-12 février tous les 4 ans	Exposition internationale de l'exploitation minière et de l'exploration de l'Australie (AIMEX)	2-6 mars	Exposition de camping et de caravaning
2-5 novembre biennale	Exposition et Congrès sur les techniques de l'automatisation, du contrôle et de l'instrumentation (ACIT)	février annuelle	Foire commerciale internationale des cadeaux	mars annuelle	Exposition internationale de moteurs
15-18 novembre annuelle	<u>Australian National Field Days</u>	février annuelle	Exposition commerciale de pièces, accessoires et matériel pour automobiles de l'État du Queensland	mars annuelle	Exposition commerciale internationale de jouets et d'articles de sport
novembre annuelle	Salon de l'aménagement ménager de Newcastle et Hunter Valley	février annuelle	Intertext	mars annuelle	Foire commerciale des clubs et hôtels
novembre annuelle	Festival international du vin et de l'alimentation (Expovin)	février annuelle	Exposition internationale d'horlogerie et de bijouterie	mars annuelle	Salon du meuble du Queensland
		février annuelle	Exposition commerciale internationale de porcelaine, verrerie et d'articles de table	mars annuelle	Salon national du vêtement pour hommes
		26 février-3 mars annuelle	Salon des arts ménagers d'Australie occidentale	mars annuelle	Salon national du vêtement pour enfants

Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre
mars annuelle	Foire des cadeaux de Melbourne (mars)	13-22 mai annuelle	Exposition internationale d'Adelaïde	28 mai-5 juin annuelle	Exposition internationale de Perth
mars annuelle	Foire du rendement commercial de Canberra	mi-mai annuelle	Exposition de quincaillerie (Hardware Promenade)	juin annuelle	Business 83
25 mars-5 avril annuelle	Exposition royale de Pâques	mai annuelle	Salon de l'aménagement ménager et de la vie en plein air du <u>Daily Mirror</u>	juin annuelle	Exposition de camping et de caravaning
mars/avril annuelle	Salon des arts ménagers et de la construction du <u>Telegraph</u>	mai annuelle	Exposition de bateaux à voiles de l' <u>Herald</u>	juin annuelle	Exposition de piscines et de bains de détente
9-17 avril annuelle	Exposition internationale de moteurs d'Adelaïde	mai annuelle	Exposition de camping et de caravaning du Queensland	juin biennale	Exposition sur les énergies de remplacement
avril biennale	Exposition de camions du Queensland	mai semestriel	Salon national de la mode féminine	27 juin-1 juillet annuelle	<u>International Matpak 83</u>
3-8 mai annuelle	Salon du meuble et de l'ameublement ménager d'Australie	mai biennale	Exposition de camions de Melbourne	juillet annuelle	Exposition nationale de bateaux et de matériel de camping de Melbourne
		25 mai-3 juin annuelle	Exposition et Congrès d'informatique, des communications électroniques et des techniques d'enseignement (CETIA)	juillet annuelle	Exposition de bateaux d'Adelaïde

Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre
Juillet annuelle	Exposition d'appareils électroniques destinés au consommateur (comprenant Interlect)	août annuelle	Exposition de cadeaux de Melbourne	14-24 septembre annuelle	Exposition royale de Melbourne
1-6 août annuelle	Exposition Internationale de génie d'Australie (AIEE)	août annuelle	Exposition de cadeaux de Brisbane	mi-septembre annuelle	Congrès de l'Industrie alimentaire Greata
4-6 août annuelle	DATA 83	août annuelle	<u>Business to Business Exhibition</u>	septembre annuelle	Foire de printemps des cadeaux de Sydney
11-20 août annuelle	Exposition royale nationale agricole et industrielle	août biennale	<u>Foodservice 83</u>	septembre annuelle	Foire de printemps de l'horlogerie et de la bijouterie de Sydney
16-18 août annuelle	Exposition commerciale nationale de pièces, accessoires et matériel pour automobiles	août annuelle	Exposition Internationale de bateaux de Sydney	septembre annuelle	Foire de printemps de l'horlogerie et de la bijouterie de Sydney
19-28 août annuelle	30 ^e exposition internationale de moteurs de Sydney	août biennale ou triennale	Foire du rendement économique (<u>Business Efficiency Fair</u>)	28 septembre-3 octobre annuelle	Exposition de bateaux du <u>Telegraph</u>
août annuelle	Salon international des arts ménagers- illustrations du <u>Sun News</u>	26-31 août annuelle	Salon des divertissements et loisirs de la <u>Mutual Acceptance</u>	mi-octobre annuelle	Salon des loisirs et de la vie en plein air
août biennale	<u>IREECON International 83</u>	2-10 septembre annuelle	Exposition royale d'Adelaïde	18-20 octobre annuelle	<u>DATA 83</u>

181

Date et fréquence	Titre	Date et fréquence	Titre
octobre annuelle	Exposition nationale d'animaux de maison et d'aquariums (APAS)	octobre annuelle	Exposition commerciale de quincaillerie 83 (<u>Hardware Trade Parade '83</u>)
octobre biennale	Exposition internationale de matériel médical et destiné aux hôpitaux (HOSPMEDEX)	octobre tous les 18 mois	Exposition nationale d'échange de ressources technologiques (TRX)
octobre annuelle	Exposition royale d'Hobart	1-4 novembre biennale	Congrès et exposition de matériel électrique, électronique, de génie, d'automatisation et de contrôle (EEEAC), et exposition sur les techniques des composants (CTS)
octobre annuelle	Festival International du vin et de l'alimentation (Expovin)	14-17 novembre annuelle	<u>Australian National Field Day</u>
octobre annuelle	Salon des arts ménagers et des loisirs de Canberra	novembre annuelle	Exposition d'aménagement ménager de Newcastle et Hunter Valley
octobre semestriel	Salon national de la mode féminine	novembre annuelle	Festival International du vin et de l'alimentation (Expovin)

ORGANISMES DU GOUVERNEMENT CANADIEN EN RELATION AVEC L'AUSTRALIE

Division du Pacifique
Bureau du Pacifique, de l'Asie, de l'Afrique et du Moyen-Orient
Ministère de l'Industrie et du Commerce
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

tél.: (613) 995-7752

Division du commerce
Haut-commissariat du Canada
Commonwealth Avenue
Canberra ACT 2600, Australie

Câble: DOMCAN
tél.: 73-3844
téléx: (Code de destination 71) 62017 (DOMCAN AA62017)

Le bureau de Canberra ne s'occupe que des demandes de renseignements commerciaux qui exigent la liaison avec les ministères et les organismes du gouvernement fédéral.

Consulat général du Canada
A.M.P. Centre, 8^e étage
50, rue Bridge
Sydney (N.-G.S. 2000) Australie

Câble: CANADIAN
tél.: 231-6522
téléx: (Code de destination 71) 20600 (CANGOVT AA20600)

Territoire: États de la Nouvelle-Galles du Sud et du Queensland,
territoire de la capitale, Australie septentrionale, Papouasie
Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Nauru.

Consulat général du Canada
Princes Gate East Tower, 17^e étage
151, rue Flinders
Melbourne 3000, Australie

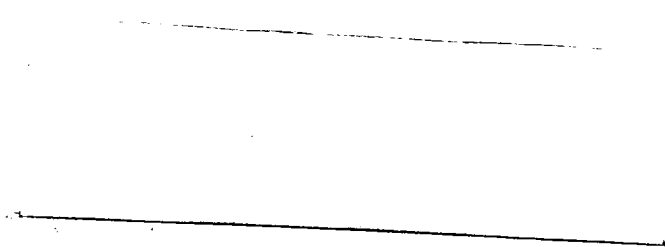
tél.: 63-8431 (AC 03)
téléx: (Code de destination 71) 30501 (CANGOVT AA30501)

Territoire: États de Victoria, d'Australie méridionale, d'Australie
occidentale et Tasmanie.

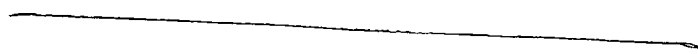
LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20024096 1



60984 81800



Canada 

(This publication is also available in English)